

Importantes réductions des arsenaux stratégiques

MM. Bush et Eltsine vont signer le traité START 2

Un pari

En d'autres temps, l'accord de désarmement auquel sont parvenus, mardi 29 décembre, Américains et Russes aurait été salué comme un événement historique. Il l'est par les quantités d'armement concernées, puisqu'il devrait entraîner une réduction des deux tiers des arsenaux stratégiques des deux parties d'ici au début du siècle prochain. L'accord conclu à Genève marque aussi un tournant parce qu'il prévoit d'éliminer les armes les plus dangereuses : celles qui autorisent chacun à penser qu'il pourrait se rendre maître de la situation en frappant le premier.

Encore faut-il que le futur traité START 2 soit effectivement appliqué. Dans la confusion qui règne en Russie, c'est faire preuve de beaucoup d'optimisme que de s'engager sur un programme de dix ans, difficile à remplir tant pour des raisons économiques que politiques. Déjà un journaliste russe avait affirmé que des armes chimiques continueraient d'être fabriquées en 1992, malgré les engagements pris. Or c'est ce qui garantit que les armes des missiles SS-18, qui vont être éliminées mais préservées aux termes du traité, ne seront pas rendus à leur ancien usage dans le cas d'un retour en force à Moscou des nostalgiques de la puissance perdue.

D'AUTRE part, la position des nouvelles Républiques nucléaires de l'ex-URSS - Biélorussie, Kazakhstan, Ukraine - pose également un problème, surtout dans le dernier cas. Dès mardi, un responsable ukrainien a fait savoir que certaines dispositions du dernier traité, signé en 1991 entre la Russie et les États-Unis (START 1), ne reflètent pas pleinement les intérêts actuels de l'Ukraine.

Kiev veut non seulement recevoir de Washington une aide financière et des garanties concernant sa sécurité, mais aussi disposer des composants nucléaires des armes démantelées et s'assurer que les armements stratégiques offensifs stationnés sur son territoire ne seront pas actionnés de l'étranger sans l'accord de la direction de la République. De belles complications en perspective si l'on songe que les armes stratégiques ukrainiennes ne seront pas rapatriées vers la Russie avant plusieurs années.

CONFIAIT dans la bonne volonté de ses interlocuteurs et aussi dans la capacité croissante des moyens américains de détection, M. Bush a passé outre à ces inquiétudes. De toute manière, et quel que soit son gouvernement, la Russie ne sera pas capable de retrouver sa puissance perdue avant très longtemps, a fortiori son agressivité. Mais il suffirait d'un faible regain de l'une et de l'autre pour compliquer singulièrement la tâche des États-Unis, qui, en cas de veto russe, ne pourraient plus utiliser le parapluie des Nations unies. A court terme, rien de tel ne s'annonce. La firme Lockheed, autrefois «bête noire» des généraux soviétiques pour avoir fabriqué tant d'avions espions U-2 et SR-71, ne vient-elle pas de signer un accord avec le bureau d'études Khroumichev, fleuron du complexe militaire-industriel soviétique, pour commercialiser la fusée russe Proton ?

M0147 - 12310 - 7.00 F



Le président George Bush devrait signer avec son homologue russe, M. Boris Eltsine, le traité de désarmement START 2 lors de leur dernière rencontre au sommet, les 2 et 3 janvier. Américains et Russes ont réglé, mardi à Genève, les dernières dispositions de ce traité, qui prévoit une réduction des deux tiers des arsenaux stratégiques d'ici dix ans.

WASHINGTON

de notre correspondant

Sauf accroc de dernière minute, le président George Bush devrait achever son mandat sur un spectaculaire succès diplomatique : la signature avec la Russie d'un accord supprimant les engins nucléaires les plus dangereux, tout en laissant un singulier avantage stratégique aux États-Unis. A quelques semaines de son départ de la Maison Blanche, ce serait, assurément, une assez belle «sortie». Cet accord est «l'enfant chéri» du président américain, qui a souvent clamé que la fin de la guerre froide devait d'abord signifier «la fin du cauchemar nucléaire». Il en avait longuement débattu en juin dernier à Washington lors d'une visite de son homologue russe, M. Boris Eltsine.

ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 4

L'éviction de M. Panic, premier ministre yougoslave

Les nationalistes de Serbie renforcent leur position

Le renversement, mardi 29 décembre, du premier ministre yougoslave, M. Panic, par les députés des deux Chambres du Parlement fédéral, annonce un durcissement de la politique de la Serbie, où les nationalistes renforcent leur position. Battu par M. Milosevic lors de l'élection prési-

BELGRADE

de notre correspondant

Renforcés par leur victoire écrasante aux élections du 20 décembre, les socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic et leurs alliés ultranationalistes du Parti radical (SRS) de M. Vojislav Seselj ont, sans doute, voulu donner une leçon à l'homme qui avait osé les déifier en dénonçant l'intransigence de la politique de Belgrade et en prêchant la conciliation pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine et à l'isolement international de la Serbie.

A leurs yeux, la défaite de M. Milan Panic à l'élection présidentielle en Serbie n'était pas suffisante : ils voulaient aussi l'humilier et le discréditer. Les socialistes, qui ont la majorité absolue au Parlement

dentelle, M. Panic, qui incarnait une politique de compromis pour mettre un terme à la guerre en Bosnie, a été accusé par les élus socialistes (ex-communistes) et ultranationalistes d'avoir voulu brader les intérêts serbes dans les négociations de paix, qui doivent reprendre le 2 janvier, à Genève.

Fédéral, ont exigé que la motion de censure déposée avant les dernières élections par les députés du SRS soit mise à l'ordre du jour de la session de mardi 29 décembre. Les deux tentatives précédentes des ultranationalistes de renverser le gouvernement fédéral avaient échoué en septembre et en novembre derniers grâce à l'opposition des députés monténégrins favorables à la politique modérée de M. Panic.

Les députés monténégrins de la Chambre des Républiques, où la Serbie et le Monténégro disposent chacun de 20 sièges, ont cette fois-ci changé d'avis. Sur les 37 députés présents, 30 ont voté la motion de censure.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et nos informations page 3

Au Brésil

La déchéance de M. Collor

M. Fernando Collor de Mello, qui avait été élu président du Brésil en 1989 en promettant une lutte sans merci contre la corruption, n'a pu se ménager une sortie honorable de la scène politique. A une écrasante majorité, le Sénat l'a reconnu coupable, mercredi 30 décembre, d'avoir «toléré et bénéficié d'un réseau de trafic d'influence et de corruption entachant la dignité de sa charge». L'ancien chef de l'Etat a été condamné à la suspension de ses droits civiques pendant huit ans.

La Chambre haute avait décidé de mener le procès de M. Collor à son terme bien que ce dernier eut, la veille, démissionné de ses fonctions. Président par intérim depuis la suspension de M. Collor fin septembre, M. Itamar Franco a été officiellement investi mardi. Ces événements ont donné lieu à des scènes de liesse dans plusieurs villes du pays, où la démission de M. Collor a été saluée comme une «victoire des citoyens».

Lire page 5 l'article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Les «touristes bancaires» du Luxembourg

De nombreux Allemands vont placer leurs économies dans le Grand-Duché avant l'instauration, le 1^{er} janvier, d'une taxe de 30 % sur les revenus de l'épargne

par Eric Le Boucher

Cela porte un nom : le tourisme bancaire. Depuis des mois, des milliers de plaques allemandes remplissent chaque jour les rues de Luxembourg. Des hommes, souvent seuls, en descendant avec une petite mallette, selon un rituel immuable. Direction : la filiale locale de la Deutsche Bank, de la Dresdner Bank ou de la Commerzbank, les trois «grands» établissements germaniques. Parfois, le voyage s'effectue en avion, et pour plus de commodité les banques ont ouvert des guichets directement à l'aéroport.

Chaque soir, des camions de transport de fonds affrétés par

ces mêmes banques traversent la frontière dans l'autre sens. Ils vont à Trèves où se trouve la succursale la plus proche de la Bundesbank, la banque centrale allemande. Les millions de billets reviennent au pays.

Ce curieux trafic a pris une ampleur considérable. La Dresdnerbank Asset Management SA Luxembourg, par exemple, ouvre environ quatre-vingts nouveaux comptes par jour avec un dépôt moyen de 300 000 marks. Depuis le début de l'année, ses fonds ont triplé pour atteindre 14 milliards de marks, selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Ceux de la Deutsche Bank Investment Management SA se montent à

27 milliards. Fin novembre, M. Johann Wilhelm Gaddum, membre du directoire de la Bundesbank, dénonçait : «Ce que nous observons n'est pas une fuite définitive de capitaux ou une désaffection vis-à-vis du mark, mais quelque chose qui ressemble à un blanchiment d'argent.»

Le civisme des Allemands s'arrête à leur bas de laine. Le tourisme bancaire s'explique par leur crainte de devoir payer, à partir du 1^{er} janvier prochain, la taxe de 30 % sur les revenus de l'épargne qui sera introduite par le gouvernement. Les fonds cachés au Luxembourg y échappent.

Lire la suite page 16

Rencontre entre M. Dumas et M. Arafat

ON A DÉJÀ CONDAMNÉ ISRAËL... QU'EST-CE QU'IL VEUT DE PLUS ?



Le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, s'est entretenu, mercredi 30 décembre, à Genève, avec M. Yasser Arafat, du sort des Palestiniens expulsés au Liban. Le chef de l'OLP devait également rencontrer le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

page 6

Les développements de l'affaire Botton

Tandis que le juge d'instruction poursuit ses auditions, le gendre du maire de Lyon n'hésite plus à mettre en cause ses coaccusés, parmi lesquels M. Charles Giscard d'Estaing.

page 8

Vaste opération de police à Mogadiscio

Avant l'arrivée du président Bush en Somalie, les militaires américains ont saisi diverses armes et menacé de mort toute personne qui tirerait sur la force multinationale.

page 6

Une «année noire» pour l'Italie

Les députés italiens ont choisi de soutenir, en 1993, la politique de rigueur salariale et budgétaire engagée par le gouvernement.

page 17

D'avantage d'autonomie pour la Banque d'Espagne

Pour se préparer à l'Union monétaire européenne, l'Espagne accorde davantage d'autonomie à sa banque centrale.

page 22

ARTS ET SPECTACLES

■ Le vignoble bordelais visité par l'architecture ■ Jane Birkin, une Anglaise dans la chanson française ■ Danse : Angelin Preljocaj au Théâtre de la Ville ■ La sélection de la semaine.

pages 9 à 15

Cartier

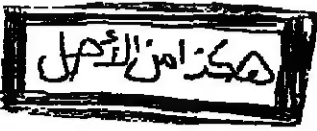
7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

Les réquisitions dans l'affaire de Port-Fréjus

Le parquet général de Lyon, qui a requis un non-lieu en faveur de M. Léotard et des cinq autres inculpés dans l'affaire de Port-Fréjus (le Monde du 30 décembre), précise, dans ses réquisitions, que «les conditions dans lesquelles [l'ancien maire de Fréjus] a pu acquiescer, à des conditions indiscutablement avantageuses, une propriété située sur sa commune, sur un terrain objet d'un projet de lotissement, méritent la qualification d'ingérence», mais que ce délit est prescrit.

Il estime d'autre part que l'information n'a apporté «aucun élément démontrant l'existence d'une éventuelle corruption, qui, au demeurant, aurait été prescrite».

Lire page 7 l'article de ROBERT MARMOZ



DÉBATS

Vichy

Pas coupable, mais responsable...

par Daniel Bensaid

Sous le titre « La République n'est pas coupable », Jean-Pierre Chevènement intervient dans la controverse sur le rapport entre l'Etat français et le régime de Vichy, relayée par le fleuron du journalisme (« *Le Monde* »), selon l'auteur de la tombe du maréchal Pétain à l'île d'Yeu : « *Faut-il réhabiliter juridiquement Vichy pour mieux condamner politiquement et moralement la France ?* ». L'ex-ministre de la Défense vole ainsi à la rescousse des propos télévisés du président de la République le 14 juillet dernier, au nom d'une conception partagée de la raison d'Etat. Admettre la continuité de l'Etat français, malgré la discontinuité entre la République et Vichy, reviendrait à « *répudier la Résistance* », à refaire des résistants des « *terroristes* » et des collaborateurs de la LWF des « *anciens combattants* ». En dépit de ses limites, l'ordonnance du 9 août 1944 rend hommage à la légitimité. Tant mieux. Mais, avec ou sans elle, dans la défaite comme dans la victoire, les résistants seraient restés des résistants et les collaborateurs des collaborateurs du point de vue de la morale politique, qui prime le juridique.

Faire de Vichy « *un moment de l'histoire de France* » serait donc une autre manière d'accepter en le tournant le vieux slogan selon lequel « *Pétain n'est pas la France* ». Pétain n'est sans doute pas la France. Pas plus que la République n'est la France. Mais Pétain, c'est aussi Pétain. C'est aussi Pétain. C'est aussi Pétain. Cet aussi pluraliste invite à un travail de mémoire prenant en compte l'actualité toujours possible d'un passé refoulé. Il exclut la responsabilité collective aussi bien que l'idée confortable selon laquelle la collaboration se réduirait à l'égarement de « *fonctionnaires et magistrats sans honneur* ».

Conjurer le retour de la catastrophe

L'épisode vichyste ne serait qu'une riche parenthèse effacée à jamais de la légende dorée républicaine. Certes, le maréchal fut investi par la majorité parlementaire après exclusion des élus communistes. Mais « *le peuple ne peut être dessaisi de sa souveraineté* » par aucune Assemblée. De quoi s'agit-il concrètement ? De la permanence de l'Etat français, de la société, de sa culture, par-delà le changement des régimes.

Pour J.-P. Chevènement, « *la promulgation des lois de 1940 du statut des juifs montre clairement à ceux qui pouvaient encore en douter que Vichy non seulement n'avait rien à voir avec la République, mais prenait la contre-partie de ses principes les plus sacrés* ». De ses principes proclamés ? Mais ces principes n'avaient-ils pas été violés pratiquement sous la République elle-même ? Bien sûr, la législation de Vichy constitue une rupture qu'il importe de souligner. Il

importe tout autant d'insister sur les continuités qui ont permis, par-delà cette rupture, la permanence fondamentale du personnel et des grands corps de l'Etat. Bien plus que la « *mauvaise préparation militaire de la France à la guerre* », les penchants traditionnels de la droite xénophobe, la non-intervention en Espagne et les lâchetés des gouvernements de Front populaire avaient frayé la voie du pire. De R. Paxton à H. Rouso, la continuité du personnel politique, juridique, administratif, entre la III^e République et le régime de Vichy, a été largement établie.

Les ordonnances de 1944 nient juridiquement et symboliquement ces continuités. Elles ne peuvent les abolir politiquement et historiquement. En intronisant le maréchal, les députés auraient trahi leurs mandats ? Mais comment se manifeste cette souveraineté populaire inaliénable ? Face à la forfaiture parlementaire de juillet 1940, il ne s'agit plus de légalité parlementaire ni plébiscitaire. A la manière du droit d'insurrection contre l'oppression énoncé par la Constitution de l'an II, le droit de résistance se redéfinit dans la lutte.

A refuser de le penser ensemble, continuités et discontinuités de l'Etat français, l'argument juridique dans l'argutie idéologique de la continuité de l'Etat, nous ne sommes certainement pas coupables. Nous en sommes cependant comptables et responsables.

« *La République n'est pas coupable* » ? A fautive question, fautive réponse. Pour J.-P. Chevènement, la polémique autour de Vichy relève d'un complot visant à « *dissoudre l'exceptionnalité française* » dans les eaux cosmopolites d'une Europe fédérale, ou encore à réduire la grandeur française au pauvre 1 % de la part hexagonale dans la population mondiale. S'il serait inadmissible de « *confondre la France avec la collaboration* », il n'en demeure pas moins qu'il y eut une France collabo, avec des déclarations, une milice, des déportations bien de chez nous. Pour conjurer le retour de la catastrophe, mieux vaut regarder ces réalités en face et en démonter les mécanismes. Si complet il y a, faudrait-il en conclure que le *Chagrin* et la *Pitié*, Français si vous saviez, et autre *Affiche rouge* en faisaient partie ? Eduquer, tirer les leçons, c'est au contraire admettre une histoire sans héros positifs ni sens unique, sans fétiches vestimentaires, sans abstractions d'un seul tenant, mais avec des réalités plurielles : des Français et des Allemands avec leurs diversités et leurs contradictions, des résistances, des France, des Républiques.

Des Républiques, oui. J.-P. Chevènement s'indigne à l'idée que l'on puisse songer à « *inculper la République qui est depuis deux siècles constitutive de l'identité* [du peuple français] et reste au principe

de ses redressements ». Assez de fantômes et de spectres ! Il ne s'agit pas d'inculper la République. Pas plus que l'histoire, ou que la France, elle n'est un personnage. L'allégorie et la prosopopée sont certes des formes littéraires respectables. Mais il s'agit ici de politique. Ce sont les individus, les classes, les partis qui agissent. Derrière le mythe d'une République unique et singulière, identique par-delà ses métamorphoses, drapée dans son immaculée dignité, il y eut des Républiques différentes, voire contraires. Celle, révolutionnaire, de 1793 et celle, thermidorienne, de 1795. Celle de Vatin et celle de Jules Ferry. Il y eut la République qui abolit l'esclavage et celle des canonniers, du Tonkin, de Madagascar, ou de Sétif. Celle des droits de l'homme et celle de la torture en Algérie. Pourquoi les mettre dans le même sac ? Les secondes n'existent que par l'écrasement des premières.

Ce rang n'est pas le nôtre

Les principes républicains tels que le droit à l'existence, la citoyenneté universelle, la laïcité sont toujours à défendre, réformer, étendre. Il est toujours utile de creuser aux sources révolutionnaires de la République pour renouer le fil de son inachèvement. Il est en revanche confus et douteux de vouer un culte à la République une et sans épithètes. Sous le marbre de cette Marianne, se révèle une République très particulière, la III^e, celle qui a subordonné la citoyenneté à la nationalité, celle de l'école gratuite et obligatoire au même temps que des guerres coloniales et de Panama. Elle ne saurait constituer le modèle du « *petit républicain* ». Aujourd'hui comme hier, la prendre en bloc, au lieu d'y déchiffrer les fractures et les conflits, ce serait paver la voie de nouvelles unions sacrées aux sinistres relents.

Quand il s'agit de dire non à la guerre du Golfe et non à Maastricht, nous nous sommes trouvés du même côté que Jean-Pierre Chevènement, en partie avec des arguments communs, en partie avec des arguments divergents. Ainsi va l'apprentissage du pluralisme et du respect mutuel. Il déclare dans son article redouté au bout du chemin « *l'abdication du rang de la France* ». Comment ce précieux rang a-t-il été atteint ? Par les déclarations universelles de liberté, d'égalité, de solidarité, lancées naguère au monde ? Sans doute. Mais plus prosaïquement par deux siècles de conquêtes et pillages, par les guerres du Viet-

nam et d'Algérie, par la détention de l'arme nucléaire et l'inscription au club fermé du G7, par les assassinats d'Ouvéa. Sous prétexte de tenir ce rang (plus trivialement de défendre la place de la France au Conseil de sécurité permanent de l'ONU), les troupes françaises courent derrière la bannière étoilée américaine, du désert irakien au désert somalien. Ce rang n'est pas le nôtre.

« *La nation est une chose trop sérieuse pour qu'on la laisse à l'extrême droite* ». C'est vrai. Mais cela ne suffit pas à dire comment on la lui dispute. On a déjà vu comment le nationalisme de droite se contente d'ajouter « *avec des Français* » ou « *productions françaises* » d'un nationalisme de gauche, et comment les quotas à l'immigration au nom des intérêts de la France appellent les « *camps de transit* ». Il ne s'agit donc pas de combattre le nationalisme par le nationalisme, ni de nier les nations dans un cosmopolitisme abstrait, mais d'engérer le moment de la nation dans l'horizon de son dépassement international. Ainsi, Péguy se disait internationaliste parce que les crimes commis en Afrique par l'armée française lui étaient une injure et une offense personnelles.

Il ne le blessaient pas seulement en tant qu'homme en général, mais précisément, spécifiquement, singulièrement, en tant que Français en particulier dans la mesure où ils étaient perpétrés en son nom, sans son consentement, et sous couvert de la France. En cette fin de siècle obscure, c'est le seul bon usage concevable de ce qu'on appelait jadis l'honneur national. Il oblige à l'indigner des expéditions à Ouvea, dans le Golfe ou ailleurs, comme des exclusions et humiliations à domicile envers les immigrés. Nous en sommes toujours responsables, même si nous n'en sommes pas coupables. Il oblige aussi à relancer le principe de citoyenneté hérité de la Révolution en ses heures créatrices pour l'appliquer à tous ceux qui vivent et qui travaillent dans ce pays, sans distinction de nationalité, de race ou de religion. Il oblige enfin à refuser la petite Europe égoïste de Maastricht, non pour tourner le dos à l'Europe au nom d'une France hautaine, perçue sur une illusoire grandeur et murée dans sa bonne conscience, mais pour tracer résolument la voie d'une autre Europe, libre association politique de peuples et de nations dans le respect de leurs identités.

Dans les années 60, à Hanoi, il créa les Efficaces Editions en langues étrangères. Décidée par le Parti communiste, cette structure est chargée de diffuser dans les grandes langues, dont le français, les arguments choisis de la guerre anti-américaine. On appelle ça l'agit-prop. A ce titre, l'affable Dr Vien sera chargé

Vietnam

Les dettes d'un francophone

par Alain Dugrand

L'ACADÉMIE FRANÇAISE se serait fourvoyée en contestant son Prix de la francophonie, sa plus haute récompense, à l'intellectuel vietnamien Nguyen Khac Vien. L'affaire fait grand bruit et, de ci, de là, par bribes, les qualificatifs s'accumulent : « *Chantre du régime tortionnaire de Hanoi* » (*le Monde*), « *Glorificateur du nazisme* » (*Tin Tuc*, mensuel vietnamien édité à Paris). Un comité sommé l'Académie française de reconsidérer sa décision.

Mais qui est donc le Dr Nguyen Khac Vien ? Né en 1913 dans une famille de mandarins du centre du Vietnam, il arrive en France en 1937 pour y poursuivre des études de médecine. De santé fragile, le carabin pauvre, tuberculeux, est l'un de ces nationalistes qui, à l'instar de tant de ressortissants de l'empire français, assiste, ébahi, à la débâcle et aux victoires fulgurantes de l'Allemagne. En 1943, étudiant vietnamien nationaliste, D'autres grandes figures de l'indépendance vietnamienne choisirent le voyage vers Tokyo... Khac Vien, qui n'est pas encore stalinien, pratique déjà le fameux précepte léniniste à l'usage des colonisés : « *Allié-toi avec le diable s'il menace ton propre ennemi* ». Il écrira même en août 1944 : « *La pensée humaine arrive au stade où dans quelques pays, quelques leaders proclament la nécessité d'un système de dictature absolue* ».

Après cette réflexion sépulcrale, aux lendemains de la Libération, Nguyen Khac Vien soutient, de la plume, les Vietnamiens indépendants, souvent trotskistes. On connaît mal l'histoire de ces vingt-cinq mille travailleurs « *requis* », transportés en France depuis 1939 et « *logés* » dans les camps sociaux du sud de la France, viviers du mouvement anticolonial. Nouvelle aventure, nouvel engagement. Le Dr Vien épouse le PCF en 1949 et une nouvelle orthodoxie. Il calomnie l'a « *aventureur trotskiste* », le « *taïwan* », les « *espions* » dissidents et compare le Hongrois Rákosi au fasciste Dörr. Un itinéraire tristement stalinien, mais conforme à la mode de l'époque. De 1955, où il est désigné comme président de la très officielle Union des Vietnamiens en France, à 1981, le Dr Vien restera inébranlablement un homme du parti.

Dans les années 60, à Hanoi, il créa les Efficaces Editions en langues étrangères. Décidée par le Parti communiste, cette structure est chargée de diffuser dans les grandes langues, dont le français, les arguments choisis de la guerre anti-américaine. On appelle ça l'agit-prop. A ce titre, l'affable Dr Vien sera chargé

d'être le contact obligé des envoyés spéciaux de la presse mondiale de passage au Nord. « *Patron* » de l'hebdomadaire *le Courrier du Vietnam* au plus fort moment de l'escalade américaine, il avait tous les pouvoirs en matière de contacts facilitant la tâche des reporters. Qui aurait eu l'idée d'entendre à Hanoi ou à Paris les quelques dissidents vietnamiens qui relataient à cette époque les monstruosités de la réforme agraire « *maoïste* » au Vietnam et ses quinze mille victimes de 1954-1957 ? Ou encore les plaintes des centaines d'intellectuels, francophones pour la plupart, incarcérés ou détenus dans les camps pour s'être opposés à la ligne culturelle « *danovmaïste* » du parti en 1956, lors du soulèvement humaniste des revues *Nhân Văn* et *Giai Pham*.

Le Dr Vien, bien sûr, tout à la « *littérature patriotique* » et à la séduction des représentants de la presse internationale, ces « *idées saines* », s'en souciait peu, et les « *amis* » progressistes, soutiens inconditionnels de « *la lutte héroïque du peuple vietnamien* », ne savaient entendre les voix témoins des victimes du régime.

Le talent du polémiste

Et puis, coup de tonnerre en 1981. Parviennent à Paris des copies dactylographiées de lettres adressées par le Dr Vien à l'Assemblée nationale vietnamienne. Sous le style littéraire, on reconnaît le talent du polémiste, celui-là même qui se permettait de larges citations de Gabriel Marcel dans ses justifications de la « *pacification* » du Sud après 1975.

C'était lui qui s'interrogeait enfin : « *Comment faire pour le débarrasser de cette peste de Mao ?* ». Lui encore, l'indémodable glorieux d'un combat historique, qui dénonçait, critique la bureaucratie. Le Dr Vien prenait enfin sa place dans le mouvement engagé par d'autres — au des temps où l'on risquait la prison et, pis, la mort, comme celle du poète Vu Anh Khanh. Il ne précéda pas le mouvement, mais s'inscrivait enfin, rejoignant d'autres, convaincus de la déquissance de la bureaucratie et du puits sans fond où le Vietnam risquait de basculer avec la Corée du Nord et Cuba. Le mur de Berlin, les morts de Tiananmen, l'extradition d'Erlich Honecker témoignaient les successeurs d'Ho Chi Minh, la corruption emportait les autres.

Se plaçant, par l'autocritique de sa propre histoire cabotique, au premier rang des oppositions, le Dr Vien réclame aujourd'hui l'adoption du pluralisme et des élections enfin démocratiques. Avec d'autres hommes nés avec le siècle, il est l'un des influents défenseurs des jeunes intellectuels qui par dizaines publient dans le pays, en France et surtout aux Etats-Unis de grands romans où ils s'attachent à remplir de noir les taches blanches de l'histoire vietnamienne. Le Dr Vien s'exprime largement dans la presse vietnamienne, qui se débarrasse de la rhétorique *ad hoc*, réclame l'ouverture du pays et dénonce chaque jour les concessions aux dévotionnaires de la genération. Aux Etats-Unis, au Japon, à Taïwan, Nguyen Khac Vien est interviewé dans les journaux les plus prestigieux. En France, les traductions de ses articles et de ses lettres ne sont publiées que dans la presse diasporique.

« *Vous avez devant vous un vieillard usé, à bout de souffle, et voilà qu'à ce vieil homme échoue la lourde tâche de relever, pour un moment, le drapeau de la francophonie dans un pays lointain, très loin de la France* », déclarait récemment le Dr Vien dans les salons de la légation de France à Hanoi. On ne se défilait pas facilement de l'usage de certaines métaphores... Mais qu'il soit parvenu enfin à ce sommet de Roussseau, Montesquieu, Diderot et Sartre d'achever sa vie dans l'honneur et la dignité. Le Dr Nguyen, qui publia dans les *Temps modernes* et chez Maspéro, dit-il, à « *payer* (ses) dettes ». L'histoire est étrange. Le vieil homme se consacre au Centre de psychologie infantile, dont il est le fondateur, la première ONG vietnamienne du pays ; il traduit Apollinaire en vietnamien, s'entend avec les tenants de la dictature du prolétariat. Un parmi des milliers d'autres.

C'est la grâce de l'Académie française d'avoir provoqué ce scandale-là en replaçant le Vietnam au rang de nos dettes à régler.

Alain Dugrand est écrivain.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arès

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72

de la SARL Le Monde et de Médias Europe SA

Imprimé à Paris

12, rue M. Gaudin

94852 IVRY Cedex

Imprimé à Paris

12, rue M. Gaudin

94852 IVRY Cedex

Imprimé à Paris

12, rue M. Gaudin

94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIERE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-98

Tél. : 206.808F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Tél. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	526 F	572 F	790 F
6 mois	1 028 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 036 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

231 MO 02

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde DOSSIERS

Janvier 1993

LA NOUVELLE EUROPE

Depuis l'ouverture de la porte de Brandebourg, à Berlin, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, de nouveaux Etats, de nouvelles frontières, sont apparus ou réapparus sur le continent européen, parfois en douceur, mais le plus souvent dans la violence. Au moment où s'ouvre le marché unique, une Europe à plusieurs vitesses se dessine.

Avec une grande carte en couleur de l'Europe de 1993 et ses comparaisons avec 1914, 1923 et 1949.

Au sommaire des clés de l'info : réviser la Constitution, l'Europe des universités, paysans et ruralité, le contrôle du marché du pétrole, le code de bio-éthique, les limites de l'ingérence humanitaire, l'imbroglio des affaires Trager, la destruction de la mosquée d'Ayodhya, racisme et xénophobie en Allemagne...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Mgr Duval n'est plus hostile à une intervention militaire « appropriée » en Bosnie

Menée par le président de la conférence des évêques de France et archevêque de Rouen, Mgr Joseph Duval, une délégation de quatre évêques français - la première depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie - s'est rendue du 28 au 30 décembre en Croatie, à l'initiative du Secours catholique. De retour en France, les évêques devaient lancer un appel « afin que l'on s'attaque enfin à la source de la guerre » et que « l'opinion française puisse faire comprendre au gouvernement cette nécessité ».

ZAGREB

de notre envoyé spécial
« Il faut faire cesser la guerre, a martelé Mgr Duval, mardi 29 décembre, devant la presse croate. Et se préoccuper davantage de faire cesser la source de la

guerre que d'achever seulement l'aide humanitaire. » Après quatre jours de visite dans les villages détruits par la guerre, et plus près de la ligne de front, et surtout dans les camps de personnes déplacées ou réfugiées, les évêques français se sont forgés deux intimes convictions. D'une part, que les pays d'Europe « ont trop tardé à réagir » - la France en particulier - et à discerner l'agresseur de l'agressé. D'autre part, et surtout, que l'embargo seul, décrété par les Nations unies, ne saurait réellement avoir d'effet.

En conséquence, Mgr Duval ne rejetait plus l'idée d'une intervention militaire « appropriée et ponctuelle », en cas de non-réponse serbe à un ultimatum formulé en bonne et due forme par l'ONU. Il y a quatre mois encore, le président de l'épiscopat français estimait qu'une intervention militaire serait « irréaliste et inadéquatement » (le Monde du 9 septembre).

« J'ai perçu l'horreur de la guerre », a confié l'archevêque de Rouen, qui, ayant participé

en novembre 1991 à une délégation interreligieuse (juive, catholique, protestante, orthodoxe et musulmane) à Belgrade et Zagreb, a mesuré le chemin parcouru par les communautés, et surtout le sentiment accumulé par les Croates envers les pays occidentaux. « Cela me laisse un certain sentiment de honte. Ce n'est pas une guerre, c'est une guerre. Que ce soit les destructions de villages, la vision des personnes déplacées, les procédés utilisés pour faire fuir les populations, je me demande : la communauté internationale a-t-elle assez conscience de ce qui se passe sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ? »

Manifestement très impressionnés par ce qu'ils ont vu dans les villages frappés par la guerre comme dans les camps de réfugiés, les évêques ont été aussi par ce qu'ils ont entendu : en premier lieu les propos du cardinal Franjo Kuharic, archevêque de Zagreb. Auteur d'un rapport alarmant sur la situation en Bosnie-Herzégovine qu'il a remis au pape l'été dernier, celui-ci dénonce aujourd'hui avec force les violents systématiques de femmes musulmanes dans des camps spécialisés en Bosnie.

Les évêques ont surtout relevé « la part d'hypocrisie », selon eux, qui consiste, pour la communauté internationale, à rejeter sur la Croatie la charge des 700 000 réfugiés et personnes déplacées qui sont actuellement accueillis sur le sol croate dans des familles, dans des camps ou dans les infrastructures hôtelières.

A Zagreb enfin, la délégation s'est préoccupée du bon achèvement de l'aide alimentaire : des entrepôts de l'association caritative catholique Caritas aux réseaux de distribution paroissiaux, comme par exemple à Remete, sur les hauteurs de la capitale (7 500 habitants accueillant 1 700 réfugiés). Les responsables du Secours catholique ont ainsi pu constater, sur place, le bon achèvement des 80 000 colis alimentaires préparés en France à l'occasion des fêtes de fin d'année. Mais déjà ils notent les besoins nouveaux : produits hygiéniques, linges et couches pour enfants, lessive, matériel de reconstruction et aussi, poêles à bois.

JEAN-MICHEL DUMAY

Mise en garde britannique à la Serbie

Dans un article publié, mercredi 30 décembre, dans le quotidien britannique Daily Telegraph, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, avertit les Serbes que leur « cruauté sanginaire » incite la communauté internationale à entreprendre une action militaire en Bosnie-Herzégovine.

La Grande-Bretagne a maintes fois recommandé la plus grande prudence avant toute intervention armée en Bosnie, mais M. Hurd note que la ferocité de la guerre et le risque de la voir se propager réduisent la force des arguments qui vont à l'encontre d'une opération militaire. Ce changement de ton britannique fait suite à des informations selon lesquelles le président George Bush a mis en garde, par écrit, le président serbe Slobodan Milosevic contre le risque d'une intervention militaire occidentale en cas d'aggravation de la situation en Bosnie-Herzégovine.

En Bosnie, Sarajevo a connu, mercredi, son jour le plus froid de ce début d'hiver, avec une température extérieure de - 12 degrés, mais on n'observait aucun signe de l'offensive croato-musulmane dont on parle depuis quelques jours et qui serait destinée à desserrer l'étau serbe autour de la capitale de la Bosnie-Herzégovine. (Reuters)

o M. M. Dumas et Kozrev donnent « la priorité à une solution politique ». - A l'issue d'une rencontre imprévue de près d'une heure et demie, mardi 29 décembre, à l'aéroport de Vienne, avec M. Roland Dumas, le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozrev, a déclaré que les deux pays accordent « la priorité à une solution politique » du conflit dans l'ex-Yougoslavie. Ils ont estimé que les résolutions de l'ONU concernant une interdiction de survol de la Bosnie devaient être « absolument respectées ». « Si nécessaire, nous prendrions des mesures communes pour punir ceux qui les violent », a souligné M. Kozrev, en notant toutefois qu'il y avait « des violations » des résolutions de toutes parts. - (AFP)

Les nationalistes serbes renforcent leur position

Suite de la première page

Quelques heures plus tôt, la Chambre des citoyens avait voté la destitution de M. Panic par 95 voix contre 2 et 12 abstentions. Ce vote a mis manifestement les députés de la République fédérale dans une situation délicate avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, prévu le 10 janvier, et qui opposera le président sortant, M. Momir Bulatovic, ancien allié de M. Milosevic devenu favorable à M. Panic, au candidat des anciens combattants de la guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, M. Branko Kostic, considéré comme l'« homme » de Milosevic. Pour préserver la partie de son électoral qui reste fidèle à M. Milosevic, le président Bulatovic a, semble-t-il, renoncé à s'engager dans une nouvelle confrontation avec le président serbe.

Chef du parti ultranationaliste, qui a obtenu 73 des 250 sièges du Parlement serbe et 34 des 108 sièges réservés à la Serbie à la Chambre basse du Parlement yougoslave, M. Vojislav Seselj avait fortement insisté au cours des débats sur la nécessité d'« écarter immédiatement » M. Panic afin de « l'empêcher de continuer à provoquer un plus grand chaos dans le pays » pendant le mois qui lui restait à être à la tête du gouvernement. Plus impétueux que jamais, il a accusé M. Milan Panic d'avoir appelé « les puissances étrangères à s'ingérer dans les affaires » du pays et à « occuper la Yougoslavie » et d'avoir également « sapé » la puissance militaire du pays en faisant visiter à des journalistes étrangers une base militaire « ultra-sécure ».

M. Seselj, qui veut mettre le premier ministre yougoslave « en prison », a de surcroît accusé le premier ministre de « détournement de fonds publics ».

Dans une intervention accordée, mardi soir, à la télévision britannique WTN, M. Panic a préféré ignorer les attaques de M. Seselj, estimant que le leader ultranationaliste était « la honte de la Serbie » et qu'il devrait « être examiné par les médecins ». Il s'est néanmoins déclaré « décidé à rester en Yougoslavie pour aider [son] pays » qui est au bord d'un « désastre ». « Je vais essayer de couler tous les partis d'opposition comme j'ai commencé à le faire avant les élections du 20 décembre », a-t-il précisé, en exprimant quelques regrets : « L'opposition serbe aurait pu davantage me soutenir mais elle a longtemps pensé que j'étais une marionnette de M. Milosevic. Maintenant elle a compris. Mais, hélas, il est peut-être trop tard ».

La destitution de M. Panic, qui avait finalement obtenu le soutien de Washington et de Moscou, laisse penser que les dirigeants de Belgrade choisissent la politique du pire. Dans son dernier communiqué publié lundi soir 28 décembre, le cabinet de M. Panic estimait notamment « indispensable » que la nouvelle Yougoslavie fournisse des « preuves concrètes » qu'elle honore les engagements pris à la conférence internationale de Londres et insistait sur « l'importance majeure » d'une participation active de la Yougoslavie au processus de négociations à Genève.

M. Vojislav Seselj et les leaders ultranationalistes se moquent publiquement des menaces militaires étrangères et affirment que personne n'osera tenter une intervention contre un peuple « guerrier et courageux ». A Belgrade cependant, l'inquiétude est manifeste. De retour de Genève, le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, avait déclaré, dans la nuit de lundi à mardi, qu'il y avait de fortes risques pour qu'une intervention militaire ait lieu en Bosnie-Herzégovine. Par ailleurs, le chef d'état-major des forces armées, le général Zivota Panic - qui avait déclaré la semaine dernière que l'armée yougoslave ne resterait pas indifférente en cas d'intervention contre les Serbes de Bosnie - a précisé, mardi, en adressant ses vœux de nouvelle année aux membres de l'armée fédérale, qu'une ombre de menace et d'agression flotte au-dessus de notre patrie, nous devons être prêts à défendre notre liberté (...). une liberté que nous ne devons à personne ». Dans la journée, le Conseil suprême de défense s'était réuni pour examiner « la défense du pays et des plans devant être mis en œuvre conformément à la situation ». Les médias indépendants avaient annoncé, la semaine dernière, que 600 000 ordres de mobilisation venaient d'être imprimés à Belgrade.

FLORENCE HARTMANN

o BULGARIE : manifestation à Sofia. - Près de 20 000 partisans de l'Union des forces démocratiques (UFD) ont manifesté, mardi 29 décembre, devant le Parlement bulgare à Sofia. Les manifestants dénonçaient la troisième tentative en cours, depuis la chute du gouvernement minoritaire de l'UFD, le 28 octobre, pour former un cabinet. Elle est menée, sans plus de chances de succès, à l'initiative du troisième parti parlementaire, celui de la minorité turque, par M. Luben Berov, conseiller économique du président, M. Jellov Jelev. Si le Parlement refuse aussi ce cabinet, de nouvelles élections doivent être organisées, deux mois après sa dissolution. - (AFP, Reuters)

Médecins du monde lance une campagne contre la « purification ethnique »

Sur une affiche de quatre mètres sur trois, deux photos. L'une montre Adolf Hitler, l'autre Slobodan Milosevic. En dessous, cette question : « Les discours sur la purification ethnique, ça ne vous rappelle rien ? » Une autre affiche présente deux photos de camps de concentration. L'une date de la seconde guerre mondiale, l'autre, toute récente, est prise en Croatie. Et là aussi, une question : « Un camp où l'on purifie les ethnies, cela ne vous rappelle rien ? »

A partir du 1^{er} janvier, ces messages s'afficheront sur 3 000 panneaux publicitaires à Paris et dans les villes de plus de 100 000 habitants. Ils seront diffusés en deux spots sur TF1, France 2, France 3, Canal Plus et Canal J. Enfin, ils se retrouveront sur des cartes postales que les Français seront invités à adresser à l'UNESCO.

Ce dispositif médiatique est déployé par l'association Médecins du monde (MDM), afin d'appeler à une mobilisation en

favor des populations victimes de la « purification ethnique » dans l'ex-Yougoslavie. « Après deux années passées à convoier des camions, il nous a semblé que nous étions allés au bout de ce que nous pouvions faire dans le domaine humanitaire, et même au-delà », a expliqué le Dr Pierre Pradier, directeur général de MDM, en présentant cette campagne, mardi 29 décembre. « Il nous a semblé nécessaire d'appeler à une action plus rigoureuse. Laquelle ? Ce n'est pas la note de la défilé. Mais la belle diplomatie actual évoque irrésistiblement celui qui avait cours pendant la guerre d'Espagne. Il faut utiliser son force à faire cesser les massacres ».

Le coût total de cette campagne s'élève à 11 millions de francs. Mais, déduction faite de tout ce qui a été offert par les différents acteurs de l'opération (médias, propriétaires d'espaces publicitaires, comédiens), le coût supporté par Médecins du monde se limitera à 1,5 million de francs.

TADJIKISTAN

Les communistes ont pris le contrôle de la frontière afghane

Les forces « communistes », qui ont repris le pouvoir dans la majeure partie du Tadjikistan, ont annoncé, mardi 29 décembre, avoir pris le contrôle de la région de Plandj, autour du principal poste frontalier avec l'Afghanistan, tenu par les gardes-frontières russes. Les représentants des autorités locales de la ville de Plandj, accusés d'avoir organisé la résistance au profit des forces de la coalition islamique et démocratique, ont été arrêtés, selon l'agence Iran-Tass.

Cette nouvelle avancée des forces communistes, soutenues par des unités et des hélicoptères fournis par l'Ouzbékistan voisin, a provoqué un nouveau passage en masse en Afghanistan des dizaines

de milliers de réfugiés bloqués à la frontière. Des rencontres entre représentants des autorités afghanes et tadjikes ont commencé, mardi, à Douchanbe, d'où les organisations humanitaires (CICR et MSF) n'ont pas été autorisées à se rendre dans le Sud.

De nouvelles offensives sont par ailleurs annoncées aux frontières entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, dans le Caucase, où les combats ont repris avec force début décembre. Dans le conflit opposant Géorgiens et Abkhazes, le long de la mer Noire, Tbilissi a annoncé, mardi, avoir réussi, après une offensive, à ouvrir la route menant à Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie. - (AFP, Reuters)

SIERRA-LEONE

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée

Le gouvernement militaire a annoncé, mardi 29 décembre, avoir déjoué la nuit précédente une tentative de coup d'Etat menée par des militaires récemment formés, partisans de l'ancien président Joseph Momoh. Dans un communiqué, le gouvernement a précisé que sept personnes ont été tuées au cours des combats, dont quatre putchistes.

La résidence présidentielle de Cobass Lodge, où habite le capitaine Strasser, a eu pour point de départ, mardi, la suite d'un coup d'Etat contre le général Momoh, - a été attaqué. Le communiqué gouvernemental fait état de plusieurs arrestations, dont celles de

deux officiers en retraite, le lieutenant-colonel Kawuta Dumbuya et le commandant Alpha Jalloh. Le capitaine Strasser a annoncé à la radio que les détenus allaient être « immédiatement » traduits devant le « tribunal militaire spécial » créé il y a onze jours. Il a déclaré : « L'Afrique a été habituée aux dictateurs et je n'ai pas l'intention de marcher sur leurs traces, mais la démocratie ne doit pas être confondue avec de la faiblesse ». - (AFP, Reuters)

YÉMEN

Attentats à la bombe contre des hôtels à Aden

Presque au même moment, deux attentats à l'explosif ont été commis, mardi 29 décembre, dans deux hôtels d'Aden, faisant un tué et trois blessés. Deux de ces derniers, selon la police, sont des

Yéménites, musulmans intégristes, qui s'apprêtaient à déposer une bombe à l'hôtel Aden, où résident une centaine de militaires américains de l'opération « Restore hope » (Rendre l'espoir) en Somalie. L'un des deux hommes a eu le bras déchiqueté par l'explosion de l'engin qu'il transportait dans une valise.

L'autre attentat a eu lieu à l'hôtel Gold Mehur, à l'autre bout de la ville, l'explosion tuant un ressortissant autrichien, M. Harveth Denes, soixante-dix ans, et blessant son épouse au visage. La déflagration, d'une très grande violence, a provoqué de sérieux dégâts matériels. Une troisième bombe, découverte dans un véhicule, a été désamorcée à temps. Dans les trois cas il s'agissait de « bombes à retardement » programmées pour exploser au même moment. - (AFP)

UNE GRANDE ANNÉE COMMENCE SUR FRANCE 2 16/9

PARIS-DAKAR

• Le prologue en direct de Chaillay (10h - 15h le 1/01/93)

PATINAGE A ALBERVILLE

• En direct d'Alberville un gala exceptionnel avec les meilleurs champions (15h - 18h le 2/01/93)

PRODUCTION NUMÉRIQUE, SON STÉRÉO

CONCERT DU NOUVEL AN

• En direct de Vienne avec l'Orchestre Philharmonique de Vienne (11h - 15h le 1/01/93)

CINEMA

• Le BAL avec Michel AUMONT et Danièle EVENOU (20h30 le 1/01/93)

• OCTOPUSSY avec Roger MOORE (20h30 le 3/01/93)

• France 2 16/9 est diffusée sur le CÂBLE et sur le satellite TELECOM 2A



LE SPECTACLE, GRANDEUR NATURE.

EUROPE

Tchécoslovaquie : l'heure de vérité en Slovaquie

A la veille de la partition, on a conscience, à Bratislava, que le chemin sera difficile...

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Le visage fermé, Rudolf Wurm hésite à raconter « la séparation ». La partition de ce pays, pourtant, il l'a vécue de très près : directeur économique de l'agence de presse slovaque, il a fait partie de la commission créée pour diviser les biens de la radio-télévision et de l'agence de presse fédérales. L'expérience, visiblement, lui a ouvert les yeux, mais il faut lui arracher chaque phrase avant qu'il ne finisse par admettre, au vu des chiffres qu'il vient de fournir : « Non, le partage ne nous est pas du tout favorable. »

D'ailleurs, la commission, qui a souvent fonctionné « dans une ambiance de tempête », n'a pas réussi à terminer son travail dans les délais impartis. « Mais je ne veux pas me décourager. Nous avons constaté nos lacunes, et c'est maintenant à nos gouvernements de régler les points de litige. » Et si ces litiges ne sont pas réglés à l'avantage des Slovaques ? « Si nous n'avons pas la chance de remporter ce que nous voulons, répond-il, alors nous n'aurons plus qu'à servir les dents et encaisser. » Rudolf Wurm n'est pas un politicien, il a près de cinquante ans, une tête de M. Tout-le-Monde et une Skoda moyenne. Il a l'air si peiné par toute cette affaire qu'on n'ose même pas lui demander ses opinions politiques, mais, peut-être, était-il fédéraliste ou pour l'indépendance ? « J'ai voté pour la fédération jusqu'à ce que je jasse partie de cette commission. Là, j'ai compris qu'il valait mieux, pour nous, être indépendants. »

Comme Rudolf Wurm, la Slovaquie, pleine d'appréhension mais déterminée, va servir les dents à partir du 1^{er} janvier. En ce jour symbolique, les Slovaques ont l'espoir qu'après une période de séparation Tchécoslovaquie et Slovaquie pourront se rapprocher au point de se réunir, sous une forme ou une autre, sont

des Slovaques. Ceux-là mêmes qui, disent les Tchèques, ont provoqué la partition de la Tchécoslovaquie en réclamant la souveraineté de la Slovaquie... Surpris par la rapidité d'un processus qui, sous l'impulsion du premier ministre tchèque Vaclav Klaus, les a libérés plus vite et les a poussés plus loin qu'ils ne l'auraient souhaité, les Slovaques sont aujourd'hui conscients que le chemin sera beaucoup plus difficile pour eux que pour leurs voisins de Bohême-Moravie, dont on trouve ici qu'ils ont bien vite fait de passer les « frères slovaques » par pertes et profits. « Mais on ne peut pas continuer de chercher des excuses sur le dos des autres, assure Peter Weiss, le jeune et dynamique chef du Parti de la gauche démocratique, anciennement Parti communiste. On va pouvoir identifier précisément ce que nous voulons et ce que nous sommes capables de faire. » Pour la Slovaquie, l'heure de vérité a sonné.

Conflits

interslovaques

Le handicap de ce petit pays d'un peu plus de cinq millions d'habitants, appelé Haute-Hongrie lorsqu'il faisait partie de l'Empire austro-hongrois, est d'abord économique, mais aussi politique. La structure de son économie — industrie lourde, industrie d'armement, agriculture — est peu adaptée aux exigences de l'intégration dans l'économie de marché occidentale ; par sa taille, la Slovaquie souffrira davantage de la réduction du marché intérieur ; elle aura aussi davantage à déboursier que l'Etat tchèque pour créer tous les attributs d'un Etat indépendant. Handicap politique aussi, car si la République tchèque a, pratiquement, hérité de l'Etat et de la classe politique tchécoslovaque, la Slovaquie, elle, doit se construire une démocr-

tie. « Nous, nous devons tout construire de zéro, à commencer par les édifices », remarque le président du Parlement de Bratislava, Ivan Gasparovic.

De démocratie, il est beaucoup question en ce moment en Slovaquie, où les intellectuels d'opposition s'interrogent sur les méthodes de l'homme fort du pays, le premier ministre Vladimir Meciar. Ce cinquantenaire est un fonceur, qui travaille seul, agit en suivant son instinct, déteste la critique et réagit de façon émotionnelle, sans évaluer à l'avance, apparemment, la portée des propos qu'il va formuler. Deux affaires ont, depuis les élections de juin, préoccupé les intellectuels : les tendances autoritaires de Meciar à l'égard des journalistes, et l'encouragement à « l'auto-régulation » au lieu de la critique, et une vive polémique qui a suivi les tentatives du gouvernement de fermer une université indépendante créée à Trnava où M. Vaclav Havel, alors président, avait nommé l'un de ses amis au poste de recteur.

Robert Kotian, commentateur politique du grand quotidien d'opposition *Smea*, accuse M. Meciar d'avoir « normalisé » la télévision slovaque et de chercher à renforcer son pouvoir au sein des médias. Certes, les titres ont valu à la télévision, et les représentants de Robert Hersant n'ont pas réussi à acheter *Smea*, dont le sort n'est pas tout à fait réglé. Mais pour l'instant, Robert Kotian est libéré, et il existe en Slovaquie une presse d'opposition, qui critique M. Meciar quand bon lui semble. Certains membres de l'opposition n'hésitent d'ailleurs pas à blâmer eux-mêmes le manque d'expérience professionnelle des journalistes de la télévision pour expliquer la faible qualité de celle-ci.

Quant à l'université, « il y a eu des maladroits », reconnaît M. Gasparovic, un proche de M. Meciar, et une solution provisoire a été trouvée, permettant aux étudiants de

continuer à y suivre leurs cours. L'un des points faibles de la Slovaquie, estime un diplomate tchécoslovaque, « c'est qu'elle n'a ni d'histoire politique ni tradition d'intelligence ». Les hommes du parti de M. Meciar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), sont rarement des personnalités d'envergure, et, quand c'est le cas, ils entrent en conflit avec lui, tels Milan Kuzick, ministre des affaires étrangères, ou Rudolf Filkus, vice-premier ministre fédéral jusqu'au 31 décembre. Ces deux hommes exposent désormais ouvertement leurs différences avec M. Meciar, comme il le fait, dans une interview donnée à *Smea* à la mi-décembre, M. Kuzick, évoquant l'importance de « la liberté d'expression, de la presse et de l'enseignement » pour l'usage de la Slovaquie.

« Si l'a de l'instinct... »

De son côté, M. Filkus nous a déclaré qu'en Slovaquie, désormais, « plusieurs erreurs ont été commises, en politique intérieure et extérieure. Il était inutile de politiser les relations avec l'Université, comme ce fut une erreur de publier des déclarations sur l'attitude que doivent avoir les journalistes à l'égard du gouvernement. Sans le vouloir, M. Filkus critique M. Meciar pour son comportement lors de sa visite en Allemagne et à son retour de Hongrie, ainsi que ses méthodes de travail : « Il faut savoir travailler en équipe, cela qui décide seul le fait au détriment du bien commun. »

L'attitude du premier ministre slovaque face à ces critiques dans les mois qui viennent sera très révélatrice. M. Meciar a montré qu'il était capable d'écouter d'autres points de vue et de changer d'avis, par exemple, en se pliant aux exigences du

FMI ou en adaptant la politique économique slovaque à celle de la République tchèque — restant d'ailleurs à M. Klaus, mais trop tard, l'un de ses principaux arguments en faveur de la partition. C'est-à-dire de vouloir dicter leur conduite aux journalistes, acceptera-t-il de laisser M. Kuzick mener la politique étrangère slovaque comme il l'envisage, fera-t-il élire un président de la République de son propre parti, quelle attitude adoptera-t-il à l'égard des députés fédéraux qui demandent à être intégrés dans le Parlement national ? Autant de tests pour M. Meciar, qui chez lui, reconnaît Robert Kotian, « jouit encore d'une énorme popularité », mais doit surmonter la méfiance de l'Occident. L'indépendance de la Slovaquie libère un nouveau maillon en Europe centrale, et les voisins, tout particulièrement la Hongrie, en appréhendent l'effet déstabilisateur, attendant avec anxiété de voir la direction que ce maillon prendra pour s'amarrer, est ou ouest.

L'écrivain Martin Smiecka, farouche critique des hommes de M. Meciar, qui le lui rendent bien, a fait le choix de rester en Slovaquie où il a grandi, bien que fils d'un grand écrivain résident tchèque. « Je ne suis pas sûr que tous ces signes annoncent un régime autoritaire, dit-il. Il y a maintenant des tentatives de créer une société indépendante, de la part d'intellectuels, dans les milieux d'affaires, dans les villes. L'équipe de Meciar va avoir du mal à gouverner, elle aura besoin du soutien de la société. Alors, s'il a de l'instinct, peut-être... » Comme en Écosse, le cardinal Kerec, chef d'une Église catholique qui reprend rapidement pied en Slovaquie, affirme ne pas avoir d'inquiétude pour la liberté de la presse : « Mais s'il devait y en avoir, s'empresse-t-il d'ajouter, nous aurions tout mot à dire. » A bon entendeur...

SYLVIE KAUFFMANN

DIPLOMATIE

MM. Bush et Eltsine vont signer le traité START 2

Suite de la première page

A grand renfort de publicité, les deux hommes avaient alors annoncé la conclusion d'un accord de principe devant permettre de signer ce fameux START 2 en septembre, une fois réglés, par les experts, quelques derniers « détails ». Ce ne fut pas aussi facile : les pourparlers ont été et les militaires russes se sont montrés réticents.

Mais M. Bush voulait « son » accord, et le président élu, M. Bill

Clinton, espérait bien hériter d'un dossier bouclé en arrivant à la Maison Blanche le 20 janvier. Les Etats-Unis étaient prêts à quelques concessions et elles furent faites lors des entretiens que le secrétaire d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, vient d'avoir à Genève avec le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev. Si les deux présidents n'y trouvent rien à redire, un accord définitif devrait être annoncé mercredi dans un communiqué commun publié à

Moscou et à Washington. Il devrait être signé lors du sommet qui, selon la présidence russe, réunira MM. Bush et Eltsine les 2 et 3 janvier à Sochi, sur la mer Noire.

START 2 est, comme son nom l'indique, dans la lignée de START 1 : il s'agit d'un accord qui ne se borne pas à fixer des « plafonds » au développement des arsenaux nucléaires mais qui supprime des catégories entières d'armes. Il va, cependant, beaucoup plus loin qu'aucun autre accord sur le désarmement en prévoyant le démantèlement de certaines des armes les plus terribles.

START 1, signé en juillet 1991 à Moscou et ratifié en octobre dernier par le Sénat américain, était un bon début : il ramenait de 22 500 à quelque 15 000 le nombre de têtes nucléaires sur engins intercontinentaux (stratégiques) possédés par les deux Grands. En gros, chacun restait, avec 7 000 ogives environ, capable d'atteindre le territoire de l'autre.

Cependant, une catégorie entière d'armes, les missiles intercontinentaux basés au sol et équipés de plusieurs ogives (MIRV, multiple independently targeted re-entry vehicles), restait intacte (parmi d'autres). La Russie conservait ses SS-18 (dix têtes) et SS-19 (six têtes), les Etats-Unis leurs 50 MX Peacekeeper et 500 Minutemen III, engins jugés les plus déstabilisants de la panoplie des deux Grands. La puissance qu'ils représentent, leur précision et leur vulnérabilité (ils ne sont pas cachés ou à peine) en font des engins qui incitent à une « première frappe » — pour s'en servir ou pour les rayer de l'arsenal de l'autre. Ces monstres incarnent la « terreur nucléaire » : un SS-18 atteint dix cibles différentes aux Etats-Unis et dont chacune recèle une capacité de destruction cinquantaine fois supérieure à la bombe d'Hiroshima.

START 2 prévoit non seulement de diminuer encore le nombre de têtes nucléaires en possession des Américains et des Russes (de 15 000, on passera, cette fois, à 7 000 ; environ 3 500 ogives de chaque côté) mais encore d'éliminer entièrement la catégorie des MIRV basés au sol. Quantitativement et qualitativement, l'accord représenterait ainsi un pas de géant dans le désarmement nucléaire. En 2003, la Russie devra avoir démantelé ses 150 SS-18 et 170 SS-19 ; les Etats-Unis s'étant débarrassés de leur MX et ayant transformé leurs Minutemen en engins à une seule

ogive. Au sol ne resteraient plus, de part et d'autre, que des missiles à une seule tête ; les engins « mirvés » ne subsisteront plus qu'à bord des sous-marins, moins déstabilisants parce que moins repérables et plus imprécis.

La composition des arsenaux nucléaires serait ainsi modifiée : on s'orienterait vers des systèmes privilégiant les engins nucléaires de représailles (missiles à bord des sous-marins et des bombardiers) aux dépens des armes incitant à une « première frappe » (fusées « mirvés » basées au sol). Autant, sinon plus, que la réduction du nombre d'ogives, c'est cette restructuration des arsenaux qui devrait « stabiliser » le jeu de la dissuasion et éloigner, comme dit M. Bush, le spectre du « cauchemar nucléaire ».

Des aménagements pour les Russes

Seulement, c'est un marché qui paraît davantage demander aux Russes qu'aux Américains. Les premiers ont toujours privilégié les véhicules au sol : leurs batteries de SS-18 et SS-19 représentent le « cœur » de leur arsenal nucléaire. Ces gros missiles dans leurs silos faisaient la fierté des généraux soviétiques. Les Etats-Unis, eux, ont, depuis longtemps, donné la préférence à leurs missiles Trident embarqués à bord des sous-marins. START 2 s'en prend donc à l'essentiel du dispositif nucléaire de Moscou et, apparemment, cela n'a pas été facilement accepté par les militaires russes.

Il est fait valoir que START 2 leur imposerait, pour rester au niveau des Américains, de développer entièrement un nouveau type de missile à tête unique avec son silo, opération extrêmement coûteuse, sauf à pouvoir obtenir certains aménagements de l'accord. C'est ce dont ils ont discuté à Genève. START 2 prévoyait la destruction des silos des SS-18 ; les Russes voulaient pouvoir conserver ces silos et les aménager pour y placer leurs missiles SS-25 (à une ogive). START 2 stipulait encore que les SS-19 seraient démantelés ; les Russes entendaient pouvoir les modifier, les faire passer de six têtes nucléaires à une seule. Dans un cas comme dans l'autre, les Etats-Unis craignaient que les Russes ne puissent très vite reconstruire un arsenal de fusées à têtes multiples.

Aucune précision n'a filtré sur les compromis conclus à Genève.

Mais à en croire une déclaration du ministre russe de la défense, M. Pavel Gratchov, rapportée par l'agence Interfax, Moscou a obtenu quelques satisfactions. La Russie pourra conserver « des » sites de lancement, aménagés, de SS-18 et y mettre des SS-25. Les Russes pourront également transformer certains de leurs SS-19. Un autre litige aurait été réglé : les Russes contestaient la marge laissée aux Américains pour convertir l'armement conventionnel de leurs bombardiers stratégiques B-1 et B-52 en armement nucléaire.

Une mise en œuvre difficile

Il reste que la mise en œuvre de START 2 paraît encore problématique et pourrait laisser intouchés des pans entiers de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS. Le président de START 1, incline, à la plus grande méfiance. D'une part, les Russes ont déjà du mal à tenir le rythme prévu de démantèlement des armes que leur impose START 1. Cela tient essentiellement au coût de l'opération : la Russie n'a pas plus les moyens de la course au désarmement que de la course aux armements. Bref, ils veulent voir les Russes tenir les engagements autrement plus contraignants de START 2, les Etats-Unis pourraient bien être obligés d'augmenter l'aide de 400 millions de dollars qu'ils ont déjà accordée à Moscou au titre du désarmement.

D'autre part, les Russes n'ont plus le monopole des armes nucléaires de l'ex-URSS ; celles-ci, et notamment certains des fameux SS-18, sont aussi aux mains de trois autres Républiques, Ukraine, Kazakhstan et Biélorussie. Or, bien qu'ayant signé un protocole les engageant à respecter la part qui leur revient dans l'application de START 1 et à se défaire de tous leurs engins nucléaires d'ici à l'an 2000, aucune des trois autres Républiques « nucléaires » ne paraît, aujourd'hui, disposée à se séparer facilement de ses missiles. Elles entendent en « marchander » plutôt le démantèlement — contre davantage d'aide occidentale et contre des garanties de sécurité face à la Russie. En somme, START 1, déjà mal ou à peine appliqué, augure très mal de la mise en œuvre d'un START 2 autrement plus ambitieux.

ALAIN FRACHON

ASIE

Malgré l'opposition du HCR

Le Bangladesh a entrepris le rapatriement « volontaire » de milliers de réfugiés rohingyas vers la Birmanie

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Plus de cinq mille Rohingyas originaires de Birmanie, sur plus de deux cent cinquante mille regroupés dans des camps de réfugiés au Bangladesh, ont été rapatriés en l'espace de trois mois. Ces retours « volontaires » sont désapprouvés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui menace de retirer son assistance, d'un montant de 20 millions de dollars, aux vingt camps où les réfugiés ont été regroupés à proximité de la frontière birmane.

Fin 1991 et début 1992, les Rohingyas, minorité musulmane installée dans l'Etat birman d'Aranakan, ont subi une sévère répression militaire et se sont réfugiés au Bangladesh. Des négociations entre Dacca et Rangoon ont abouti à un accord sur leur rapatriement le 7 mai dernier. Mais le HCR a refusé de s'associer à cette opération faute de garanties sur le volontariat des retours et sur l'accueil réservé aux Rohingyas, pour l'essentiel des ruraux, par les autorités birmanes. Après six mois de délai, ces retours se sont néanmoins amorcés en septembre, par petits groupes, sans la participation du HCR. Les opérations sont émaillées d'incidents. Des réfugiés ont affirmé être convertis contre leur gré, en qu'il y avait, à Dacca, une « mission » formelle. Début décembre, selon la presse bangladaise, une cinquantaine de personnes ont été blessées lorsque des réfugiés ont manifesté dans un camp contre leur rapatriement. D'autres incidents du même type avaient déjà fait, les semaines précédentes, quinze morts et des centaines de blessés.

Fin novembre, Dacca a néanmoins donné le feu vert au rapatriement de 22 835 Rohingyas, progressivement transférés dans des camps de transit avant d'être renvoyés en Birmanie. Le Bangladesh a également fourni à Rangoon les noms et adresses de 131 275 Rohingyas susceptibles d'être rapatriés. Mais des employés du HCR auraient trouvé dans des camps de transit des Rohingyas affirmant leur hostilité à leur rapatriement. Parce que la présence d'un quart de million de réfugiés sur son sol est une lourde charge, le Bangladesh continue, à ce jour, de publier, outre aux avertissements du HCR.

JEAN-CLAUDE POMONTI

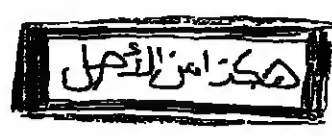
AFGHANISTAN : réunion de la Choura. — La session électorale de la Choura, ou grande assemblée, qui doit choisir un nouveau président afghan, s'est ouverte, mardi 29 décembre, à Kaboul. Le chef de l'Etat intérimaire, M. Burhanuddin Rabbani, a prononcé le discours d'ouverture devant 1 315 députés. « Je souhaite que les décisions prises par la Choura mettent fin aux ressentiments et inimitiés entre factions de moudjahidins. Mais, sur les neuf principales factions, seules quatre étaient représentées, et le chef des fondamentalistes, du Hezb-e-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, était absent. » (AFP).

CHINE : Pékin veut mettre fin au commerce de troc avec la Corée du Nord. — L'agence Chine nouvelle a annoncé, mardi 29 décembre, qu'à partir de 1993, le commerce sino-nord-coréen sera réglé en espèces, ce qui favorisera les échanges bilatéraux. « (...) Bien que des problèmes puissent se poser au début, ce nouveau système, pratiqué à travers le monde, sera un pas en avant positif. Par ces propos, la Chine entend mettre fin au commerce de troc jusqu'ici pratiqué avec la Corée du Nord, qui connaît actuellement une sévère crise économique. »

Métro de Canton : Paris espère une « reprise ». — Le ministre français des affaires étrangères a exprimé, mardi 29 décembre, ses « regrets » après la décision chinoise d'annuler les firmes françaises du projet de métro de Canton (30 décembre). « Nous regrettons tout ce qui pourrait avoir été fait en Chine des moyens de leur coopération », a déclaré le porte-parole adjoint du ministre, M. Maurice Gourdault-Montagne, ajoutant que le Quai d'Orsay en avait pris connaissance par la presse.

Mac Vi...
LIQUIDATION
TOTAL
DE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE
ET PEAUX LAINES
DES PRIX SA...
Mac Dou...
LIQUIDATION
TOTAL
DE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE
ET PEAUX LAINES
DES PRIX SA...
Mac Dou...

Slovaquie



AMÉRIQUES

BRÉSIL : malgré sa démission à l'ouverture de son procès

L'ex-président Collor a été suspendu de ses droits civiques pour corruption

Le Sénat brésilien a reconnu coupable de corruption, mercredi 30 décembre, M. Fernando Collor de Mello, élu président en décembre 1989, et l'a condamné à huit ans de privation de ses droits civiques. Dans l'espoir d'éviter ces sanctions, M. Collor, suspendu de ses fonctions présidentielles depuis le 29 septembre, avait démissionné, peu après l'ouverture de son procès devant le Sénat. Pour empêcher de quitter le Brésil avant son procès de droit commun (pour forfaiture et corruption), qui doit s'ouvrir en février, la justice étudie la possibilité d'une mise en détention préventive de M. Collor, auquel on prête l'intention de passer le Nouvel An à Paris.



ques voyaient d'un mauvais oeil ce changement de cap après trente années de protectionnisme. Il est tout aussi vrai que « la route contre la corruption » menée dans l'affaire Collor a souvent été soutenue par des politiciens dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne présentent pas toutes les qualités requises pour mener un tel combat.

Les limites d'une « révolution morale »

A cet égard, la manière dont la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les conditions de privatisation de la compagnie aérienne VASP a conclu son non-lieu, en dépit des multiples irrégularités constatées, en dit long sur les limites de la « révolution morale » en cours.

Mais c'est avant tout pour n'avoir pas perçu à temps la gravité des faits reprochés, pour avoir négligé la frustration de politiciens qu'il a souvent méprisés et pour avoir largement sous-estimé la réprobation d'une majorité de la population, que M. Collor a été accusé à la démission et condamné. « Ce n'est pas le temps qui a manqué à la défense de M. Collor, mais les arguments », souligne le député Benito Gama.

Les accusations formulées à l'encontre de M. Collor, l'épouse de l'ex-président, sur sa gestion douteuse de la Légion brésilienne d'assistance (organisation caritative) ou sur les fêtes privées qu'elle avait organisées sur des fonds publics n'ont pas contribué à améliorer l'image de celui qui s'était présenté lors de sa campagne électorale, comme un « chasseur de maharadsjahs », les profiteurs des derniers publics.

La chute de M. Collor est donc avant tout celle d'un homme qui, par négligence ou par calcul, s'est cru au-dessus des lois. L'exemple de la stabilité de l'ensemble des institutions brésiliennes pendant toute cette crise a démontré que la démocratie, avec laquelle les Brésiliens ont renoué en 1984 après trente ans de régime mili-

taire, n'était ni aveugle ni dupe. Reste que cet épisode tombe au plus mal pour le pays.

Les gouvernements qui se sont succédés depuis le mois de mai n'ont fait qu'expédier les affaires courantes. La mise en œuvre de la politique de modernisation et de redressement économique est bloquée depuis le printemps, et les récentes décisions du gouvernement de M. Franco (suspension du programme de privatisation, triplement prévu du salaire minimum) font douter de sa poursuite. A un moment où le Brésil affronte une situation difficile, avec un taux mensuel d'inflation à 27 %, M. Franco - un sexagénaire connu pour son caractère difficile et son

indécision - a laissé entendre qu'il comptait d'abord se préoccuper du sort des quelque 65 millions de miséreux de son pays de 155 millions d'habitants. Le chef de l'État devait prononcer mercredi son premier discours de politique générale. C'est lui, désormais, qui aura à affronter le jugement de la nation jusqu'à la prochaine élection présidentielle, prévue pour décembre 1994.

D'ici là, les Brésiliens auront à se prononcer par référendum, le 21 avril, sur le futur régime politique du pays. Ils seront invités à choisir entre un système parlementaire, présidentiel ou une monarchie constitutionnelle.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Le rideau est tombé. Après sept mois d'une crise aux multiples rebondissements, le président Collor a subi, malgré sa démission mardi, une ultime et humiliante défaite, en se voyant condamné dès le lendemain par le Sénat, par un vote de 76 voix contre 3. Toutes ses manœuvres procéduraires pour retarder ou éviter son jugement ont tourné court.

M. Collor avait annoncé sa capitulation dans une brève lettre, lue par son avocat vingt minutes après l'ouverture du procès devant la Chambre haute. Cette déclaration avait motivé une suspension de séance pour permettre l'information officielle de M. Izamar Franco, l'ancien vice-président de M. Collor devenu chef de l'État intérimaire depuis le 2 octobre.

De longs et difficiles débats ont ensuite agité le Sénat. Il s'agissait de décider si la démission de M. Collor mettait fin ou non aux poursuites. Collor lui-même, qui avait déclaré qu'il ne se défendait pas, avait insisté sur le fait que sa démission n'était que simple reconnaissance de la condamnation de M. Collor devant en effet entraîner non seulement sa destitution définitive, mais aussi la suspension de ses droits civiques

pendant huit ans. La réponse apportée par le Sénat, réuni sous la direction du président de la Cour suprême, a été sans appel : 73 sénateurs se sont prononcés pour la poursuite du procès, 8 seulement s'y opposant.

Croisé toute la journée de mardi dans sa résidence privée - comme depuis sa suspension par l'Assemblée nationale le 29 septembre - M. Collor avait prévu de prononcer un discours aussitôt après sa démission, à l'heure où il espérait encore éviter le « procès politique » qu'il n'a cessé de démentir. Jusqu'au dernier moment, cette crise n'aura donc cessé de surprendre M. Collor, comme à ses tout premiers jours lorsque au milieu du mois de mai, son propre frère l'accusait de bénéficier d'un vaste réseau de détournement de fonds publics, dont l'entrepreneur et ancien trésorier de sa campagne électorale, M. Paulo Cesar Farias, était le co-venu.

M. Collor a aussi été pris de court, quand son chauffeur a expliqué à la commission d'enquête parlementaire, formée au début du mois de juillet, l'existence de chèques sortant des caisses des entreprises de M. Farias, pour aboutir par des voies détournées dans les comptes privés de

M. Collor. L'ancien président s'est montré tout aussi démuné lorsque des industriels ont expliqué l'origine des fonds alimentant ces « chèques de fantômes » en dénonçant « le racket exercé sur la passation de marchés publics ou les trafics d'influence ».

M. Collor n'a présenté qu'une faible défense : les dépenses incompatibles avec son revenu ou son patrimoine - pour un montant prouvé de plusieurs millions de dollars - venaient, avait-il affirmé, d'un emprunt effectué en Uruguay au moment de la campagne électorale. Les industries et le « réseau » des quelque 3 millions de dollars de prêt lui permettaient de soutenir son train de vie. Cette « opération uruguayenne » a été accueillie avec un scepticisme qui ne s'est pas dissipé, en dépit de la présentation de quelques preuves matérielles de son existence.

M. Collor n'a pas cessé de soutenir que ce qu'il appelait « un lynchage politique » provenait de l'opposition, d'un certain nombre d'acteurs politiques et économiques hostiles à son programme de modernisation et d'ouverture. La thèse, parfois invoquée par ses fidèles, d'un « complot destiné à l'écartier du pouvoir » ne tient pas, même s'il apparaît que beaucoup de responsables économi-

Chez KA, la LaserWriter IIg, c'est 9 990 FHT* au lieu de 16 660 FHT !

• Ethernet intégré pour travailler en réseau. Deux fois plus de rapidité, de qualité et de nuances, pour être l'imprimante de toutes les entreprises. Désormais avec la LaserWriter IIg et KA, c'est très économique d'être très performant. (prix TTC : 11 849 F)

KA, l'informatique douce. KA, l'informatique douce, 14 rue Marguerite 75008 Paris. Tél. : (1) 44 43 16 00 - Fax : 47 28 34 39

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO + disquettes + un tapis souris)

Mac Vi 4/40 + 14" coul. + Clavier étendu + Works 3.0 + Flight Simulator : **13595F** (Même chose en 4/80 : 14595F HT)

TEL : (1) 49 58 11 00. **COMPUTER BENCH** 1500m² 13, R. ANTOINE CROIZAT 94000 VILLIERS D'EXPOSITION 4000 PRODUITS MAC & VISITEURS

Mac Douglas Le spécialiste du cuir

20 Rue Pierre Lescot, 75001 PARIS Tél: 42 36 15 48

LIQUIDATION TOTALE

DE TOUT LE STOCK DE VETEMENTS DE CUIR ET PEAUX LAINÉES pour hommes, femmes, enfants.

A DES PRIX SACRIFIÉS

Par arrêté Préfectoral (Selon la loi du 30 décembre 1906)

OUVERT LE DIMANCHE 3 JANVIER 1993

Mac Douglas VETEMENTS DE CUIR ET PEAUX LAINÉES

Peaux lainées à partir de 2990 F

Veste 3/4 femme agneau noir 1690 F

9, rue de Sévres 75006 PARIS Tél: 45 48 14 09 - 27, rue de Passy 75016 PARIS Tél: 42 88 96 02 - 11, rue Aubert 75009 PARIS Tél: 47 42 01 95 - 135, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS Tél: 45 61 19 71.

CUBA

La plupart des passagers d'un avion détourné sur Miami ont demandé l'asile politique aux Etats-Unis

Un avion cubain effectuant une liaison intérieure a été détourné, mardi 29 décembre au matin, et s'est posé sur l'aéroport international de Miami. Une cinquantaine de personnes se trouvaient à bord et la plupart ont demandé l'asile politique aux Etats-Unis, a-t-on appris de sources officielles américaines. Selon les services d'immigration, cinq personnes, dont le copilote, veulent repartir vers Cuba. L'appareil, un Antonov-26 de la compagnie Aero-Caribbean, est actuellement retenu sur une des pistes de l'aéroport. Les autorités cubaines devraient pouvoir, comme cela a été le cas auparavant, venir récupérer l'appareil.

La Havane a condamné ce détournement, qui « s'inscrit dans une longue série d'actes de terrorisme et découle de l'hostilité qui oppose depuis plus de trente ans les Etats-Unis à Cuba ». En janvier 1992, trente-cinq Cubains s'étaient déjà réfugiés aux Etats-Unis à bord d'un hélicoptère. Le 19 décembre dernier, un ancien pilote de l'armée de l'air castriste, qui avait fui son pays en 1991 avec un Mig-23, est revenu chercher sa femme et ses fils à bord d'un petit avion de tourisme. - (AFP, Reuters)

■ **HAÏTI :** élections sénatoriales et législatives partielles le 18 janvier. - Le premier tour des élections en vue du renouvellement d'un tiers du Sénat haïtien et de quatre sièges de députés a été fixé au 18 janvier, ont annoncé, mardi 29 décembre, les autorités de Port-au-Prince. Le deuxième tour est prévu pour le 25 janvier. L'opposition proche du président renversé Jean-Bertrand Aristide a dénoncé le caractère « anticonstitutionnel » de ce scrutin. Les parlementaires soutenant le premier ministre Marc Bazin, dont les socialistes du PANPRA, appuient en revanche la tenue du scrutin, soulignant que l'absence de consultation pourrait entraîner « la disparition du Parlement ». - (AFP)

Après avoir fêté son Trophée IP/RTL 92, Eurocom est persuadée d'en avoir remporté deux.

En créativité radio comme ailleurs, il ne peut y avoir qu'un meilleur. Donc un seul Trophée IP/RTL. Cette année, c'est Eurocom qui se voit acclamée par les annonceurs, les publicitaires, et les auditeurs de RTL. Eurocom est donc la meilleure agence de l'année en création radio ! C'est tout simple, non ?

RTL **IP**

IP IP IP HOURRA !



PROCHE-ORIENT

L'affaire des Palestiniens expulsés

Les dirigeants israéliens ont du mal à faire admettre leur point de vue

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Près de deux semaines après l'exil imposé par Israël à 415 Palestiniens - qui ne seraient que 413 selon leur propre décompte - la Ligue arabe a décidé, mardi 29 décembre, de tenir un conseil ministériel extraordinaire le 11 janvier, au Caire, pour discuter de cette question. L'Egypte de son côté, a rappelé son ambassadeur en Israël pour consultations.

Quant à la France, malgré le fin de non-recevoir opposé par le Liban et l'Etat juif à sa proposition d'envoi d'une mission médicale auprès des expulsés, elle « pour suit ses contacts » avec les deux gouvernements, a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Maurice Gourdault-Montagne. « Nous ne pouvons pas laisser perdurer cette situation. Dans l'attente d'une solution politique, dont nous espérons qu'elle sera trouvée à force d'insistance et de pressions, toute solution, qu'elle soit française ou autre, qui peut permettre l'acheminement de moyens humanitaires sera la bienvenue », a ajouté le porte-parole, à quelques heures d'une rencontre prévue à Genève entre le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et le dirigeant de l'OLP, M. Yasser Arafat. Ce dernier a déclaré à l'agence Reuters à Tunis que la question « relève désormais de la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Le chef d'état-major, le général Ehad Barak, a été contraint de reconnaître, mardi 29 décembre, non sans embarras, que le processus d'expulsion avait été « un peu rapide » et que des erreurs d'identification avaient été commises. Puis, se ressaisissant, il a affirmé : « Ces dix Palestiniens ne sont pas des innocents, mais des activistes soupçonnés de meurtre et d'incitation à la violence ».

Abou Hazem, entouré de ses proches, écoute avec inquiétude les propos du chef d'état-major retransmis par la radio. « Bassem était employé chez un cordonnier de Hébron, il avait l'habitude de venir directement à la maison, sans même jeter des pierres sur les soldats. Il n'allait pas non plus prier à la mosquée et il était trop jeune pour se laisser pousser la barbe comme les musulmans religieux ». Le père, qui compte demander des dédommagements à l'Etat, refuse cependant de faire appel séparément devant la Cour suprême.

« Tous les déportés doivent revenir, ou aucun », estime-t-il. La famille acquiesce cependant que la radio continue de diffuser les propos du général. « Si nous décidons de les ramener en Israël, plusieurs d'entre eux seront condamnés à des peines de prison supérieures aux deux ans de bannissement ».

Un rapport « très critique »

Le problème de ces dix hommes, de même que celui du rejet par le Liban de la proposition israélienne de « compromis » sur l'aide humanitaire aux expulsés (le Monde du 30 décembre), a été abordé mercredi matin, lors d'une deuxième série de rencontres à Jérusalem entre l'ambassadeur spécial des Nations unies, M. James Jonah, et le premier ministre M. Itzhak Shamir ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres.

Le refus de Beyrouth est « une preuve supplémentaire que le Liban ne recule devant rien pour exploiter la situation des expulsés à des fins de propagande », a été pressenti de déclarer le porte-parole du premier ministre, M. Gad Ben Ari, soucieux de détourner les critiques internationales vers les Libanais.

Les Israéliens appréhendent plus que jamais que le rapport de M. Jonah, qu'ils prévoient « très critique » à leur égard, n'entraîne une nouvelle condamnation du Conseil de sécurité. « Nous avons envoyé les activistes du Hamas vers le froid. Vous ne pouvez pas contraindre à la violence ».

dre les Libanais à les accueillir », aurait déclaré en privé M. Jonah à M. Rabin.

Les Israéliens ont eu, il est vrai, quelques difficultés à expliquer à leur interlocuteur que les proscrits se trouvent sur un territoire sous contrôle libanais. « Si les Libanais étaient vraiment souverains dans ce secteur, nous n'aurions pu leur expulser quatre cent quinze Palestiniens », murmurent même de hauts fonctionnaires dans les couloirs du ministère des affaires étrangères.

Ce qui n'empêche pas M. Peres de déclarer que « toute la logique de l'expulsion consiste à avoir envoyé ces Palestiniens de l'autre côté de la frontière, sur une terre qui n'est pas israélienne, vers un gouvernement qui n'est pas israélien, et de les avoir remis entre les mains d'une armée qui n'est pas celle d'Israël. Ainsi en a décidé notre gouvernement et notre Cour suprême. Nous nous y tenons ». (Interim.)

« Fausse alerte à la bombe à la Knesset ». - Alors que le Parlement israélien discutait le budget, un interlocuteur anonyme se réclamant du Hezbollah (mouvement intégriste musulman, qui semble ne pas exister en Israël et dans les territoires occupés) a annoncé par téléphone qu'une bombe allait exploser. Quelques minutes plus tard, un second avertissement téléphonique a été adressé à la garde de la Knesset. La foule de l'édifice a révisé qu'il s'agissait de fausses alertes. - (AFP.)

« ÉGYPTÉ : un responsable islamiste tué par la police. - Un dirigeant de l'organisation clandestine islamiste, Gamal Islamiya en Haute-Egypte, M. Nasser Hindman Mohamed, présenté comme « le concepteur de 90 % des attentats », a été tué dans la nuit du lundi 28 au mardi 29 décembre par la police, a indiqué cette dernière. Les forces de sécurité ont ensuite procédé au rattachement du village de Kalameh. à la recherche des « lieutenants » de ce militant intégriste. - (AFP.)

« Washington prend « au sérieux » les menaces irakiennes. - En raison des menaces proférées par l'Irak après la destruction de l'un de ses avions de combat par la chasse américaine (le Monde du 28 décembre), la sécurité a été renforcée dans les ambassades, consulats et autres installations américaines (militaires ou culturelles) à l'étranger. « Nous prenons de telles menaces au sérieux », a indiqué mardi 29 décembre le département d'Etat. - (Reuters.)

Le mouvement Hamas lutte pour la création d'un Etat islamique en Palestine

A trop jouer avec le feu on finit par s'y brûler. Israël doit amèrement regretter aujourd'hui d'avoir dans les années 70 et 80, lorsque l'OLP était considérée comme le principal ennemi à abattre, encouragé les mouvements islamistes dans les territoires occupés.

Le Hamas, Mouvement (palestinien) de la résistance islamique, n'est certes pas une création de l'Etat juif. Mais, si c'est le 14 décembre 1987 seulement, au moment du déclenchement de l'intifada dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, qu'il s'est fait connaître publiquement comme tel, il n'est pas pour autant né ex nihilo. Il résulte en fait d'un courant islamiste inspiré par les Frères musulmans, sur les activités desquels les dirigeants israéliens ont, longtemps, complaisamment fermé les yeux.

Le Hamas, acronyme, en arabe, de Mouvement de la résistance islamique - Harakat Al Moukawama Al Islamiya, - lutte pour la constitution d'un Etat islamique dans toute la Palestine. Il est donc hostile à la reconnaissance d'Israël et, par voie de conséquence, aux négociations de paix avec l'Etat juif.

Subsides israéliens

Son dirigeant spirituel, cheikh Ahmad Yassine, a été condamné en octobre 1991 à la prison à perpétuité, après qu'un tribunal militaire israélien l'eût convaincu de meurtres, d'incitation à la violence et de détention d'armes. Cheikh Yassine avait créé en 1978 une association à but non lucratif, sous le nom d'Al Mujama al Islami (le Collectif islamique), dans les activités sociales, culturelles, politiques et idéologiques servaient un seul objectif, le prosélytisme islamiste. Le soulèvement palestinien a entraîné un changement non seulement dans l'appellation, mais aussi dans le but et les méthodes.

La branche armée du Hamas est le groupe Ezzedine Al Kassam, du nom d'un dirigeant nationaliste palestinien, qui a revendiqué l'enlèvement le 13 décembre, à Lod, en plein cœur d'Israël, d'un garde-frontière israélien, Nassim Toledano.

dont le corps avait été retrouvé deux jours plus tard en Cisjordanie (le Monde du 17 décembre). C'est cet assassinat qui est à l'origine de l'expulsion par Israël de quatre cent quinze Palestiniens présumés militants ou sympathisants du Hamas.

Le Hamas n'est pas membre de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui groupe les principales formations palestiniennes, et dont il conteste la stratégie. Il a été invité, une nouvelle fois, la semaine dernière, à adhérer aux structures de la centrale, mais, outre les divergences politiques sur le processus de paix, il pose des conditions à son ralliement. Il réclame 40 % des sièges du Conseil national palestinien (CNP - Parlement en exil), un prix que les autres formations de l'OLP jugent exorbitant.

Au printemps dernier, des affrontements sanglants avaient opposé les partisans du Hamas et ceux du Fath de M. Yasser Arafat, dans la bande de Gaza. Un « pacte d'honneur », conclu en juin et en vertu duquel les deux parties devaient résoudre leurs problèmes par le dialogue, avait permis de mettre fin au conflit. S'il est difficile de donner des évaluations chiffrées sur l'audience du Hamas dans les territoires occupés, une chose est certaine : le mouvement est très bien implanté dans la bande de Gaza et dans la ville de Hébron, en Cisjordanie. Lors des élections syndicales professionnelles et étudiantes qui ont eu lieu dans le courant de l'année dans les territoires occupés, le Hamas a remporté en moyenne le tiers des sièges à pourvoir. Et les syndicats des commerçants de Ramallah et des médecins de Gaza sont sous son contrôle.

Selon des sources palestiniennes, Hamas recevrait chaque année des subsides de près de 20 millions de dollars de l'Iran, où il aurait récemment ouvert un bureau. L'Arabie saoudite et surtout le Koweït contribueraient à son financement, notamment depuis que l'OLP est tombée en disgrâce auprès de ces pays en raison de son attitude lors de l'invasion du Koweït par l'Irak.

M. Na.

« Nous voulons rentrer chez nous »

MARZ-EZ-ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

« Le problème humanitaire que nous affrontons ne doit pas faire oublier la question de fond de notre déportation et j'ai peur que toute cette agitation ne soit qu'un moyen de détourner les esprits du seul objectif qui nous intéresse : rentrer chez nous. » Employé d'hôtel à Bethléem, Nasser, un proche du Jihad islamique, se fait l'interprète de plusieurs de ses compagnons d'exil, qui s'inquiètent de voir l'ONU se mobiliser sur cette seule question, alors que « nul, dit-il, ne songe à contraindre Israël à appliquer la résolution 779 votée par le Conseil de sécurité et exigeant le retour des exilés palestiniens ».

Accusant, dans un communiqué, le clan leur camp, le commandement international de prêter une politique de « deux poids deux mesures » lorsqu'il s'agit d'Israël, les expulsés palestiniens ont exhorté le monde à faire appliquer la résolution 779. « La communauté internationale attend-elle de voir nos cadavres pour agir ? Nous resterons ici, dans ce no man's land proche de notre patrie, jusqu'à ce que nous soyons autorisés à rejoindre nos familles », ont-ils ajouté. L'annonce par Israël que dix d'entre eux, bannis « par erreur », pourraient être autorisés à rentrer, n'a fait que renforcer leurs soupçons sur la volonté de l'Etat juif de faire oublier leur déportation massive.

« C'est mon rêve de rentrer », affirme avec un large sourire Bassem Salim Sioury, seize ans, l'un de ces dix ; mais « nous partageons le même rêve et tous nous devons regagner la Palestine ». Arrêté chez lui, cet ouvrier dans une usine de chaussures d'Hébron n'a jamais eu affaire à l'armée israélienne et ne sait pas pourquoi il est là : « Ils ne m'ont pas donné l'occasion de leur poser la question, alors... » Fonctionnaire « jordanien » des Wakfs (Biens religieux), Abdel Magid Bandoury, lui, sait depuis son arrestation qu'il est là par erreur.

« L'homme qu'ils voulaient s'appelle Abdel Hamid, dit-il. Je le leur ai dit, mais ils m'ont répondu : « Abdel Magid est Abdel Hamid, c'est le même chose. » Alors que faire ? »

Au troisième jour de leur exil, par un temps glacial malgré le soleil, les exilés palestiniens continuent de s'organiser et ont loué un mulet pour le transport des jerricans d'eau du ruisseau, à 500 mètres en contrebas. Livrés frauduleusement par des villageois des localités voisines, de la nourriture, des vêtements et un peu de kérosène parviennent depuis trois jours au campement à travers la montagne, mais cette voie d'accès pourrait s'interrompre rapidement, l'armée libanaise y ayant renforcé sa présence.

Demande d'un sommet arabe

Toujours aussi déterminé dans son refus d'être impliqué dans cette affaire, le Liban a opposé une fin de non-recevoir à l'émisaire de l'ONU, M. James Jonah, qui s'est entretenu mardi avec le président de la République, M. Elias Hraoui, et le premier ministre, M. Rafic Hariri. « Le monde entier doit se concentrer sur Israël et non sur le Liban. Nous ne pouvons pas faire autrement pour des raisons d'indépendance et de souveraineté », a réaffirmé M. Hariri, pour qui la visite de M. Jonah à Beyrouth « est un voyage pour rien ».

Le gouvernement libanais a reçu, mardi 29 décembre, l'appel du Parlement qui a voté à l'unanimité des présents une motion demandant « la tenue urgente d'un sommet arabe pour examiner les moyens d'assurer le retour dans leur patrie des bannis. Mais, si cette demande n'a que peu de chances d'être retenue, le fait que le Parlement soit unanime sur une question autrefois si controversée est une preuve supplémentaire du nouvel état d'esprit qui règne à Beyrouth. FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE

SOMALIE : avant l'arrivée du président Bush

Les militaires américains ont lancé une vaste opération de police à Mogadiscio

Somaliens travaillent pour des organisations humanitaires.

Un massacre la veille du débarquement

Depuis leur arrivée en Somalie, le 9 décembre, les troupes de l'opération « Restore Hope », fortes désormais de 22 000 hommes, ont créé huit « îlots de paix », à Mogadiscio, Baidoa, Bardera, Kismayo, Bal-Dob, Haddow, Djibouti et Belet-Huen. A Paris, le ministère de la défense a annoncé que plus de 2 000 soldats français étaient « déployés dans le secteur d'Haddow ».

Le New York Times a rapporté mardi qu'un clan somalien a massacré plus de cent dirigeants religieux, hommes d'affaires et autres habitants en vue du port de Kismayo, la veille du débarquement américain à Mogadiscio. Selon des témoins et des diplomates américains cités par le journal, des dizaines de personnes ont été pourchassées et tuées, trois nuits durant, par des partisans d'Omara Jass, le chef du clan Ogadeni qui contrôle la ville. Ce massacre avait, d'après le journal, pour but d'éliminer des personnes susceptibles de guider l'action des Américains. - (AFP, Reuters.)

« MADAGASCAR : le second tour de l'élection présidentielle reporté au 10 février. - Le gouvernement malgache a annoncé, mardi 29 décembre, que le second tour de l'élection présidentielle, qui devait avoir lieu avant le 21 janvier, est reporté au 10 février. Ce scrutin opposera le professeur Albert Zafy, chef du Mouvement des forces vives, au président sortant, M. Didier Ratsiraka. Lors du premier tour, le 25 novembre, M. Zafy avait obtenu 45,16 % des voix et M. Ratsiraka 29,22 %. - (AFP.)

« NIGER : le gouvernement a annoncé la libération de cinquante-sept Touaregs. - Cinquante-sept Touaregs, parmi les 129 détenus sans jugement par l'armée nigérienne depuis quatre mois, ont été libérés, a annoncé le gouvernement, lundi 28 décembre, sans préciser la date et les conditions de leur libération. Ces Touaregs avaient été arrêtés arbitrairement avec des centaines d'autres lors de l'opération de démantèlement de la rébellion touarègue déclenchée par l'armée le 27 août. - (AFP.)

« TOGO : le président et le premier ministre ont lancé un appel conjoint à l'arrêt de la grève. - Dans un communiqué conjoint, rendu public mardi 29 décembre, le président Gnassingbé Eyadéma et le premier

ministre Joseph Kokou Koffigoh ont appelé à l'arrêt de la grève générale qui paralyse le pays depuis un mois et demi, et annoncé le lancement d'une opération baptisée « réconciliation et sécurité 93 ». Cette opération sera placée sous le commandement de l'état-major des Forces armées togolaises (FAT) et supervisée par un conseil de défense présidé par le chef de l'Etat, secondé par le premier ministre. L'opposition réclame la mise sur pied d'une « force spéciale de paix » qui ne serait pas commandée par l'armée. - (AFP, Reuters.)

« ZAIRE : nouveaux pillages dans le nord-est du pays. - Des soldats se sont livrés à de nouveaux pillages, lundi 28 et mardi 29 décembre, peu de temps avant que le président Mobutu ne reçoive en audience des délégués de la troupe venus lui présenter leurs doléances. Selon des habitants du nord de la province de Kivu, on bordure des frontières rwandaise et ougandaise, des mutins ont commis des actes de violence à Oicha et à Butembo. Des mutineries sont signalées depuis quelques jours dans plusieurs villes du Zaïre, notamment à Kolwezi, Goma et Rutshuru. - (Reuters.)

Dans ses réquisitions concluant au non-lieu

Le parquet général de Lyon analyse les conditions d'achat par M. Léotard de sa propriété de Fréjus

L'analyse des conditions d'acquisition et du paiement des travaux de la villa de M. François Léotard à Fréjus, motif des accusations portées contre lui par M. Robert Espanol, conduit le parquet général de Lyon, dans les réquisitions qu'il a rendues le 28 décembre, à renoncer à poursuivre l'ancien maire des chefs d'ingénierie - prescrit - de trafic d'influence et de corruption - non établis.

LYON

de notre bureau régional

Le 19 janvier prochain, à 14 heures, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon se réunira pour prendre sa décision concernant les suites à donner à ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire de Port-Fréjus, dans laquelle sont inculpés, outre M. François Léotard, ancien maire de Fréjus, MM. Gilbert Locat, l'actuel maire, et Michel Hamade, conseiller général, trois promoteurs ou dirigeants de sociétés, MM. Henri Meyer, André Vercini et Marc Mascherpa, ainsi que M. Bernard Locat, fils de Gilbert Locat, expert comptable et commissaire aux comptes.

Pour décider de demander un supplément d'information, de renvoyer tout ou partie des inculpés devant le tribunal ou de clore par un non-lieu, la chambre disposera de plusieurs éléments : le dossier d'instruction réalisé par son propre président, M. Henri Blondet, l'acte d'accusation dressé par le parquet général de Lyon, qui, le 12 juillet 1991, avait, dans un réquisitoire contre personnes dénommées, ouvert la voie à l'inculpation de « François Léotard, Gilbert Locat et tous autres des chefs d'ingénierie, corruption passive, trafic d'influence, abus d'autorité, coups et blessures volontaires » ; enfin, l'acte d'accusation du parquet général, qui, après avoir permis le déclenchement de l'affaire, en 1991, a finalement requis, le 28 décembre, un non-lieu général pour tous les inculpés (le Monde du 30 décembre), et les réquisitions établies par les différents protagonistes de l'affaire en réponse à ces réquisitions.

Après avoir rappelé dans quelles conditions un promoteur de Fréjus, M. René Espanol, s'estimeant lésé dans l'opération Port-Fréjus, avait accusé M. Léotard d'avoir, en échange de services rendus, favorisé l'attribution de lots à des promoteurs amis dans cette gigantesque opération d'aménagement et d'immobilier, l'acte d'accusation étudie longuement deux opérations distinctes : les conditions d'achat de la maison de M. Léotard en 1986 et les conditions de réalisation de Port-Fréjus par une société d'économie mixte, la SEMAF, toujours présidée par M. Léotard.

Avant d'acheter leur maison en mars 1986, les époux Léotard étaient locataires depuis le 1^{er} avril 1979. Via une filiale, la FIDEMOS, la SEMAF, titulaire d'une promesse de vente en date du 30 octobre 1978 et dont le principal actionnaire était M. Meyer, est devenue effectivement propriétaire du domaine en 1980. M. Meyer a consenti, alors, une prolongation du bail « dans les mêmes conditions, jusqu'en mars 1994 ».

C'est le 14 mars 1986 que les époux Léotard sont devenus propriétaires, pour un prix de 1,2 million de francs, « payé à hauteur de 750 000 F au moyen d'un prêt hypothécaire et, à hauteur de 450 000 F, au moyen de deniers personnels de l'acquéreur ». Le parquet général relève : « S'agissant d'une vaste demeure (612 mètres carrés de surface hors d'œuvre nette, trois niveaux, dix pièces principales), située sur un terrain de 2,4 hectares inconstructibles, mais constituant un parc d'agrément orné de vestiges romains, le tout dans une région recherchée, le prix convenu peut paraître d'une singulière modicité ».

M. Meyer se défend, toutefois, d'avoir consenti une libéralité aux époux Léotard et met en avant « certains facteurs objectifs de minoration : importance de travaux effectués par le locataire ; existence d'un bail rendant l'immeuble indisponible jusqu'en 1994 ; absence d'autre acheteur pour un prix supérieur à 1,2 million de francs ».

A quoi l'acte d'accusation répond : « Aucun de ces éléments ne semble décisif », avant d'argumenter : « Il paraît difficile de prendre en compte les travaux effectués par le locataire, censés rester acquis sans compensation au propriétaire, pour justifier, en même temps, un loyer d'un montant presque symbolique et une vente à bas prix au même locataire ; l'indisponibilité résultant du bail (...) ne résultait, en l'espèce, que de la volonté d'Henri Meyer, qui avait accepté de prolonger ledit bail ; il semble, enfin, selon les propres explications de Meyer, que l'impossibilité de trouver preneur à meilleur prix ne résultait pas des caractéristiques de l'immeuble, mais de la qualité de l'occupant, contre lequel personne ne souhaitait diligenter une procédure d'expulsion ».

« Esprit civique »

Le parquet général note que M. Léotard lui-même avait convenu que le prix d'achat de sa demeure était sous-évalué, en acceptant, « par esprit civique » ou « pour éviter toute discussion », le redressement fiscal qui lui a été imposé sur le montant de son acquisition. L'accord intervenu faisait alors évaluer sa maison à

2,32 millions de francs. Les conclusions de l'expert immobilier commis par M. Blondet allaient dans le même sens, en soulignant que « l'avantage consenti aux époux Léotard résidait surtout dans l'octroi, puis la prorogation du bail, qui, en quelque sorte, avaient contraint le vendeur à leur consentir une bonne affaire pour ne pas en faire lui-même une très mauvaise ».

En guise de conclusion sur le chapitre de l'acquisition de la maison, le parquet souligne, une fois encore, que l'expertise « établissait que la villa, ses dépendances et son terrain avaient été acquis à un prix très inférieur à leur valeur réelle ». Si M. Léotard a déclaré devant le magistrat instructeur : « Il n'est pas interdit à un maître de faire une bonne affaire en respectant la loi », il se voit rétorquer par le parquet : « Ce point de vue est discutable si la « bonne affaire » est réalisée par le maître en usant de sa qualité, s'exposant de la sorte à des soupçons de trafic d'influence, de corruption ou d'ingénierie ».

Une fois établi que le prix d'achat de la maison était minoré, il convient de déterminer si, comme l'affirme M. Espanol, cette bonne affaire constitue un délit de trafic d'influence ou de corruption. Si le parquet annonce d'emblée qu'il ne croit pas que la contrepartie du prix réduit ait été une bonne affaire pour M. Meyer dans l'attribution de lots sur Port-Fréjus, il observe que « l'acquisition de la maison a été manifestement inscrite dans le cadre de l'opération du domaine de Sainte-Croix ». Tout en relevant qu'entre M^{me} Brea, l'ancienne propriétaire, M. Meyer et M. Léotard, il pouvait y avoir, sur la transformation du domaine en lotissement, une communauté d'intérêt, le parquet indique que « l'information n'appartient, toutefois, aucun élément démontrant l'existence d'une éventuelle corruption, qui, au demeurant,

aurait été prescrite ». Il enchaîne aussitôt : « Les conditions dans lesquelles François Léotard a pu acquiescer, à des conditions indubitablement avantageuses, une propriété située sur sa commune, sur un terrain objet d'un projet de lotissement, méritent la qualification d'ingénierie ». En réponse à l'objection des défenseurs de M. Léotard, selon laquelle il avait acheté sa maison bien après l'instruction de la demande de lotissement, le parquet général écrit : « Il faut rappeler que l'importance des travaux effectués avant même l'acquisition de la maison montre que les époux Léotard se sont comportés en propriétaires dès leur entrée dans les lieux, lors même que des dispositions avaient été prises, sur le plan juridique, pour ne leur reconnaître cette qualité qu'en 1986 ». Cette date de 1986, relevée au détour d'une argumentation, vaut cette chute soudaine et lapidaire : « Le délit d'ingénierie, qui aurait pu ainsi donner lieu à des réquisitions supplémentaires, est prescrit ».

Les travaux de rénovation

Les importants travaux auxquels M. Léotard a dû se livrer pour rénover sa maison ont été longuement analysés et, en guise de préambule, le parquet annonce que « les factures produites par M. Léotard étaient, toutefois, d'un montant relativement modeste pour un aussi vaste bâtiment ». Il juge que « la rénovation de la villa n'avait pas pu coûter moins de 1,6 million de francs, somme dont le paiement n'était justifié par des factures qu'à hauteur d'un peu plus de la moitié ». Si le parquet admet que M. Léotard a pu égarer de nombreuses factures il relève, surtout, que l'ancien ministre a évoqué, spontanément, le chiffre de 750 000 F. « Autrement dit, estime le parquet, comme pour la maison et son terrain, les travaux n'ont pas été payés à leur valeur réelle, mais très en dessous du tarif normal ».

Des investigations supplémentaires, il ressort que diverses entreprises ont consenti des rabais très importants. Ainsi, la société SEDIC expliquait que les travaux qu'elle avait réalisés n'avaient donné lieu à aucune facturation ni à aucun paiement. « François Léotard l'avait priée de différer la demande de règlement, et son gérant n'avait pas osé, ensuite, lui présenter une facture alors qu'il était ministre de la culture. Il ajoutait : « Je ne pouvais pas, tout de même, trop insister vis-à-vis de M. Léotard, car, par ailleurs, la villa de Fréjus était un bon client pour mon entreprise ». L'entreprise Rinaldi n'avait pas voulu, quant à elle, inscrire ce que lui devait M. Léotard, pour « ne pas le faire figurer en client douteux ». Quant à la société Serradell, elle expliquait la différence entre sa facturation et son devis par « la notoriété du client ».

Conclusion du parquet sur ce chapitre : « Toute accusation de corruption portée contre François Léotard, fondée sur le seul rapprochement entre les conditions très avantageuses - allant jusqu'à la totale gratuité - dont il bénéficiait de la part de certains entrepreneurs et l'attribution de marchés nouveaux aux mêmes entreprises, souffrirait de ne reposer que sur une affirmation ».

ROBERT MARMOZ

CORRESPONDANCE

M. Jacques Grosman et le PCF

A la suite de l'article intitulé « Le président du GIECO ne voit pas de fausses factures pour le PCF » paru dans le Monde du 3 décembre, M. Jacques Grosman, président du Groupe GIECO, nous écrit :

Je n'ai jamais été membre du comité central du Parti communiste français, ni d'aucune autre formation politique. Contrairement à votre affirmation, les dirigeants de la société Groupe GIECO inculpés par le conseiller Renaud Van Ruymbeké n'ont pas été inculpés de faux en écritures ni d'abus de biens sociaux.

[Dans l'enquête intitulée « Le Groupe GIECO relate tout lien avec le PCF » publiée dans une édition du 12 décembre, nous avons déjà rectifié l'erreur dont fait état M. Grosman, en précisant qu'il n'a jamais été membre du comité central du PCF. Le juge Renaud Van Ruymbeké écrit, au terme de son instruction sur les bureaux d'études, que « le Groupe GIECO bénéficie indirectement de l'appui du Parti communiste », tout en recommandant qu'il n'a pu apporter « la preuve d'une tutelle exercée par le Parti communiste ».]

Y. R.

Au tribunal pour enfants

Prison ferme pour l'un des jeunes profanateurs du cimetière juif de Lyon

Le tribunal pour enfants de Lyon a condamné, mardi 29 décembre, l'un des cinq supporters de l'Olympique lyonnais qui avaient commis, le 13 septembre, des dégradations dans un cimetière juif de Lyon, à dix mois de prison, dont deux mois et demi ferme. Le sursis de ce jeune mineur est assorti d'une mise à l'épreuve avec obligation de ne plus fréquenter le stade de Gerland et ses environs. Détenue depuis son arrestation, le 9 octobre, ce supporter avait déclaré qu'il avait « des sympathies nazi ».

Lors de la même audience, les deux mineurs arrêtés en sa compagnie le 9 octobre, qui n'avaient pas été incarcérés, ont été condamnés à deux et quatre mois de prison avec sursis. Quant aux deux membres majeurs du groupe, incarcérés après leur inculpation pour violation de sépultures, dégradation volontaire de monument et provocation à la haine raciale, ils devaient comparaître mercredi 30 décembre devant le tribunal correctionnel de Lyon.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre, après un match de championnat de France de l'Olympique lyonnais, ces cinq supporters s'étaient enivrés avant de se rendre au cimetière juif du 7^e arrondissement de Lyon. Ils avaient tracé sur les tombes des croix gammées et des slogans hostiles au judaïsme (le Monde du 15 septembre).

Le lendemain, près d'un millier de personnes étaient venues se recueillir au cimetière pour une cérémonie à laquelle participait le président régional du Conseil représentatif des institutions juives de France, M. Jean Levy, et le maire de Lyon, M. Michel Noir. Arrêtés le 9 octobre lors d'un match de l'OL, parce qu'ils lançaient à l'équipe adverse des slogans idéologiques à ceux tracés sur les tombes, ils avaient écrit ces slogans devant les policiers avec les mêmes fautes d'orthographe que celles qui avaient été relevées dans le cimetière (le Monde du 12 octobre).

□ Inscriptions antisémites à l'entrée d'un cimetière juif en Alsace. - Des inscriptions antisémites ont été découvertes, mardi 29 décembre, sur les murs de l'entrée du cimetière juif de Cronembourg, dans les faubourgs de Strasbourg, et une dizaine de tombes de ce cimetière ont été recouvertes de slogans. Certains indiquaient « 415 = croix gammées » en référence aux 415 Palestiniens récemment bannis par Israël. Selon un responsable de la communauté israélienne de Strasbourg, aucune tombe n'a été profanée. Dans un communiqué diffusé mardi 29 décembre, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui s'indigne du climat politico-médiatique développé autour de l'affaire de l'expulsion des 415 Palestiniens, demande que les « coupables soient démasqués et sévèrement punis ».

Un centre de détention de Caen

Un magistrat pris en otage pendant une heure et demie

CAEN

de notre correspondant

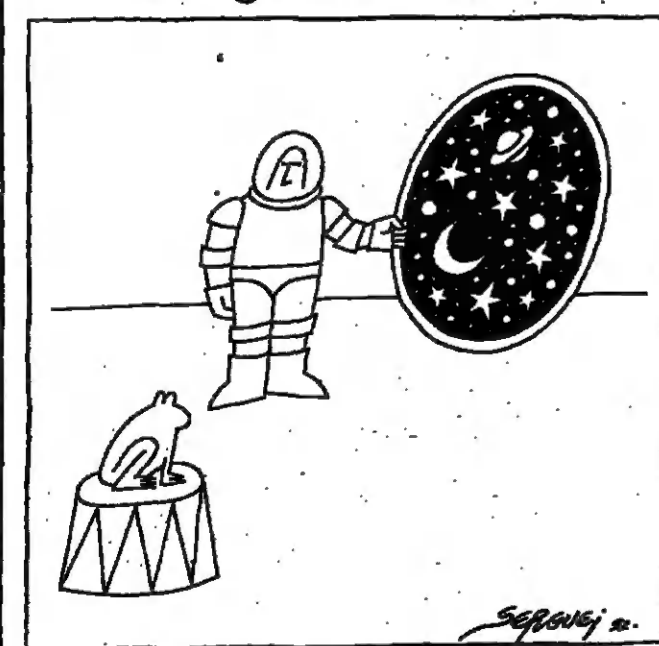
Un détenu du centre de détention de Caen (Calvados) a pris en otage, durant une heure et demie, mardi 29 décembre, le juge de l'application des peines de l'établissement, M^{me} Elisabeth Borrel. Les surveillants de l'établissement ont réussi à maîtriser le prisonnier armé d'un couteau. Condamné le 18 avril 1991 par la cour d'assises du Pas-de-Calais à dix-huit ans de réclusion pour viol avec arme, le détenu, Eddy Botkowski, trente ans, demandait à être transféré vers le centre de détention de Bapaume (Pas-de-Calais).

L'Association Équilibre convoque ses membres à son assemblée générale ordinaire annuelle, qui se tiendra le vendredi 15 janvier 1993, à 15 h 30, au Foyer Notre-Dame-des-Ormes, 24, rue Paul-Sisley, 69003 Lyon.

ORDRE DU JOUR :
- Examen du rapport moral et financier ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1991 ;
- Budget 1992 ;
- Désignation d'un commissaire aux comptes ;
- Questions diverses.

SCIENCES

A bord d'un satellite russe Ménagerie sur orbite



Un satellite scientifique russe baptisé Bion-10, emportant vingt-cinq expériences russes, européennes, françaises, américaines et canadiennes a été mis sur orbite par une fusée Soyuz, lancée mardi 29 décembre à 14 h 30 (heures de Paris) du cosmodrome de Plessetsk (nord-est de la Russie).

Cette grosse capsule de 4,7 tonnes - du même type que celle utilisée par Youri Gagarine le 12 avril 1961 - emporte une petite ménagerie comprenant deux singes rhéus, des insectes et des bactéries (grenouilles et tritons), pour un séjour de quatre jours dans l'espace. L'étude de ces animaux et de cultures de cellules se trouvant aussi à bord de Bion-10 devrait permettre de mieux comprendre les perturbations provoquées par l'appesanteur sur les tissus osseux et musculaire, et les systèmes neurologiques et immunologiques des êtres vivants.

Six des expériences ont été développées par l'Agence spatiale européenne (ESA), en coopération avec la Russie. D'autres ont été préparées par des

chercheurs américains canadiens et douze équipes françaises, soutenues par le CNES. Cette mission, organisée par l'Institut des problèmes biologiques et médicaux (IBMP) de Moscou, s'inscrit dans un programme ouvert par la Russie à la coopération internationale. La précédente avait eu lieu en septembre 1989, sous le nom de Cosmos-2044. Les Russes collaborent depuis longtemps avec les Américains et les Français, notamment, pour des recherches biologiques et médicales destinées à préparer d'éventuelles missions humaines de longue durée vers Mars. Dans le cadre de ces échanges, deux autres missions internationales sont programmées, en 1993 et en 1996, à bord du laboratoire européen Spacelab aménagé par une navette américaine. S'il ne peut pas accueillir des hommes comme Spacelab, le satellite Bion-10 présente, en revanche, l'avantage de permettre d'expériences de séjour en orbite un peu plus longtemps que la durée d'une mission de navette américaine, et à un coût infiniment moins élevé.

PATRIMOINE

A la disposition des chercheurs

Des reproductions de manuscrits de la bibliothèque Vaticane disponibles en vidéodisques

Les 25 000 images (miniatures, lettres ornées, rinceaux de feuillages, etc.) des quelques 2 120 manuscrits du fonds de la reine Christine de la bibliothèque Vaticane sont désormais à la disposition des chercheurs - et du grand public. Dans quelques jours, il en sera de même pour les 21 000 images des 1 700 manuscrits du fonds Urbinate et les 22 000 images de 2 200 des 14 000 manuscrits du fonds Vatican latin. Au total, ce sera donc 68 000 images que reproduiront trois vidéodisques réunis dans un coffret mis en vente pour 15 000 francs environ, au début de 1993.

Documents inestimables, les manuscrits de la bibliothèque Vaticane n'étaient guère accessibles, même aux chercheurs les plus qualifiés. Plus de 6 000 d'entre eux - un sur 25 - pourraient désormais être consultés répétitivement et commodément par les spécialistes et, éventuellement, par les « amateurs » compétents.

Ce travail, digne des meilleurs bénédictins, constitue une « première » mondiale par le volume des documents mis sur vidéodisques. Il a été possible parce qu'un mécène, l'Union des assurances de Paris (UAP), a avancé les 4 millions de francs nécessaires et parce que l'Ecole française de Rome, l'Ecole des hautes études en sciences sociales, la société Tribune - et aussi la bibliothèque Vaticane - ont conjugué leurs efforts.

La bibliothèque Vaticane est l'une des plus riches du monde : elle possède 150 000 manuscrits (conservés dans un « bunker » climatisé), dont sans doute 60 % sont ornés d'images. Mais ces chiffres sont très incertains. Certes, tous ces volumes sont inventoriés dans des registres comportant leur titre et leur cote. Mais ils ne sont pas tous catalogués avec leur description plus ou moins complète. Et,

quand les catalogues existent, ils sont très inégaux par la conception qui a présidé au fil des siècles à leur élaboration et par les précisions qui y figurent. La mise sur vidéodisques - conçue par Christiane Barjot, conservateur en chef des Bibliothèques de France et coordinateur du projet, Jérôme Baschet, de l'EHESS, « analyses » des images, et Xavier Maurin, un spécialiste de logiciels de Tribune - a donc eu un double effet : le relevé en images des pages ornées, de chaque image entière et de détails choisis par les concepteurs du système en fonction de la lisibilité sur l'écran ; la constitution de catalogues qui sont des bases de données interrogeables selon un système croisé à multiples entrées.

Pour la commodité du travail des chercheurs, l'utilisation des vidéodisques suppose deux écrans. Sur le premier, on consulte les bases en se fondant aussi bien sur le titre, la cote, la langue, le pays, l'auteur, la période des manuscrits catalogués que sur les images proprement dites sélectionnées par leur légende, leurs décors secondaires, leurs thèmes, leurs personnages, leurs localisations, leurs éléments naturels, leurs objets et leurs inscriptions. Bien entendu, la plupart de ces grandes rubriques sont subdivisées en mots et (ou) en termes descripteurs.

En tapant sur la console pour choisir les images qu'il veut étudier, le chercheur les voit apparaître, en même temps, sur le second écran. Il peut ainsi littéralement « feuilleter » les pages à l'écran, les images des manuscrits catalogués. Il peut aussi choisir rapidement les images qui concernent directement le sujet de sa recherche tout en obtenant un sommaire précis. Ainsi peut-il savoir, par exemple, que les 25 000 images du fonds de la reine Christine comportent 262 représentations du Christ, 88 de Saint, 53 de l'Enfer et 1... d'une abbaye (dont il voit la liste et les images défiler).

Y. R.

SOCIÉTÉ

Les développements de l'affaire Botton

Les ambitions politiques de M. Charles Giscard d'Estaing

M. Charles Giscard d'Estaing, inculpé le 4 décembre d'abus de biens sociaux et de faux en écritures de commerce et de banque et usage, dans le cadre de l'affaire Botton, souhaitait faire une carrière politique. Il avait choisi le parti de M. Jacques Chirac pour l'entreprendre. M. Pierre Botton, qui semble ne plus hésiter à mettre en cause ses conculpés, a même affirmé, au cours d'une de ses auditions, avoir « payé environ deux cents cartes d'adhérents » à son ami et associé pour lui permettre de s'imposer au sein de la septième circonscription du RPR des Alpes-Maritimes, celle d'Antibes, et d'y briger ultérieurement un mandat.

ANTIBES

de nos envoyés spéciaux

Ancien directeur de campagne de son beau-père, M. Michel Noir, lors des élections municipales de 1989, M. Pierre Botton ne cachait pas qu'il s'était également investi dans la seconde campagne de M. Michel Mouillout, élu maire (UDF-PR) de Cannes en 1989 - au terme d'une « primaire sauvage » contre M. Anne-Marie Dupuis, maire (RPR) sortant - puis réélu, en janvier 1990, après l'annulation du scrutin. On ignorait, en revanche, que l'homme d'affaires lyonnais avait encouragé les ambitions politiques de son « attaché financier », M. Charles Giscard d'Estaing, neveu de l'ancien président de la République. Depuis plus d'un an pourtant, c'est à une OPA plutôt inamicale que ce dernier se livrait sur la septième circonscription des Alpes-Maritimes, allant jusqu'à se présenter dans certains cercles comme le « futur patron du RPR d'Antibes ».

L'amitié de M. Pierre Botton et de M. Charles Giscard d'Estaing remonte à 1977. Né à Paris le 20 octobre 1937, le fils aîné d'Olivier Giscard d'Estaing était descendu dans la région lyonnaise pour poursuivre ses études à l'École supérieure de commerce de Lyon-Ecully. La rencontre des deux jeunes gens a pour théâtre un restaurant des bords de Soane, Le Cottage, à Colonges-au-Mont-d'Or (1), dont le père de M. Pierre Botton est copropriétaire et dans lequel le futur « faiseur d'argent et de maire » assure la plonge, le service, puis la gestion.

La vie les sépare. M. Pierre Botton rejoint Vivien SA, l'affaire familiale d'agencement de pharmacies. M. Charles Giscard d'Estaing part, en 1980, pour le Brésil, où il travaille pour le holding Montero Aranha (2), comme attaché de direction d'une filiale visant à faciliter l'implantation, dans ce pays, de

sociétés étrangères. En 1985, les deux amis se retrouvent autour de la piste du Grand Prix de formule 1 du Brésil et nouent des contacts. Lorsqu'en 1990 M. Charles Giscard d'Estaing rentre en France, il est intégré au groupe Botton pour prendre en charge le secteur juridique-administratif et financier. Et, surtout, mettre sur les rails les sociétés de capital-risque Alpha et Beta finances - en attendant Delta et Gamma, dans lesquelles plusieurs dizaines de pharmaciens souscrivent des parts à 250 000 F.

Conscient que le nom qu'il porte est « utilisé » pour favoriser le démarrage des affaires, sur fichier, M. Charles Giscard d'Estaing n'en accepte pas moins des postes d'administrateur, voire de président-directeur général au sein de la SA Boisson, de Regina SA, d'Alpha et Beta, de MIPI, de 38 Holding et même de La Vie claire (après son rachat, provisoire, à M. Bernard Tapie, de février à août 1992).

Parallèlement à ces activités et à la rédaction d'une étude, très sommaire, sur le Brésil (facturée 250 000 F à la SAE, filiale de la Lyonnaise des eaux), M. Charles Giscard d'Estaing se rêve un avenir politique. Au RPR, auquel il a adhéré en 1981 au titre des Français de l'étranger. A peine débarqué d'Amérique du Sud, il rencontre M. Alain Juppé et sollicite auprès de lui une circonscription d'arrondissement pour les prochaines échéances électorales. On l'orienta vers Orléans, où le socialiste rocardien Jean-Pierre Sueur tient la mairie et la première circonscription, qu'il a prise, en 1981, à M. Jacques Doufflaque (UDF-PR), futur ministre des transports de M. Jacques Chirac durant la cohabitation.

A la recherche d'une terre de mission

M. Charles Giscard d'Estaing étudie la question, rencontre de nombreux interlocuteurs - « sans jamais me rendre sur le terrain », affirme-t-il - mais la gaffe ne lui semble pas pouvoir prendre. Au bout de quelques mois, il renonce. Le revolvait rue de Lille, au siège du RPR, réclamant une autre terre de mission. Embarras. Il se présente alors lui-même dans les Alpes-Maritimes, où le mandat passé de son père - M. Olivier Giscard d'Estaing fut, de 1968 à 1973, le député (RI) de la cinquième circonscription (Cannes-Antibes), aujourd'hui redécoupée - lui conférerait peut-être quelque légitimité pour monter au combat.

Après une première rencontre avec M. Christian Estrosi, député et président du comité départemental du RPR des Alpes-Maritimes, M. Charles Giscard d'Estaing, qui s'engage à ne pas « piétiner les plates-bandes » de quiconque, se fixe sur la nouvelle septième circonscription (Antibes), où il entend cependant « jouer un rôle ». Dans cette

circonscription, la plus importante du département en nombre d'adhérents pour le RPR, le député sortant et maire (UDF-rad.) d'Antibes, M. Pierre Merli, âgé de soixante-deux ans, a pour suppléant M. Gérard Renaudo, quarante-sept ans, secrétaire du comité de circonscription du RPR, et par ailleurs conseiller municipal d'Antibes. Ce dernier voit sans enthousiasme débarquer un jeune et ambitieux concurrent, qui a pris résidence à Antibes, après avoir un temps occupé la luxueuse villa « Helen Rocca » que M. Pierre Botton a achetée à Cannes.

Admis au Rotary en urgence

M. Charles Giscard d'Estaing s'emploie à faire des adhésions, avec un zèle qui intrigue. Malgré son pouvoir de séduction, on s'étonne de le voir faire adhérer des familles entières - même si le tarif de la cotisation annuelle au RPR, 200 F, est très abordable - et surtout de les régler souvent en espèces. « Une fois, il a payé une douzaine d'adhésions avec cinq billets de 500 F dont les numéros de série se suivaient », a noté un responsable local du RPR. On est davantage surpris par l'assurance dont fait preuve ce jeune homme, qui n'hésite pas à se présenter dans les diners en ville et aux déjeuners du Rotary-Club, où il s'est fait admettre en urgence, comme le prochain « homme fort » d'Antibes.

Le jour du renouvellement du comité de circonscription, le 4 juin, chacun a pu faire ses comptes. Constatant qu'il pouvait regrouper sur son nom quelque cent trente adhésions encartées (et non pas deux cents) alors que Gérard Renaudo s'appuyait sur environ cinq cent cinquante, M. Charles Giscard d'Estaing renonce finalement à faire acte de candidature pour le secrétariat. Il obtint néanmoins d'entrer au bureau du comité en compagnie de quelques-uns de ses amis, à défaut de pouvoir être admis au comité départemental, où M. Renaudo était nommé secrétaire adjoint.

Selon les confidences de M. Pierre Botton, c'est en septembre 1992, soit trois mois après l'OPA manquée, que son geste de soutien aurait été accompli. Erreur de date due à un trou de mémoire? Ce décalage dans le temps priverait cette éventuelle « sponsorship » de toute signification puisqu'il s'agirait, pour lui, de fournir à son ami « deux cents militants qui le soutiennent sans avoir leurs cartes », et surtout de lui permettre « d'avoir plus de votes dans la fédération départementale du RPR d'Antibes ». Or un tel vote n'intervient que tous les trois ans.

Loin d'être découragé par ce premier échec, M. Giscard d'Estaing confirmait, avant son inculpation,

une volonté de s'enraciner à Antibes. Il y avait pris une activité professionnelle, comme directeur administratif de la société Omsi piécin, faisait construire une villa, dans le quartier de la Constance, et faisait se répandre le bruit qu'il conduisait une liste concurrente à celle de M. Merli aux municipales de 1995.

M. Charles Giscard d'Estaing, que nous avons pu joindre au téléphone, conteste absolument les affirmations de M. Pierre Botton. Il nous a déclaré : « M. Pierre Botton peut dire ce qu'il veut, le fait est que 99 % des cotisations pour des adhésions que j'ai pu faire ont été versées par chèques. Je pourrais en fournir des photocopies... »

De la même manière, M. Charles Giscard d'Estaing, qui confirme implicitement l'essentiel des informations que nous publions et précise même qu'en 1988 il était président du comité de soutien à M. Jacques Chirac, au Brésil, « rejette toute confusion entre [son] engagement politique, prééminent, et [ses] activités au sein du groupe Botton ». Il affirme avoir démissionné en novembre 1991 pour se retrouver « chômeur » et s'être installé à Antibes, dès septembre 1991, avec l'intention de « laisser du temps au temps, comme dit le président Mitterrand ». S'il ne nie pas avoir des « intentions politiques », M. Charles Giscard d'Estaing souligne qu'« aujourd'hui, à trente-cinq ans », il se serait senti « incapable de conduire une liste » mais que, plus tard, une éventuelle aide de M. Pierre Botton - « qui, c'est vrai, a bien réussi avec Michel Noir et Michel Mouillout » - ne lui était pas apparue « inévitable ». Quant à son choix pour le RPR, en 1981, « critiqué par certains, qui lui considéraient comme un exploit, en somme un exploit », c'est « une longue histoire » sur laquelle il ne souhaite pas s'expliquer par téléphone.

ROBERT BELLERET ET GUY PORTE

(1) La situation géographique du Cottage, rue de la République, à Colonges-au-Mont-d'Or, en 1979, est filiale. Le Mangroton fut déterminante. Le célèbre restaurateur Paul Bocuse, qui était le voisin immédiat et un ami de la famille Botton, fut à la fois le modèle et l'inspiration du mentor de M. Pierre Botton. C'est grâce au « primat des pères » que ce dernier connaît Eddie Barclay, qui l'introduit à Saint-Tropez et lui fait rencontrer Claude, qui lui-même lui présente Yves Mourouli. M. Pierre Botton était introduit dans le monde du show-business, son approche des milieux politiques constituerait sa production de base.

(2) Le groupe de M. Montero de Carvalho, lié à l'exercice de l'ancien président Fernando Collor, apparaît, parmi d'autres sociétés étrangères, comme ayant affecté des versements en devises sur des comptes personnels de M. Pierre Botton (Le Monde du 3 décembre).

François-Henri de Virieu a été entendu par le juge d'instruction

Après Yves Mourouli, Anne Sinclair et Patrick Poivre d'Arvor, respectivement convoqués et entendus à titre de témoins les 1^{er}, 18 et 22 décembre, M. Philippe Courroye, juge d'instruction chargé du dossier Pierre Botton, a procédé, mardi 29 décembre, à l'audition de François-Henri de Virieu, journaliste, producteur et animateur de « L'heure de vérité » sur France 2.

LYON

de notre bureau régional

Dans la liste de personnalités des médias mentionnée sur les justificatifs des dépenses de la société Vivien SA, fournis en mars 1991 à l'administration fiscale par M. Pierre Botton, le nom de François-Henri de Virieu n'apparaît qu'accessoirement. A propos d'un envoi de fleurs et d'un dîner en compagnie d'un pharmacien, en janvier 1988, et, plus incidemment, encore, d'une invitation de l'un de ses fils, Etienne, dans un hôtel alpin. C'est donc assurément moins des modestes citations qu'une importante facture émise, le 31 octobre 1990, par l'Union sportive de Marty-le-Roi (Vedines), club de football dont François-Henri de Virieu est le président, qui a incité le juge Courroye à interroger ce dernier.

Au sujet de cette facture, d'un montant de 260 000 francs, que la SARL 38 Holding semble avoir réglée, M. Botton avait évoqué, auprès de son gérant, M. Marc Bathier, une opération de sponsoring en vue de « mieux accrocher les pharmaciens ». Et M. Bathier se sou-

vient, en effet, d'avoir vu un jour la photo d'une équipe de football portant un maillot marqué « groupe Pierre Botton ». Et même d'avoir « vu un maillot ». Et le gérant d'en conclure : « Comme Pierre Botton connaissait bien François-Henri de Virieu, il est possible que des pharmaciens aient assisté à « L'heure de vérité ».

Ces invitations « sur le plateau et en direct aux grandes émissions de télévision » constituaient en tout cas l'un des « must » qu'aurait dû proposer le club « Happy Few » que M. Pierre Botton souhaitait lancer, en 1988, à l'intention des pharmaciens (lire encadré ci-dessous). Ce projet qui donna lieu à l'édition d'une plaquette sur papier glacé imprimée par Multi Pharma service (MPS) - dont le PDG, Dominique Marchand, est inculpé et écroué - ne devait toutefois pas se concrétiser.

Pour autant, les enquêteurs continuent de s'interroger sur une facture « marketing » de 898 395 francs, du 16 novembre 1990, dont M. Pierre Botton assure « ignorer l'origine » tout en jugeant utile de préciser : « C'est Charles Giscard d'Estaing qui a assisté à « L'heure de vérité ». C'est moi qui l'ai fait entrer ». M. de Virieu, qui, dès l'inculpation de M. Pierre Botton, s'était engagé à ne pas « rentrer ni « échapper » son ami, a probablement pu apporter un peu de transparence sur des relations que M. Botton pouvait se plaire à entourer d'une aura de mystère.

Mercredi matin 30 décembre, le magistrat instructeur devait procéder à une troisième audition sur le fond de M. Pierre Botton, qui, après s'être expliqué sur de nouvelles séries de facturations, pourrait aborder des aspects moins arithmétiques du dossier.

R. B.

« Happy Few »

LYON

de notre bureau régional

Pierre Botton et son épouse, Anne-Valérie, voulaient faire le bonheur des pharmaciens (Le Monde du 18 décembre). Mélanges stratégiques promotionnels et entretiens mondains, cette ambition était clairement affirmée dans la plaquette de l'Happy Few Club que voulait créer le couple Botton en 1988 à l'intention de cette clientèle pharmaceutique : « Chers amis (...), isolés dans la France profonde ou les villes impersonnelles, quelle place reste-t-il pour la passion, l'exceptionnel, le rêve, la fête ? »

M. et M^{me} Botton cosignent en lettres dorées la réponse : « La vie, au cours de son évolution, nous permet des relations des plus originales et plus haut niveau. Nous souhaitons faire partager cette philosophie d'existence à certains de nos amis pharmaciens, et leur faire vivre, ainsi, loin du monde officiel, des heures d'exception auprès de participants célèbres dans une ambiance unique de chaleur et d'amitié. »

« Les leaders de la communication »

Certes, « la joie, l'amitié, l'envie de différence » étaient les « premiers éléments indispensables pour adhérer au club », mais il fallait y adjoindre une adhésion fixée à 15 000 francs, « cessable à tout moment à un prix de revente laissé à la libre initiative des contractants », à laquelle il convenait d'ajouter une cotisation annuelle de 10 000 francs, sans oublier la

participation aux frais pour certaines manifestations avec « le Tout-Paris ».

Dans cette plaquette destinée à séduire le pharmacien avec de « l'exceptionnel qui seul vaut d'être vécu », M. et M^{me} Botton annoncent, photos à l'appui, le programme 1989. Sur ces clichés, on retrouve, entourant le héros fondateur du club, Pierre Botton, des stars du monde du spectacle (Eddie Barclay, Johnny Hallyday, Stéphane Colaro, Jean-Luc Lahaye et Mitsu, d'Energie) et des sportifs (René Arnoux, Patrick Tambay, Alain Prost, etc.). Parmi les « leaders d'opinion » avec lesquels les adhérents seront invités à discuter de l'avenir de la pharmacie, on croise Paul Bocuse, ami du couple, mais aussi Michel Noir et Jacques Chirac, soutient, une coupe de champagne à la main, aux côtés de Pierre Botton.

Enfin, pour les médias, on retrouve plusieurs fois M. et M^{me} Mourouli, Philippe Bouvard ainsi que Patrick Poivre d'Arvor, de TF 1, parageant avec François-Henri de Virieu, de France 2, « la rareté, l'originalité et l'ambiance » des rencontres proposées au Happy Few. Il est vrai qu'à en croire cette plaquette de promotion l'adhésion au club aurait permis en 1989 d'« assister sur le plateau et en direct aux grandes émissions de télévision, et de participer à une journée de rencontre avec les leaders de la communication : journalistes, publicitaires ». Publicité mensongère ?

R. M.

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

La Canada interdit l'exportation des bélugas

La ministre canadienne des pêches, M. John Crosbie, a annoncé à Ottawa, mardi 29 décembre, que l'exportation des bélugas (petits cénares appelés aussi balaines blanches) capturés dans les eaux canadiennes serait dorénavant interdite. Cette décision fait suite à la mise en place, en février dernier, d'une commission fédérale chargée d'étudier la capture et la garde en captivité des cénares provenant des eaux canadiennes.

Après la mort, en septembre dernier, dans un aquarium de Chicago, de deux bélugas capturés un mois plus tôt dans la baie d'Hudson, la commission gouvernementale avait recommandé cette interdiction. Le commerce des cénares vivants - bélugas, dauphins, orques ou marsouins - est régulièrement dénoncé par les associations de protection de la nature, car le taux de mortalité dans les aquariums et marinslands serait trop élevé. (AFP, AP)

PARIS

Présentation du métro Bo

De nouvelles rames, destinées à équiper huit des treize lignes du métro parisien, ont été présentées, mardi 29 décembre, à la presse par le nouveau patron de la RATP, M. Francis Lorenz. Particularité qui leur vaut le nom de Bo, elles sont dotées de soufflets permettant de

passer d'une voiture dans l'autre. Elles sont également équipées de nouveaux essieux orientables, munis d'amortisseurs et de différentiels, ce qui rendra le roulement plus confortable et moins bruyant. Ces rames entreront en service en août 1993 sur la ligne 7 bis (Louis-Blanc-Pré-Saint-Gervais). Il faudra trente ans pour qu'elles équipent le reste du réseau.

SOLIDARITÉ

Dix-huit mille Français ont déjà envoyé leurs vœux aux « casques bleus »

Plus de dix-huit mille personnes ont, pour l'instant, répondu à l'invitation lancée par Radio-France et le Club de l'ONU et ont envoyé leurs vœux aux « casques bleus » français. Simples cartes postales, dessins, voire affiches réalisées par des classes entières, ces lettres formulent des souhaits de succès pour les opérations de maintien de la paix en cours. Elles assurent les soldats français en mission sous la bannière de l'ONU en Somalie, en Croatie, en Bosnie, au Cambodge, en Irak, au Liban, dans le Sahara et au Salvador, du soutien de leur auteur. Ces missives seront envoyées, au début de l'année, jusqu'aux différents lieux de mission. Il est donc encore possible d'écrire, jusqu'au 4 janvier, en précisant le pays destinataire, et en effaçant le nom de la RATP, M. Francis Lorenz. Particularité qui leur vaut le nom de Bo, elles sont dotées de soufflets permettant de

passer d'une voiture dans l'autre. Elles sont également équipées de nouveaux essieux orientables, munis d'amortisseurs et de différentiels, ce qui rendra le roulement plus confortable et moins bruyant. Ces rames entreront en service en août 1993 sur la ligne 7 bis (Louis-Blanc-Pré-Saint-Gervais). Il faudra trente ans pour qu'elles équipent le reste du réseau.

MÉDECINE

Médicament antimigraineux déjà commercialisé en France

Le Sumatriptan est autorisé aux États-Unis

Le Sumatriptan, médicament antimigraineux autorisé en septembre sur le marché français après de vives controverses sur sa promotion, son coût, et son efficacité thérapeutique (le Monde du 30 septembre et du 7 octobre), a été adopté sous sa forme injectable aux États-Unis et sera disponible sur le marché à partir du mois de mars, a annoncé, mardi 28 décembre, la Food and Drug Administration (FDA). Le médicament a montré un taux d'efficacité élevé lors des essais cliniques menés par les Américains : 75 % des malades atteints de migraine disparaissent une heure après l'injection du Sumatriptan, et 80 % dans les deux heures, précise la FDA.

Le nouveau médicament pourrait « améliorer l'existence des millions de personnes qui souffrent de ces maux de tête épuisants », mais ne peut guérir définitivement la migraine, a cependant précisé M. David Kessler, un responsable de la FDA. Le produit est en outre déconseillé aux personnes souffrant de troubles cardiaques et les femmes enceintes sont invitées à l'utiliser avec précaution.

En juin 1992, alors que le médicament était déjà commercialisé dans dix-huit pays, certains effets secondaires graves du Sumatriptan en injection sous-cutanée avaient été révélés par la presse médicale, notamment en Grande-Bretagne.

En France, dans un rapport demandé en mars par M. Bruno Durieux, alors ministre délégué à

la santé, et finalement remis en septembre à M. René Teulede, ministre des affaires sociales, M^{me} Catherine Labrousse, professeur de droit, et le professeur François-Henri de Virieu (hôpital Laennec, Paris), concluaient que l'efficacité du Sumatriptan était supérieure à celle des traitements existant contre les crises migraineuses.

Des indications limitées

L'autorisation de mise sur le marché du médicament (AMM) sous sa forme injectable a donc été délivrée, mais ses indications ont été limitées aux douleurs vasculaires de la face et aux crises migraineuses sévères, là où les autres traitements ne sont pas habituellement efficaces.

Un accord de maîtrise des dépenses de santé a également été passé à cette occasion entre le ministère des affaires sociales et les laboratoires Glaxo, « pour permettre l'accès à ce produit de tous ceux qui en ont besoin et éviter, vu son coût élevé (1), d'éventuels dérapages financiers », qui plafonne les ventes du Sumatriptan à 400 millions de francs la première année de sa commercialisation, et à 700 millions la deuxième.

(1) Le Sumatriptan, vendu sous la forme d'ampoules auto-injectables de 6 mg, est prescrit sur ordonnance. La boîte de deux injections coûte 263 francs, remboursée à 70 % par la Sécurité sociale.

ARTS



LES GRANDS BOULEVARDS DE LA DÉPARTEMENT

LES RÉFUGIÉS ?

Ils ont dû tout abandonner. Ne les abandonnons pas.

Pour en savoir plus :

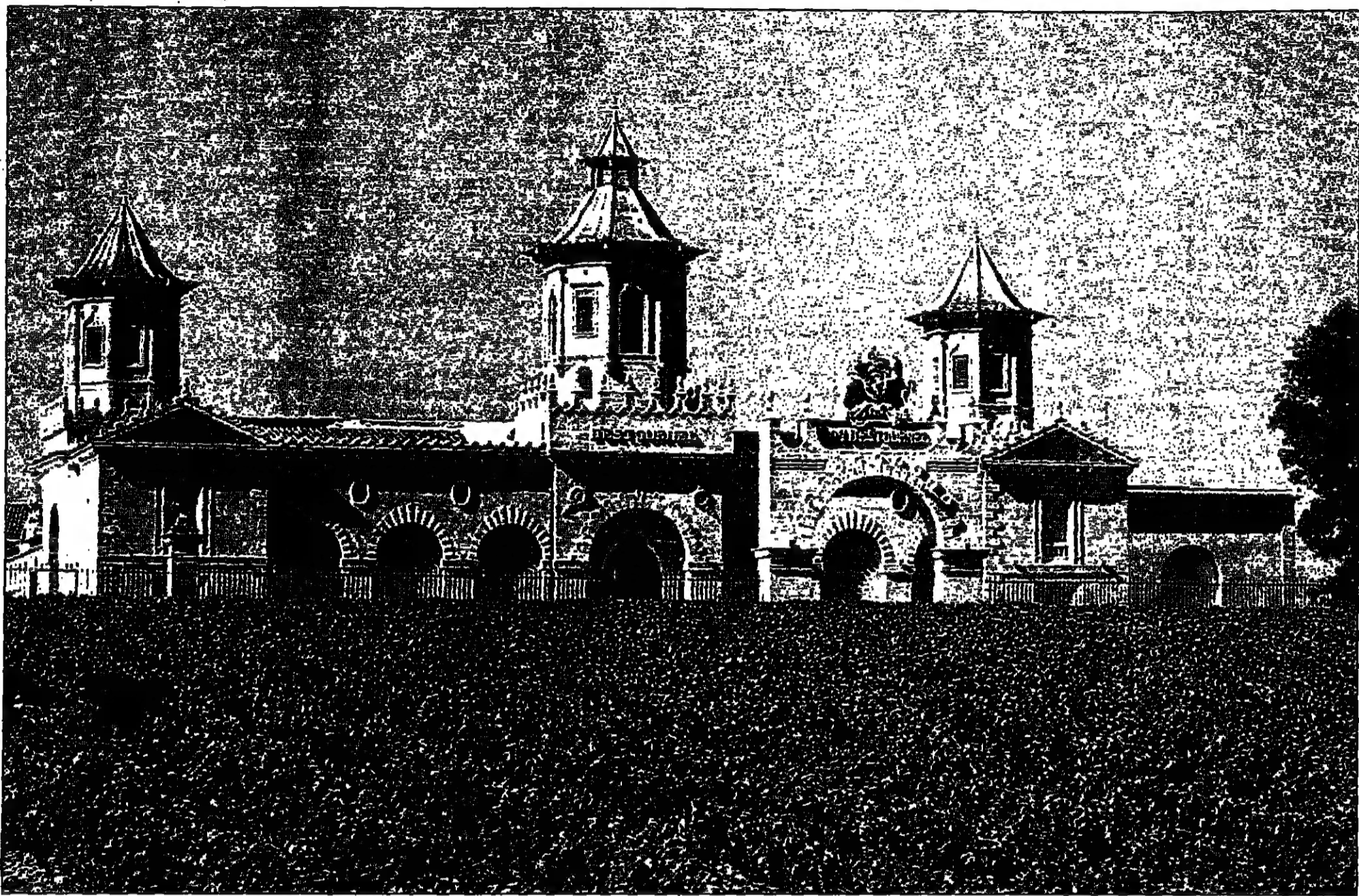
3615 HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés HCR

Trois petites lettres contre de grands maux.



ARTS • SPECTACLES



Le Cos d'Estournel, rêve indien bâti au début du XIX^e siècle.

LE VIGNOBLE BORDELAIS
visité par l'architecture

LES GRANDS BOUCHONS DE LA DÉPARTEMENTALE 2

ZANZIBAR, comme chacun sait, est le nom d'une île et de sa capitale, partie flottante de la Tanzanie, à l'est de l'Afrique. On y vivait surtout du commerce des esclaves. La ville était remplie de splendides demeures dont l'architecture s'inspirait un peu d'Afrique, un peu d'Europe, beaucoup de l'océan Indien, en particulier pour les portes lourdes et noircies par le temps, marquées de grosses pointes de cuivre.

C'est une de ces portes, dite du « Sultan de Zanzibar », que l'on retrouve au Cos d'Estournel, nettoyée, blanchie, mais Zanzibar en diable. Zanzibar comme l'est d'ailleurs tout le château, bien que la susdite porte ait été installée postérieurement à sa construction. C'est entre 1810 et 1830 que Louis-Gaspard d'Estournel, ocellaire endurci, fit construire ce palais des mille et une nuits qu'aucune Shéhérazade ne risquait d'habiter. Il resterait entièrement voué au culte d'un vin qui devait devenir le roi des saint-estèphe dans le classement de 1855, deux ans après la mort d'Estournel.

Remarquable terroir, et admirable colline que borde la jalle du Breuil, petite vallée au-delà de laquelle se profile l'illustre château Lafite : dans son isolement déboisé, avec ses vignes peignées comme un bellâtre, le site génère une magie réelle. D'Estournel avait rassemblé un paysage de vignes, il lui fallait une architecture de vin. Personnalité riche en couleurs, il savait certainement trop bien ce qu'il voulait pour s'encombrer d'un architecte de renom. A dire vrai, ce château, il le voulait

Depuis l'exposition « Châteaux-Bordeaux » au Centre Georges-Pompidou en 1988, les chantiers se sont multipliés de Médoc en Saint-Emilion, retrouvant une tradition fertile d'invention technique et de pétulance formelle. Dans cette région vouée d'ordinaire à la discrétion, légende bordelaise, l'architecture devient ainsi le baromètre de l'audace ou le thermomètre de la pondération.

pour donner à son vin une image qui fût digne de lui, pas pour habiter, ni faire des fêtes, ni même pour vendre. Puis, suivant en cela la fortune aléatoire des vins bordelais, l'étrange demeure de Cos passa bientôt de mains en mains, subissant autant de modifications, d'agrandissements, d'altérations, jusqu'aux propriétaires actuels du domaine, les frères Prats, qui ont hérité d'une formule néo-classicisante de Cos, bien éloignée des rêves indiens dont seule témoignait encore fortement la porte de Zanzibar. Avant été gommé tout ce qui avait pu faire dire à Stendhal, en 1838 : « Cet élégant bâtiment, d'une couleur brillante, ne relève à la vérité d'aucun style ; cela n'est ni grec ni gothique, cela est fort gai et serait plutôt dans le genre chinois. »

On doit aux Prats, à l'architecte Laurent Dufoix et à

une nuée de spécialistes des monuments historiques d'avoir redonné non seulement à cet ensemble son état d'origine, mais aussi une homogénéité et une rationalité qu'il n'avait jamais eues. On avait en effet l'habitude de dire de Cos – comme de bien d'autres châteaux – qu'il ne s'agissait somme toute que de façades masquant un cuvier et des chais, ajoutant ainsi le mystère de la gratuité à cette architecture qui fuit la description. L'architecture du château bordelais était d'abord une affaire d'étiquette. Aujourd'hui, une fois passée la fameuse façade, Cos laisse découvrir progressivement sa pénombre soigneusement dosée, la beauté inhérente aux rangées de barriques dormant sous la nuit perpétuelle des toits, nuit travaillée comme un chef-d'œuvre du patrimoine.

Il y a toujours eu une certaine fascination devant ces tranches de vin travaillant lentement dans leurs coffres de bois. Mais sans doute la (re)découverte des « nouvelles dimensions du patrimoine », selon l'expression d'André Chastel, à partir des années 70, a-t-elle donné aux vastes chais et aux cuiviers du Bordelais une valeur nouvelle. La tradition, telle qu'elle s'exprime dans les musées d'ethnographie, y rencontre l'organisation raffinée de ce qu'on appelait jadis « les merveilles de l'industrie », et dont on mesure plus universitairement aujourd'hui la valeur esthétique, peut-être parce qu'elle s'est rarifiée.

On accepte désormais l'idée que l'empilement régulier des barriques puisse constituer en soi une architecture, créant des circulations, engendrant des volumes tour à tour émouvants et grandiloquents, mais qui ont l'apparente immobilité des monuments éternels.

Les analogies de l'œnologie avec l'architecture sont ainsi innombrables qui impliquent le temps, l'espace, et enfin des processus de construction, ou de fabrication, ici de la pierre, là du vin. Jusque dans la hiérarchie des métiers qui interviennent tour à tour, on trouve d'étonnantes similitudes, et le même statut ambigu entre l'art et la technique.

Beaucoup de propriétaires, grands et moins grands, ont ainsi poussé les logiques parallèles de l'architecture et de l'œnologie en intégrant les scénarios les plus récents de la fabrication du vin à l'histoire des bâtiments, ou à leur invention.

« La vigne a besoin de paysage, le vin a besoin d'architecture », nous rappelait un jour Emile Peynaud, père

spirituel d'innombrables grands crus, lors d'un dîner contrasté au Saint-James, l'hôtel-restaurant conçu par Jean Nouvel pour Jean-Marie Amat. Et sans doute, au contraire de ce lieu splendide de rencontre et d'émerveillement social, de plaisir brillant et de reconnaissance publique, l'architecture du vin a-t-elle besoin de temps et de sérénité, de cette populaire majesté qui associe le travail paysan de la vigne à la gloire toute bordelaise des châteaux. La technique et la cérémonie, en somme.

Cos d'Estournel... Il y a quelque six ans, nous étions sur la même route, la fameuse départementale 2, qui conduit de Bordeaux à Pauillac, frôle Saint-Estèphe et s'en va, zigzaguant jusqu'à plus soif, c'est-à-dire au moins jusqu'au château La Lagune. L'équipage était inhabituel, composé essentiellement d'architectes et de quelques journalistes. Jean Detiers, commissaire de prestigieuses expositions d'architecture au Centre Pompidou, guidé par Michel Guillard, rédacteur en chef de l'Amateur de Bordeaux, remarquable revue menacée par la suppression de la publicité ou du mécénat des grands crus (1), avait organisé ce voyage de professionnels qu'il entendait faire concourir sur un château imaginaire.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN

Lire la suite page 10

(1) L'Amateur de Bordeaux, 22, rue des Recolettes, 75013 Paris. Tél. : 43-31-44-99.

CHANSON L'intégrale des disques de Jane Birkin	11
DANSE Angelin Preljocaj au Théâtre de la Ville	12
Lire pages 13 à 15 la sélection des rendez-vous de la semaine.	



Le vignoble bordelais

LES GRANDS BOUCHONS DE LA DÉPARTEMENTALE 2

Suite de la page 9

Suite concrète de ce voyage, la présentation, voici quatre ans, au Centre Pompidou, de l'exposition « Châteaux-Bordeaux » avait passablement surpris par son ampleur et par ses conséquences. On prête beaucoup en effet à l'exposition, et bien sûr à la fortune récente des domaines vinicoles, dans l'évolution d'une architecture qui, voici vingt ans encore, hésitait entre une lente dégradation et les constructions de tôle ondulée. Il y eut certes de notables exceptions, comme Mouton-Rothschild, construit sur les plans de Sicis. Et puis, derrière cette apparente révolution, il y a eu aussi une lente prise de conscience qui doit beaucoup à quelques personnalités, propriétaires, bien sûr, ou architectes de la région, comme le cabinet Mazières. De père en fils, ils ont trusé une large partie d'un mouvement de rénovation qui, Bordeaux oblige, se voulait aussi discret que possible.

Sur le terrain, ce sont les plus grands domaines qui ont fait appel à la compétence de cette famille d'architectes. Ils sont de ceux qui ont appris à associer, dans un seul volume et pour une seule fonction, le travail et la représentation, à innover techniquement en respectant la tradition, à construire enfin, mais à disparaître dans un paysage, voire sous le paysage. On reconnaît ici les chais à barriques d'Yquem et de Margaux, franchement enterrés, ou celui de Pichon-Longueville (Comtesse!), qui s'est inscrit moins profondément dans le paysage mais avec un égal souci de perspective et d'intégration.

C'est toujours le cas de Haut-Brion, qui, exposition ou pas, et au-delà des incertitudes du marché, n'a cessé de poursuivre hors du temps son développement prestigieux. D'ailleurs, à Haut-Brion, notre voiture, de tempérament incertain, n'a pas voulu redémarrer, traumatisée peut-être par tant de certitude tranquille, tant de noblesse atavique. Peut-être aussi surprise par l'irruption dans la banlieue bordelaise, véritable bouillie paysagère et architecturale, de ce paradis soigneusement peigné.

Le duc de Mouchy lit un volume estampillé Gallimard dans le bureau du régisseur Jean-Bernard Delmas. La duchesse, quant à elle, œuvre assez simplement dans la pièce voisine, devant un micro-ordinateur. Dans la grande tradition des maîtres d'ouvrage éclairés, personne ne se rappelle au juste qu'un architecte ait pu travailler un jour sur les aménagements du château. Hormis l'édifice original légué par les héritiers de Jean de Pontac, il est d'ailleurs à peu près impossible de distinguer à quelle année appartient quel « millésime » de l'architecture visible.

On apprend certes l'agrandissement du chai de première année, en 1959, suivi de peu par l'adoption de cuves en acier inoxydable. L'architecture et la technique. En 1966, le réaménagement de la cour d'honneur, suivi par la modernisation du cuvier. Toujours l'architecture et la technique. Rebelote avec la construction d'une nouvelle entrée en 1971, que suit le lancement de la sélection clonale, point de départ d'une collection ampélographique de 546 plantes. Et ainsi de suite, jusqu'à aujourd'hui, sans omettre en cours de route la construction d'un grand chai souterrain il y a un peu moins de vingt ans. Un balancement constant entre un édifice qui doit garder l'intégrité de son image à travers les aménagements qu'exigent autant la production que la maîtrise de son évolution.

Depuis « Châteaux-Bordeaux », cependant, l'audace et la modernité ont fait une entrée plus ou moins discrète et inspirée, mais qui n'a plus rien à voir avec les principes de modération ou de pastiche. Du Médoc à Léognan, et jusque sur les propriétés pourtant plus petites du Saint-Émilionnais, on trouve partout de ces expériences architecturales dont l'objectif n'est plus seulement une affaire d'étiquette mais aussi de tourisme, de séduction du voyageur, de prestige international!

Quelques notes prises au domaine Le Chevalier, à Léognan : astucieux, un peu neuf, même très neuf, forte présence de la pierre, remarquable effort d'intégration. Pas de risques inutiles, mais une manière de modernité qui restera aisément datable. Architecte : Hugues Legris de La Salle. Propriétaire : Olivier Bernard. Cuvier circulaire. Circulaire, tiens tiens... La seule pièce architecturale de cette forme, avant « Châteaux-Bordeaux », était le chai à barriques de Lafite.

Château Carbonnieux, fief d'Anthony Perrin, près de Léognan. L'ancien château, qui remonte au début du XVI^e siècle, a été conservé dans son jus et resplendit de charme dans une lumière de Belle au bois dormant. Les installations viticoles, les chais, le cuvier, dont la nouvelle version a été confiée à l'architecte Fournier, sont à la fois voisins et nettement séparés du château. Le nouveau cuvier est intelligent comme une caserne de pompiers, dont il adopte d'ailleurs pour partie la philosophie : deux façades en angle s'ouvrent largement sur l'extérieur, l'une pour recevoir les blancs, l'autre pour accueillir les rouges.

Dans les casernes, les pompiers, produits ordinairement solides, descendent en se grouillant le long de mâts qui les conduisent à leurs camions. Ici, tant qu'il s'agit de produits solides, tout a été organisé, rationalisé, pour qu'ils suivent banalement les lois de la pesanteur. Au sortir de la fermentation, la vigne devenue vin ne pose plus de problèmes d'acheminement. A Carbonnieux, cependant, la technicité de l'outil ne doit pas cacher quelques belles astuces architecturales, comme un puits circulaire qui, outre ses raisons d'être pratique, restitue la lumière à la descente aux enfers que serait sinon, pour les ouvriers, le parcours du raisin.

Château Faugères, en plein Saint-Émilion. Poby et Corinne Guisez, qui ont hérité la propriété d'un cousin, ont repris le flambeau avec un généreux enthousiasme. Lui vient du cinéma. Cela n'explique peut-être pas tout du volontarisme qui les a animés, mais cela rend bien compte de leur sens du décor. La chartrreuse du XVII^e siècle, petite merveille de classicisme, a été restaurée et aménagée pour devenir un sanctuaire de l'hospitalité. C'est à Jean de Gastines et Patrick Dillon qu'ils ont confié le soin de construire leur nouveau cuvier. Le premier est élève de Ricardo Bofill, Catalan resté ici fameux pour son chai circulaire de Lafite. Le second est passé chez Frank Gehry, un Californien qui a laissé tomber les lois ordinaires de la pesanteur et l'orthogonalité habituelle de la construction pour leur préférer une architecture de ruptures, d'équilibres passagers, de surprises, d'ironie. Rien, au fond, ne prédisposait Gastine et Dillon à s'associer, sinon un sens commun de la narration, l'idée commune qu'un bâtiment, même sans histoire, doit en raconter une.

L'histoire du cuvier de Faugères est celle de l'élégance bien apprise, bien comprise. A l'intérieur, on y célèbre



Les chais à barriques de Pichon-Longueville, redessinés par le cabinet Mazières.

une trentaine de cuves tronconiques, superbes, dont l'inox est repris dans le dessin, toujours exact, des bastingages. Laissons aux œnologues, dont les versions diffèrent pour le moins, le soin de définir la qualité de ces cuves aux formes archaïques, mais dotées, elles aussi, du dernier cri de la technique pour la maîtrise des températures. Au critique d'architecture, en revanche, de sauver la qualité du béton, le travail sur les anciennes charpentes, mais aussi l'intégration de cet édifice de 75 mètres de long au centre du plus fragile des paysages. Au nord, une porte monumentale, comme une immense oreille, attend la reprise des vendanges.

Au prieuré Lichine, à Cantenac, près de Margaux, nous retrouvons un Mazières en compagnie de Sacha Lichine comme nouvel architecte du château, l'un des titres de gloire de son père Alexis. La réalisation de Philippe Mazières, transfuge du clan qui s'est trouvé dans un vocabulaire nettement moins discret, est en harmonie, bleu et or, avec la générosité d'ogre polie de Sacha Lichine. Le chai, les colonnes légèrement aplatis qui le partagent en deux parties dissymétriques, la salle d'accueil en forme de barrique, sur le toit de laquelle peuvent atterrir les hélicoptères, tout est clairement dédié à un public qui sait aimer le luxe et son image.

Et tout oppose donc cette architecture-signal, expressionniste, violente, à celle que Brochet Lajus et Pueyo ont réalisée pour Didier Cuvelier, directeur de Léoville Poyferré à Saint-Julien-de-Beycheville (Pauillac). Ici, tout se joue au contraire sur le registre de la retenue, dans des matériaux cent pour cent fin de siècle – le bois, le béton, les carreaux de verre – qui feignent d'obéir à la plus grande simplicité, une disposition d'esprit cistercienne qui n'accepterait comme expression architecturale que la technique nue des matériaux prescrits. Le vaste chai, encore inoccupé, a été l'occasion d'une exposition estivale. Il offre sa forme rectangulaire pure, vibrante d'une lumière progressive. Derrière l'austérité, pourtant, se cache manifestement la célébration, et la vue s'accoutume vite à distinguer, ici aussi, une volonté théâtrale.

Il n'y a pas loin de Léoville-Poyferré au château Branaire, sur la même commune de Saint-Julien-de-Beycheville. En cherchant, toutefois, nous sommes tombés sur le domaine Henri Martin, dont l'architecture, il est vrai, est difficile à manquer. A l'inverse de Léoville-Poyferré, dont la modernité reste invisible derrière les anciens bâtiments, l'architecture de Luc Arsène-Henri, enfant prodige (ou terrible) de Bordeaux, ne fait pas dans le secret, même en plein village, puisqu'elle emprunte les formes les plus radicales du langage contemporain, les bardages, le toit sautoirial façon Tschumi ou Portzamparc (voir le parc de La Villette, à Paris). On est loin des

propositions de l'autre clan Mazières (Bernard), qui, pour Branaire et son directeur Patrick Maroteau, ont au contraire opté pour le plus classique des langages et la plus pure fonctionnalité des lieux. Ainsi, pour le cuvier de Branaire, ont-ils profité de la pente du terrain et retrouvé le principe naturel, fondé sur le principe de gravité, que nous avons aperçu à Carbonnieux. Un poste central permet de surveiller toutes les cuves, rangées dans la vaste salle de plan carré. Le chai étiré, joue sur la beauté naturelle, sur la teinte du bois.

Et voici le château Pichon-Longueville Baron, pour le coup séparé par la pyramide surgit. Mais aussi baroque, insolent, joueur, onblier et respectueux à la fois des deux maîtres des deux architectes, Bofill et Gehry. On lui reproche, nous dit-on, d'être visible. A l'évidence, le bâtiment, malgré son emprise étendue, a su s'aplatir sur le sol pour se servir du paysage sans l'altérer, à moins que le fait d'être seulement visible soit désagréable à des yeux qui, usuellement, adoptent pourtant vite les saisons métalliques des grandes surfaces.

Gastines et Dillon se sont déchaînés dans le cuvier, qui a repris lui aussi un thème circulaire, lui aussi un principe de gravité, lui aussi enfin la possibilité de circuler autour de la salle sans que ces parcours interfèrent avec celui du personnel. Impressionnante, leur machinerie architecturale prouve son contrepoint dans le château lui-même, luxueusement restauré et meublé, propice à des rêves d'enfant sage, et riche.

Jean-Michel Cazes, qui dirige Pichon-Longueville, a aussi la chance d'être propriétaire de Lynch-Bages. Un édifice d'avant « Châteaux-Bordeaux » mais où restent, dans leur état d'origine, toutes les installations de l'ancien cuvier, tel qu'il fonctionnait au XIX^e siècle et jusqu'à l'après-guerre. On mesure là l'évolution des techniques et ce que, bon an mal an, l'architecture leur doit.

FREDERIC EDELMANN

Vous pouvez dès le mois de Mai connaître le programme du

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 93

le désir de voir l'avenir du Festival d'Automne à Paris

Nom : _____

Adresse : _____

A envoyer au Festival d'Automne à Paris 156 rue de Rivoli Paris 75001

L'intégrale des disques de Jane Birkin

SON NOM D'ANGLAISE DANS LA CHANSON FRANÇAISE

Actrice, chanteuse émotive attachée aux mots à la musique d'un seul homme, Serge Gainsbourg, Jane Birkin avait fait ses adieux à la scène en juillet dernier, après un tour de chant marqué par la grâce au Casino de Paris, et une tournée triomphale à travers la France. Son nom d'Anglaise fait aujourd'hui définitivement partie de la chanson française. Rencontre avec l'interprète à la voix ténue, dans la pénombre d'une maison parisienne où s'entremêlent coussins orientaux et photos d'enfants.

« Quand vous ne chantez pas, écoutez-vous des chansons ? »

« Il y a des époques de ma vie qui sont marquées par des chansons. Quand je tombe sur Elvis à la radio, je me revois avec mon frère, en vacances, disputant des compétitions de ski. La radio jouait *Are You Lonesome Tonight* ? On avait gagné le deuxième prix, un cendrier je crois. J'ai aussi des souvenirs de l'internat, de passions adolescentes en Angleterre : il y avait une fille qui était bonne en tout, avec une longue natte. Jane. Elle était capitaine de sport et chef de mon groupe. Elle avait deux ans de plus que moi. Je n'osais pas l'approcher. Je nettoiais ses tennis tous les jours, sans un mot naturellement. Quand elle a quitté l'école, le dernier soir, j'ai dansé avec elle *Are You Lonesome Tonight* ? »

« J'aime mettre des cassettes dans la voiture en roulant vers la Normandie, ou dans Paris. Les chansons ont toujours rendu les enfants joyeux. Ils me disaient en riant : « Souche ! » ils aiment beaucoup sa drôlerie, sa tendresse - devrait tout mettre en musique, les tables de multiplication, les réclames : on apprendrait tout. » On connaît aussi tout Brassens. Il y a encore ces nuits où je revenais du théâtre de Nanterre, quand je jouais *Le Suivant* (en 1987), j'entendais chaque jour le même refrain, *Who Goes to You Home Tonight*. Je ne sais pas qui chantait ça, mais je sais que cet air, ces mots m'ont poignardé.

« Serge Gainsbourg disait que la chanson était un art mineur. »

« Il le disait par provocation, sûrement, mais aussi parce qu'il était honnête, et qu'il était énévéré par d'autres, qui se prenaient très au sérieux. Il n'était pas dupe. Il avait une sincère admiration pour la poésie, la peinture et la littérature. Il pensait peut-être que la chanson était mineure, mais il ne voyait pas là de quoi la dénigrer ou la rabaisser. Car la chanson est au quotidien : quand on est malade, on est dans le bain, tu mets la radio. C'est un extraordinaire outil de communication. Il y a de la musique sur les répondeurs téléphoniques : à 9 heures du matin, on te balance un truc au téléphone, et tu swingues toute la journée. C'est un besoin, un vrai besoin pour tout le monde. »

« Vous sentez-vous anglo-saxonne dans vos références, ou pensez-vous être totalement acquise à la chanson française ? »

« J'ai au fond moi un attachement particulier pour les comédies musicales américaines, que mes parents écoutaient tout le temps. J'en connais toutes les paroles. Quand j'ai tourné *L'Amour par terre*, le film de Jacques Rivette (1984) avec Géraldine Chaplin, je pouvais chanter tout *West Side Story* ou *My Fair Lady* avec elle. On connaissait tout. Les comédies musicales me mettent dans des états de joie, de bonheur incomparable. »

« Chez les Anglo-Saxons, on s'accroche à un refrain. Sauf Beatles, bien entendu, ou Bob Dylan. Mais en général, on répète le titre et ça marche. Quand les enfants me demandent de traduire une chanson des Beatles, c'est finalement assez facile. Elton John, un peu moins. Pas Cole Porter. Sondheim non plus. Dans ces chansons de comédies musicales, *High Society*, *True Love*, que les pianistes de bar sauvent de l'oubli - peut-être pour peu de temps encore, - il y avait des idées formidables. »

« Mais les paroles, dans la chanson française, sont beaucoup plus sophistiquées, travaillées, complexes. Léo Ferré. Ou même Brassens ou Brel. Serge bien sûr. Je pense sincèrement que, depuis Prévert, personne n'était arrivé à une telle sophistication, une telle manière de découper les mots, de les déplacer, de les transporter sur une autre ligne, comme le fai-

sait Porter. Lui seul savait cette façon poignante d'exprimer tant de sentiments en si peu de mots. Les Enfants chance - impossible à traduire, - *Les Dessous chics* ou encore *Amours de femmes* : les chansons de Serge sont pleines de doubles sens, de références aux autres arts. Il y a aussi la complexité des rimes, des rimes riches, toujours. Il était tellement content de ça. Il cherchait toujours à faire rimer des mots impossibles. C'était une stimulation formidable, un défi. Serge disait toujours qu'il commençait par le mot, et qu'il trouvait l'idée ensuite. Je ne sais pas si c'était vrai. »

« Vous voyez chanteuse consacrée avec la parution de cette intégrale de vos chansons chez Phonogram. Y avez-vous travaillé ? »

« Philippe Lerichomme, qui nous a accompagnés, Serge et moi, chez Phonogram pendant vingt ans, a tout fait. Et il a trouvé des photos formidables pour le livret ; par exemple, la couverture (la photo, un contre-jour sensuel, signé Gainsbourg), ne la connaissais pas. Serge avait été terriblement content de l'intégrale (de Gainsbourg à Gainsbourg) que Philippe avait réalisée en 1989. Il touchait le papier, regardait les photos. Il était très flatté. »

« Il y a plus qu'une somme de mes albums dans cette intégrale, puisque Philippe Lerichomme a retrouvé des versions inédites, oubliées, même par moi. Par exemple, *Ex-fan des Sixties* en anglais. Il y a aussi *These Foolish Things*, que j'interprétais dans *Daddy Nostalgia* (de Bertrand Tavernier, en 1990, avec Jimmy Rowles), et que ma mère avait chanté dans les années d'avant-guerre. Il y a aussi du Cole Porter, *Love For Sale*. Serge connaissait mon admiration pour Cole Porter, nous la partagions, il connaissait tout Porter par cœur, et aussi Gershwin, souvenirs du temps où il était pianiste de bar au Tonquet, quand il jouait pour les riches Américains. Peut-être manquait *Jane B* intégrale mes deux disques live (comme pour l'intégrale Gainsbourg, les emplacements leurs sont réservés à l'intérieur du coffret). »

« Peut-on vous considérer comme l'interprète d'un unique auteur-compositeur, Serge Gainsbourg, ou avez-vous testé d'autres expériences ? »

« Serge a toujours été là, même si j'ai fait tout un album Philippe Labro (en 1975). À cette époque, Serge écrivait pour lui-même, il était en panne de temps. Labro a écrit des chansons à la fois personnelles et proches de l'univers de Serge (qui a composé les musiques). *Bébé Song*, c'était très joli. Serge a-t-il eu l'idée du titre ? Je ne sais pas. Si ça peut te consoler : je l'aimais beaucoup. »

« Il y a aussi Jean-Claude Vannier, très présent derrière certains disques de Serge, comme *Nelson*. Puis il y a eu *L'Homme à la tête de chou*, le disque que je préfère. C'était entièrement de Gainsbourg, il aurait pu le chanter sur la scène d'un petit théâtre, tout seul. Avec une tête de chou. On sent la coloration de Vannier, quelque chose de sauvage dans les orchestrations. Une ambiance. On peut reconnaître le coloris des années Vannier. Serge était un personnage tellement fort que c'était certainement difficile de vivre pour Jean-Claude Vannier. Il s'en est détaché ensuite. »

« Je l'aimais, moi non plus dès de 1968. Vous avez fait vos débuts en scène au Bataclan en 1987, presque vingt ans plus tard. Était-ce important ? »

« Très important. Je pense que j'ai commencé à chanter en toute liberté quand je suis montée sur une scène. Enfin, je ne sais pas, c'est peut-être une idée fautive. En studio, Serge était perfectionniste. Il élévoit les textes immédiatement avant de les chanter, du moins pour les derniers disques. Je les décryptais phonétiquement pour pouvoir prononcer correctement ces mots raccourcis, compliqués. J'avais deux ans pour tout découvrir, les chansons. Il y avait ce mot « plébénienne » dans l'avant-dernier disque, un cauchemar de paroles, impossible à dire. »

« En entrant au studio, je connaissais un peu les mélodies, mais pas du tout les orchestrations. En chantant live, non seulement on connaît les paroles, mais on les a vraiment apprises, et on a travaillé avec une équipe de musiciens. D'où ce sentiment de liberté dans l'interprétation. Mais parfois, il se passe des choses formidables en studio, justement parce qu'en deux ans il faut tout faire. C'est une sorte de désespoir. Il n'y a pas le public, mais, dans mon cas, il y avait des gens, Serge, Philippe, et il me venait une grande envie de perfection. »

« Vous voulez dire qu'il est impossible d'être une vraie chanteuse sans passer par la scène ? »

« Je ne le savais pas. C'était une vraie découverte. Si je n'avais pas joué la *Suivante* de Mari-

vaux, je n'aurais jamais pu chanter sur scène. On m'a demandé, à cause d'un tube, *Quoi*. J'ai d'abord répondu non. Je n'avais jamais chanté en vrai. En studio, on a mille chances. Je pensais que je n'avais pas de voix : j'avais toujours tellement aidée. Sans compter l'horreur de se mettre devant des gens. Beaucoup de gens m'ont monté sur la table après le banquet. Moi non, surtout pas. »

« Mais je n'avais pas l'habitude de faire du cours de ma carrière. Il y avait un, à l'époque, à saisir, qui ne se renouvelait peut-être jamais. J'ai fini par accepter. Je me suis mise au travail. Je ne connaissais rien des paroles par cœur, mais quand le disque terminait, je ne chantais jamais plus les chansons. C'était l'occasion d'un playback à la télévision, peut-être. Donc, j'ai pris un coach. Je savais, parce que je l'avais expérimenté, pour la *Suivante*, qu'on pouvait payer quelqu'un pour apprendre les textes. Un jour, je suis allée voir l'Opéra de quai'sous. Sur le programme il y avait trois ou quatre noms de coach musical. J'ai choisi Cohen (pianiste, compositeur, qui a travaillé avec Peter Brook) *Impressions de Fables* et *Médisance*. »

« Il est formidable, il a des connaissances musicales. Il m'a donné confiance en moi. Pour le Casino de Paris, j'ai aussi travaillé avec Francine Dux, la femme de Pierre. J'ai appris tout les textes à nouveau. Je les ai redécouverts. Quand je suis arrivée au Bataclan, je n'avais aucune perspective de mise en scène. Je ne songeais qu'à m'allonger par terre, comme chez Patrice Chéreau où je m'étais étendue pendant des semaines aux pieds du chevalier. Philippe Lerichomme a trouvé plein d'idées, m'a redonné la capacité qu'ont certaines personnes à mettre les textes en valeur. »

« Je ne savais pas non plus que c'était qu'un régisseur qui nous pousse sur scène en disant : « Il faut y aller, maintenant ! » Quelle panique ! Je quel songement aussi. Je n'avais pas non plus pensé aux rappels. Puis, le bouche à oreille, ça a fonctionné. C'était plein, alors qu'au départ les producteurs n'avaient pas une réputation - ils me l'avaient caché. »

« Vous aimez la sensation de danger ? »

« Oui. Sur scène, ça peut arriver. Si on voit casse, le chanteur a l'impression qu'il a tout raté, que c'est honteux. Mais le public voit alors qu'il est vrai, il est ravi, comme au cirque. Un jour, j'étais les plus joyeux du Bataclan d'un produit le jour où une panne d'électricité totale nous a plongés dans le noir. J'ai pensé que je pouvais continuer de chanter *Baby*

Lou, avec une guitare, ou n'importe quoi. Non, les instruments sont programmés sur disquette. Tout était bloqué. On m'a conseillé de quitter la scène pendant quelques instants. Mais je me suis dit : à la maison, les pannes durent une demi-heure quelquefois. Je suis revenue, j'ai recommencé à chanter. Le public chantait avec moi, Serge, qui était là, dans l'ombre, a grimpé sur scène. C'était un extraordinaire accident. »

« En juillet 1992, vous avez donné un ultime concert aux Francofolies de La Rochelle, en disant : « Avant, j'avais quelqu'un à épater, plus maintenant. » Était-ce de vrais adieux ? »

« C'est arrivé d'une autre manière. Tout le monde m'a demandé si j'allais continuer un show. Non, bien sûr. Il y avait une pause de quatre mois entre un concert au Japon et les Francofolies. Je venais de tourner mon téléfilm, *Oh ! Pardon je dors...* (le *Musée Radio-Télévision* a daté 29-30 novembre 1992). La douleur revenait. Je me suis dit que je devais arrêter. Puis j'ai pensé que c'était peut-être idiot de me priver pour toujours de ce moyen d'expression qui, finalement, m'a libérée de la pesanteur, qui ressemble à un état de grâce. Moi, je voulais être ballerine, je ressens dans les danseurs un rapport d'apesanteur à la sexualité, quelque chose de troublant, de violent, de pervers jusqu'à l'attirance vers la mort dans je ne sais pas l'équivalent que dans la chanson. »

« Pourriez-vous pourriez-vous à la comédie musicale, un genre que les Français n'aiment pas beaucoup, sauf Kurt Weill, qui fait partie de la tradition européenne des cabarets, de Berlin, de la dernière guerre. Serge m'a toujours dit de jouer du Kurt Weill. Il y a *A Little Night Music*, de Sondheim, que ma mère adorait, comédie musicale qui n'est jamais jouée en France... »

« Vous l'avez jouée en 1993 ? »

« Je ne sais pas. J'ai adoré réaliser un film, derrière, le manipuler. Mais quand on est en larmes, comme je le suis maintenant - ce qui n'est pas mauvais en soi, ça provoque des hésitations, des questionnements incessants sur ce qu'il faut faire ou pas, - on attend. Que quelqu'un vienne vous proposer de vous aventurer ailleurs. J'aimerais tellement ne pas être moi, en ce moment ! »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE

* Intégrale Jane Birkin, un coffret à quatre disques. Phonogram.



« J'ai commencé à chanter en toute liberté quand je suis montée sur une scène. »

ANGELIN PRELJOCAJ
au Théâtre de la Ville

DANSE

PRENDRE ET DONNER DU PLAISIR

A lui les prix et les honneurs pour l'année qui s'achève. Ça marche pour Angelin Preljocaj, entré en chorégraphie depuis dix ans. Il le dit lui-même : « Je suis un homme heureux ! » Aujourd'hui au Théâtre de la Ville avec « La Peau du monde », pièce créée cet été à Châteauneuf, demain à l'Opéra Garnier pour une soirée dite « Ballets russes », au cours de laquelle il osera mettre pas ceux de Diaghilev et de Nijinski. Pas moins ! Une ascension rapide, forcément controversée, avec son lot d'admirateurs, nombreux, et d'ennemis fervents. Le chorégraphe laisse passer les orages. Mais sa véhémence et l'étroitesse du milieu chorégraphique grande et forte.

PRIX de Bagnolet, Prix de la Société des auteurs, Grand Prix national de la danse pour l'année 1992, Grand Prix international de révélation pour *Un trait d'union*, film basé sur son œuvre chorégraphique, de l'ordre des arts et lettres : tout ça pour Angelin Preljocaj, âgé de trente-cinq ans. Nommé artiste associé au Théâtre national de la danse et de l'image, à Châteauneuf, il va quitter son Centre chorégraphique national de Champigny, dans la banlieue de Paris qui l'a vu grandir.

Œuvres personnelles, relectures de ballets célèbres : Angelin Preljocaj, ancien et superbe danseur de la compagnie de Dominique Bagouet, a ouvert, depuis 1983, le champ de la danse contemporaine avec ses chorégraphies qui ont qu'apparente. Car il faut du courage et un esprit peu banal pour avoir le décalé et l'audace de donner sa propre version d'œuvres rangées au panthéon chorégraphique : *Les Noces* (1983), ballet de Bronislava Nijinska, il s'approprie *Parade* (1917, chorégraphie de Diaghilev) et *Le Spectre de la Rose* (1911, chorégraphie de Fokine), œuvres tout à fait différentes au nom de Nijinski et de Diaghilev, œuvres ayant toutes été déclinées, à leur création, de sacrés - et salutaires - scandales.

Sacrilège pour certains, inconscient prétentieux pour d'autres, voire chorégraphe gérant sa carrière selon les lois du marketing culturel, Angelin Preljocaj compte sur son travail pour répondre aux esprits chagrins : *Noces* (1989) fut une perle. La version, riche de l'atavisme balkanique du chorégraphe - sa famille est d'origine albanaise, - est un jeu d'amour irrespectueux envers la partition de Stravinsky : « Je me suis attelé à la partition comme un fou, je la lisais jusque dans le métré. Incroyable magma chaotique, écrit, structuré ! » On se rappelle le ballet de Juliette chorégraphié, dans la foulée, pour le Lyon Opera Ballet dans des décors et des costumes d'Enki Bilal (le ballet du 17 décembre 1990).

Angelin Preljocaj n'en a pas moins débuté en développant ses propres thèmes bizarres et étranges : héros morts pour la patrie (*A nos héros*, 1986), *Jeune fille d'Arc* (la mort de Hallali Romée, 1987), la mort de l'érotisme (*Liqueurs de chair*, 1988). Des chorégraphies ayant en commun la nostalgie du bonheur et de la grandeur. Rien d'étonnant que, soudain, il ait envie de se mesurer à ceux, chorégraphes et compositeurs, qui ont inscrit leurs noms dans l'histoire. De préférence ceux qui, à l'image de sa famille, viennent de l'est de l'Europe. Il sait que sa démarche est critiquée, vécue comme une régression par les « militants » de la danse contemporaine. Cette démarche pour lui vitale. Comme l'écrit Ismail Kadare : « Angelin Preljocaj est né et a grandi dans un pays démocratique. Et pourtant l'ombre de la dictature lui pèse sur le dos. De bonne heure, il a compris que beaucoup de choses qui lui sont propres ne peuvent s'expliquer qu'avec les secours des zones lointaines qui plongent les hommes dans l'ombre de leur origine. C'est une dette d'annexe, une espèce d'oreille qui lui fait signe de loin, qui appelle, sanglote, réclame (1). »

L'œuvre, jeune, d'Angelin Preljocaj est sombre, inquiète. Cet homme qui croit au passé pour expliquer le présent et conjurer l'avenir n'a pas peur



« Liqueurs de chair », 1988. Sara Denizot et Stefan Singer.

de dire ce qu'il pense. Que sa vérité soit faite à travers quelques repères d'un parcours qui est une profession de foi. Pour lui.

Style. - « On me reproche de ne pas en avoir. Ça tombe bien : je ne veux pas en avoir. Chaque proposition, chaque contenu engendre la forme. Je ne vais pas écrire sur le cirque pour *Parade* comme je l'ai fait sur Jeanne d'Arc. Si j'ai un style, c'est celui de ma personnalité. On peut penser que je batifole ? Je fais ce que je veux. J'essaie à chaque fois de défricher un univers, et de trouver une nouvelle grammaire. On me reproche mon mélange du ballet classique ? *Parade* est une œuvre qui n'importe que Shakespeare, personne ne s'interroge sur la validité de sa démarche. Si on accepte le répertoire avec l'idée d'aller ailleurs, on l'accepte. Il n'y a pas quarante mille thèmes. Dans l'histoire de l'art, on rabâche toujours la même chose. Seule la forme diffère. L'humain est inchangé. Une histoire d'amour est une histoire d'amour. »

Corps. - « J'ai une confiance totale dans le corps. Il offre beaucoup plus de possibilités que les mots. Il danse vraiment, c'est peut-être cela qui gêne un certain public. Les gens aiment la danse, voir des corps qui bougent débarrassés du pathos théâtral ou vidéasteux, et de toute autre bécquille. Je ne déguise pas la danse, je l'aiguise, dans la mesure où - pour l'instant - je m'interdis toute intrusion du corps ou des images dans mon travail. »

Commande. - « Je travaille sur commande. Cela aussi déplaît. Tout ce qui est commandé est *à la mode* et *à la mode* pour le Lyon Opera Ballet. Aujourd'hui, je reçois une proposition du Festival RomaEuropa : il s'agit d'une création pour Sylvie Guillem et Laurent Hilaire. Devrais-je refuser sous prétexte qu'ils sont parmi les meilleurs danseurs du monde ? J'ai accepté avec joie. On peut penser que la commande prochaine à l'Opéra de Paris sera le summum d'une opération marketing bien conduite : c'est seulement la *mode* de ma part de trouver une adéquation entre ma création et le lieu où je danse. J'avais déjà créé *Noces*, il me semblait légitime de continuer à creuser le thème des Ballets russes, avec *Parade* et le *Spectre de la Rose*. »

Mécénat. - « Paribas me donne 400 000 F par an. Mon contrat est de 10 ans. Cette relation me stimule. Les gens de la fondation sont derrière moi avec délicatesse : ce n'est en rien « *Cocoricò, Paribas* ». Ça argent permet de boucler des budgets ultra-serrés : mon Centre chorégraphique est le plus pauvre de

France. La ville et la région ne sont pas riches, malgré leurs efforts permanents : mon budget est de 11 millions de francs. Toutefois, comme la compagnie tourne et vit, mes danseurs sont payés environ 12 000 francs, 13 000 francs par mois. Moi-même, je reçois 20 000 francs. »

Parade. - « Tout comme *Noces*, je n'aurais pas vu ce ballet avant d'y travailler. J'en connais les décors et costumes de Picasso, l'argument de Cocteau. Après avoir consulté les nombreux peintres dont Robert Combas, Miguel Barcelo, tous ont refusé : l'ombre de Picasso effraie. Pour accepter, il fallait être japonais : Aki Kuroda a relevé le défi. Et Hervé Pierre, ex-styliste de Balmain, fera les costumes. Je ne m'occupe pas de l'argument, que je trouve débile. Je garde le cirque : tous mes danseurs sont inscrits chez Annie Fratellini. Pas pour faire de l'acrobatie, mais pour ouvrir leur œil, pour le chapiteau, pour les odeurs. »

Trois éléments m'importent : la musique de Satie, la peinture de Kuroda et la gestuelle qui va naître du cirque, la danse en un mot. »

Le Spectre de la Rose. - « Oui, bien sûr, Nijinski et le fameux bond final ! J'ai vu danser ce ballet à l'Opéra par Jean-Yves Lormeau et Monique Loduères. Ce qui m'intéresse dans cette histoire, c'est le rêve : j'aime cette jeune fille endormie après le bal, une rose à la main, qui a le fantôme d'un homme. Tout est si mot masqué. C'est érotique et moderne, très psychanalytique. Non, je ne vais pas conserver les roses du costume ! C'est Jana Sterbak, artiste d'origine tchèque, vivant à Montréal, qui va intervenir : j'ai été impressionné par *Vanitas, robe de chair pour albinos anorexiques*, une sculpture-installation réalisée avec des tranches de viande. Je l'ai vu au cours de l'exposition *Désordres I*, au Musée du Jeu de Paume. C'est dégoûtant et très intéressant. J'aime sa force. »

Classique/contemporain. - « Le contemporain, c'est ce qui se fait maintenant par des gens vivants. Jérôme Robbins est contemporain, même si sa facture est d'origine classique, au même titre qu'un Cunningham que j'admire. J'aime les pièces belles et émouvantes. Tout ce qui tient debout. Robbins, Cunningham : on a encore des leçons à prendre auprès d'artistes de cette taille. Dans mon travail, je ne me pose pas la question : j'emploie juste le mouvement dont j'ai besoin. Dans *Roméo et Juliette*, il y avait bien quelques tours en l'air, mais il était difficile de faire un finale plus contemporain : la relation entre le poids

du corps mort de Juliette et celui du corps vivant de Roméo. Une opposition entre corps tonique et corps relâché. Juliette est morte, impossible de continuer à faire des jets et des battements comme si de rien n'était. La relecture du ballet narratif classique pose au chorégraphe contemporain des questions essentielles et passionnantes. »

Répertoire contemporain. - « Depuis des années, je milite pour avoir une compagnie fixe et la possibilité de remonter mes ballets. Tout ce dandysme sur l'éphémérité de la danse m'exaspère. La chorégraphie me passionne, c'est-à-dire l'écriture de la chorégraphie. Je crie haut et fort qu'il faut tout noter, et je me bats pour cela, car je suis sûr qu'on peut noter la danse comme la musique. Je quitte Champigny, ma compagnie, pour le Théâtre national de la danse et de l'image, à Châteauneuf : j'y suis artiste-associé, avec droit de regard sur la programmation du lieu et du festival qui s'y déroule : la notation des œuvres sera une de mes priorités. Je le répète : il faut tout noter, car même les mauvaises choses portent en elles l'esquisse de ce qui sera peut-être sublime. En peinture, on vend le moindre croquis de Klimt ou de Picasso. Respectons le travail de la danse : la pièce est le point d'appui de la suivante. Je ne suis pas conservateur : mais aujourd'hui il faut garder pour avancer. »

Méthode. - « J'ai l'impression de faire un métier simple qui appartient à l'artisanat. J'essaie de ne pas regarder derrière moi. Ça va, ça va, ça avance. Je travaille beaucoup, même quand je n'ai pas d'inspiration. Le travail est ma source d'inspiration. Il faut user la matière pour qu'elle prenne forme. »

Milieu chorégraphique. - « Les histoires du milieu chorégraphique sont des querelles de fratrie. Dès que quelqu'un s'écarte, il déçoit dans la vie, il fait le scandale. Philippe Decouflé s'amuse comme un fou quand il crée : il a toujours été décrié, moins depuis son triomphe d'Alberville, il est vrai ! Ce milieu est incapable de prendre du plaisir là où il y en a. Je suis ouvert au monde. Quand je reviens de Moscou, Roumanie, quand je vois comment vivent les gens, quand j'observe cette « euphorie du désastre », pour reprendre l'expression d'un écrivain roumain, je trouve nos dissensions ridicules. Regardez la ville de bouilliers autour de Jean-Claude Gallotta, que j'adore : dès qu'on atteint la popularité en travaillant sur la notion de populaire, le milieu réagit. »

C'est intéressant à analyser : Gallotta augmente son audience, son public. Depuis des années, il fait un travail énorme au service de la danse. Il est absurde qu'il soit descendu par ceux qui disent aimer la danse. Dès qu'on atteint une certaine popularité, on est poignardé dans le dos. Je me demande ma dernière création, *La Peau du monde*, inspirée par le désert et la survie, va être accueillie au Théâtre de la Ville. »

Chorégraphes favoris. - « Merce Cunningham, Anne-Teresa de Keersmaeker, je ferai tout mon possible pour qu'ils soient programmés au Festival de Châteauneuf. Anne-Teresa a une des démarches les plus saines qui soient. Sa conception de la musique et de la danse n'est pas éloignée de la mienne. Serai-je prêt à ouvrir ma compagnie à d'autres chorégraphes ? Pourquoi pas ? Régine Chopinot vient de donner l'exemple en invitant l'Anglais Richard Alston à chorégraphier pour ses danseurs. Il faut voir l'usage. Mais il y a aussi le plaisir de donner un ballet à une autre compagnie : quand la Batseva danse *Noces* en Israël, je suis heureux. Elle a monté le ballet à partir de la notation, seule l'interprétation change. Il faut faire vivre le répertoire contemporain. La mort de Dominique Bagouet m'a fauché : qu'advient-il de son répertoire ? »

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Angelin Preljocaj, de Roman Polanski, Jean Bollack, Ismail Kadare, Brigitte Paulino-Nesio, Armand Colin, mars 1992.

* *La Peau du monde*, Théâtre de la Ville, du 8 au 9 et les 11 et 12, à 20 h 30. Tél : 48-87-54-42. Soirée Ballets russes à l'Opéra Garnier, du 5 au 8 avril, 19 h 30. Tél : 47-42-53-71.

Sélection
Paris

entrées à Paris

ÉCONOMIE

BILLET

L'automobile et l'huile japonaise

Le constructeur de Renault a travaillé à la fin de l'année 1992. La firme au losange a toujours autant mal à vendre ses automobiles au Japon. Elle a même dû réduire ses ventes de 100 000 unités par le quotidien Nihon Keizai, les ventes du constructeur français ont son importateur nippon, venant après les difficultés similaires rencontrées par Peugeot l'été dernier, viennent opportunément rappeler les difficultés rencontrées par les constructeurs français sur un marché solidement verrouillé. Alors que les « transplants » japonais en Grande-Bretagne ou en Espagne dévalent des centaines de milliers d'unités sur l'Europe, que la petite Nissan Micra a été vendue en France par un jury européen, Renault PSA Peugeot-Citroën n'ont vendu, du janvier à octobre, que 12 000 véhicules au pays du Soleil-Levant. Un quart de l'année que pendant les dix premiers mois de 1991.

Certes, les Français n'ont pas baillé jusqu'à leur approche du marché nippon, trop occupés sans doute par leur développement en Europe. Les Allemands - VW notamment, qui ont une bonne affaire en s'emparant du distributeur de Renault - font beaucoup mieux, avec plus de 88 000 véhicules vendus en dix mois. Et les constructeurs américains, qui ont bénéficié d'un mémorable voyage promotionnel du président George Bush à Tokyo, ont même réalisé une jolie performance avec 28 700 véhicules vendus (+17 %).

Mais, globalement, c'est surtout en ce qui a trait à la concurrence comme l'Europe ou les États-Unis, les constructeurs étrangers n'ont pas profité au Japon de la mauvaise saison - réelle, même s'il ne faut pas en exagérer la portée - rencontrée par les constructeurs nippons. Sur les dix premiers mois de 1992, en effet, les importations de véhicules étrangers dans l'archipel ont baissé plus fortement que les immatriculations de véhicules japonais : - 8,5 % contre - 1 %. Comment, dans ces conditions, ne pas donner quelque intérêt au constructeur japonais ?

Mais un fonctionnaire japonais a dit : « Ici, le pays, d'autres... » C'est une injure, dit-il en substance. L'archipel a-t-il une loi juridique et, finalement, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe donne tort au ministre en juin 1991. Le gouvernement allemand est sommé de réintroduire une imposition et un sys-

PIERRE-ANGEL GAY

L'augmentation du travail à temps partiel s'est accélérée en 1992

Selon une étude de l'INSEE

En dix ans, le nombre de salariés travaillant à temps partiel a augmenté de 1,5 million. Une analyse publiée le 30 décembre par l'INSEE (INSEE Première, n° 237, décembre 1992). Ils étaient moins de 1 million en 1982, ils sont 2,5 millions en 1992, dont 1,5 de femmes. L'augmentation, le retard par rapport à d'autres pays étrangers se comble (voir tableau ci-contre).

Mais cette hausse dissimule aussi une évolution préoccupante : le travail à temps partiel, qui répond aux emplois peu qualifiés, se développe au détriment de l'emploi à temps complet, et la croissance peut être attribuée à une gestion plus flexible de la main-d'œuvre. On estime qu'en dix ans, dans l'ensemble des secteurs, les ouvriers et les employés ont perdu 400 000 postes (plus de 1,1 million supprimés par l'industrie et l'agriculture, 750 000 par le tertiaire). Or, ceux disparus dans l'industrie étaient exclusivement à temps complet et représentent un volume de travail deux fois supérieur à celui d'un temps partiel dans les services. Le calcul, effectué sur le nombre total d'heures et non de postes, est encore plus inquiétant : le recul des emplois d'ouvriers et d'employés pendant cette période s'élève à l'équivalent de 800 000 emplois à temps plein.

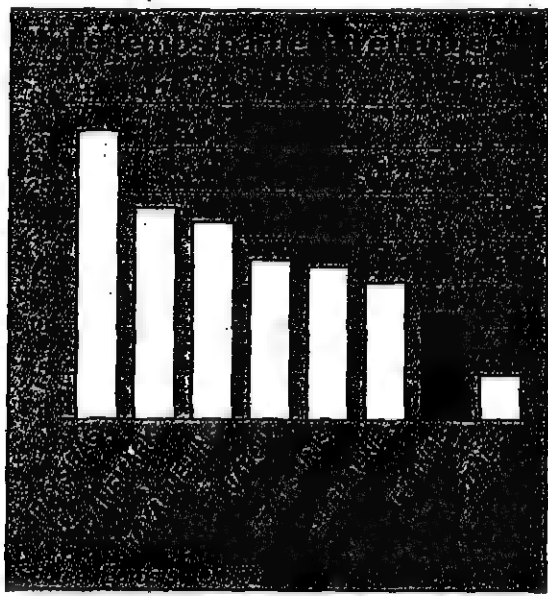
Une variable d'ajustement

Dans les secteurs où il n'est particulièrement répandu, le travail à temps partiel est devenu une variable d'ajustement. Plus de 80 % des 800 000 postes nettes d'emplois à temps partiel concernent les ouvriers et les employés et atteignent 83 % dans le tertiaire. Dans les métiers du nettoyage,

80 % des créations nettes d'emplois ont été à temps partiel (100 000 postes). Il en va de même dans l'hôtellerie et la restauration pour 63 % des créations nettes d'emplois supplémentaires (100 000 postes) et dans le commerce où le succès des grandes surfaces a fait

l'enseignement et le travail social, déjà marqués à temps réduit, les deux quarts des nouveaux postes ont été pourvus depuis dix ans avec le même statut.

Aussi les taux de travail à temps partiel sont-ils particulièrement élevés dans certaines professions :



le temps partiel. Pour les caissières, les 22 000 postes supplémentaires proviennent de 10 000 emplois nouveaux à temps partiel et de 12 000 suppressions d'emplois à temps complet.

Les banques et les assurances ne sont pas épargnées par le phénomène, puisque 80 % des 11 000 postes créés sur quinquante sont à temps partiel. Dans les métiers d'entretien de la santé,

53 % pour les agents de nettoyage, 30 % pour les serveurs de restaurants et de café, les employés de cantine, les agents de service des écoles ou les femmes de salle des hôpitaux, 45 % pour les infirmières et les employés de libre-service, 20 % des emplois dans le tertiaire des agents de nettoyage de la fonction publique.

A. L.

Les « touristes bancaires » du Luxembourg

Suite de la première page

Vieille histoire. En 1987, le ministre des finances, Gerhard Stoltenberg, met fin au régime trop permissif de taxation des revenus du capital en Allemagne. Les banques ne sont pas épargnées, en effet, de communiquer les noms de leurs clients, à l'exception de la France. L'épargnant s'en tient - quand il le veut bien - à une simple déclaration que le fisc n'a aucun moyen de vérifier. Du coup, on estime que 80 % des contribuables allemands.

Le ministre, qui a besoin de fonds pour son budget et qui suit les directives européennes d'harmonisation en la matière, décide d'introduire le 1^{er} janvier 1989 une taxe de 10 % prélevée à la source auprès des banques. Un abattement de 600 DM est autorisé par personne à charge. Les contribuables allemands comme les Allemands.

Une longue procédure

Le projet provoque une fuite considérable de capitaux, que l'on estime à 100 milliards de deutschemarks dans les premiers mois de 1989. La Bundesbank réduit un affaiblissement du mark. En avril, le nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel, fait marche arrière. Il annule la taxation, en dépit des pressions européennes.

Mais un fonctionnaire allemand a dit : « Ici, le pays, d'autres... » C'est une injure, dit-il en substance. L'archipel a-t-il une loi juridique et, finalement, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe donne tort au ministre en juin 1991. Le gouvernement allemand est sommé de réintroduire une imposition et un sys-

tème de contrôle, avant le 1^{er} janvier 1993. Le régime est relancé.

En novembre 1991, un nouveau projet est élaboré. La taxe passe à 25 %, mais en échange l'abattement passe à 600 DM par personne. Le ministre des finances estime que 80 % des foyers seront concernés. Par compensation pour les plus riches, l'abattement sur l'impôt sur la fortune (qui était aussi en Allemagne) passe de 10 000 à 100 000 marks et un nouvel abattement de 100 000 marks est introduit pour les contribuables allemands.

La Bundesbank, qui représente le Lander et où les spécialistes des monnaies sont majoritaires, s'y oppose. Il s'agit d'une longue procédure de conciliation avec la démocratie allemande. Enfin, en juillet 1992, un compromis est trouvé. L'accroissement de l'impôt sur l'impôt sur la fortune est supprimé, la taxe sur l'épargne passe à 30 %, payée directement par la banque mais sous le nom de l'anonymat.

Celle-ci sera en fait une somme globale pour l'ensemble des clients, donner à la banque un compte par client, sauf en cas de précomptation de fraude. La taxe sera de 6 000 DM par personne. La recette estimée pour le budget est de 2,9 milliards pour 1993, mais de 3 milliards environ pour les années suivantes. Pour annuler la Bundesbank, M. Waigel a dû céder le projet de 1994 à de l'IVS aux Lander.

Publicité incivique

Apparemment les précautions prises n'ont pas suffi à tranquilliser les épargnants allemands. Le tourisme bancaire vers des pays où le régime fiscal est meilleur a repris. Parfois sans raison, puisqu'on a vu des contribuables de sommes qui sont inférieures aux sommes de dégrèvement. Mais n'est jamais trop prudent : une législation peut en un instant devenir plus restrictive. On dit - mais il n'y a bien sûr aucun moyen de vérifier - que les gros épargnants transfèrent leur argent en Suisse, les moyens au Luxembourg, les petits en Autriche. Chacun à son style.

En fait, le lieu de prédilection semble être le Grand-Duché, où les banques locales, rejointes par les banques allemandes, ont créé plus d'un million de fonds de pla-

cement de tous types pour séduire les épargnants. N'ayant pas sur place de contraintes de réserves obligatoires, les établissements peuvent servir une rémunération d'un quart ou d'un demi-point d'intérêt supplémentaire. Les banques allemandes s'en vantent avec orgueil auprès de leurs clients.

Cette publicité par trop incivique a été dénoncée par M. Waigel, mais les banques l'assument pleinement, au nom de la liberté de circulation des capitaux en Europe. Les transferts sont en effet tout à fait légaux, puisque cette liberté de circulation a été acquise depuis le 1^{er} juillet 1992. La déclaration de revenu est, elle, illégale, mais elle n'est pas le son des banques.

Combien de millions de marks passent-ils ainsi des frontières au vu et au su de tous, dans de petites mallettes ? Il est difficile de le savoir. M. Gaudum, de la Bundesbank, a estimé le chiffre de 30 milliards de marks depuis le début de cette année. Estimation qui n'est que le solde des placements dans les certificats d'investissements étrangers calculé par ses services (9,7 milliards de mai à juillet, 18 milliards d'août à octobre).

Un moindre mal

En réalité, le mouvement s'est gâté comparable à celui de 1989. Car les conséquences sont aujourd'hui inciviles. Sans doute, il y a eu un important manque à gagner. Mais il se trouve qu'une « quantité considérable » de l'argent parti, selon la Bundesbank, revient sur les marchés financiers allemands. Les épargnants allemands, en effet, veulent conserver leurs fonds libérés en bon mark bien sûr, mais ils refusent d'investir dans les obligations allemandes. Les fonds récoltés reviennent donc se placer en obligations allemandes, emprunts d'État parmi lesquels on trouve, en premier lieu, les obligations du Trésor. M. Waigel ne perd pas.

Contrairement à 1989, les non-résidents, qui ne sont pas les plus concernés, ont laissé leurs fonds en Allemagne. Et la Bundesbank relève que les étrangers n'ont jamais été attirés par les placements en Allemagne, ni ils jouissent de taux élevés et de la stabilité du mark. Le solde net des transferts de capitaux a long terme a donné un bénéfice de 30 milliards de deutschemarks entre août et octobre : un record.

La Bundesbank n'est de fait que modestement inquiète du tourisme bancaire dont l'importance macroéconomique semble réduite. Toutefois, les allers et retours

D'après une étude de la Commission bancaire

Les établissements de crédit ont accru leurs provisions pour risques

Après avoir réclamé sans grand succès auprès des pouvoirs publics des mesures pour faire face à la crise de l'immobilier, les banquiers viennent de recevoir le renfort inattendu de la Commission bancaire. Dans une étude sur les résultats des établissements de crédit en 1991 pendant la première partie de l'année 1992, elle insiste sur l'explosion des provisions ; la suite d'une « rupture entre la décennie 80, marquée par la montée, puis la maîtrise des risques, et la décennie 90, caractérisée par l'accroissement des risques commerciaux et de marché ».

La mesure des risques, qui se faisait déjà en 1991 pour les établissements de crédit français, a été confirmée et même approfondie au cours des premiers mois de 1992. Les résultats arrêtés au 30 juin 1992 ont ainsi permis d'affirmer que la dégradation de la qualité des actifs. L'accroissement des risques de crédit a notamment débouché sur une explosion des provisions. Elles ont augmenté de 75,4 % des arrêts des comptes intermédiaires. Une pratique nouvelle, révélatrice de la prudence des établissements. Car d'ordinaire « les provisions d'exploitation sont calculées principalement en fin d'exercice », indique la Commission bancaire.

Du coup, le montant global des établissements français a reculé de 10,5 %, au premier semestre, alors qu'il avait augmenté de 3,7 % pour la première partie de l'année 1991. Une évolu-

tion encore plus nette si on détaille les catégories juridiques : les banques ont enregistré une chute de 28,6 % de leurs profits, alors que les établissements mutualistes ou coopératifs voient leurs profits s'accroître de 4,1 %.

La situation était loin d'être dégradée en 1991. Le montant global avait alors progressé de 15,7 % par rapport à 1990. Une amélioration majeure en grande partie par le fait que l'exercice 1991 avait été particulièrement mauvais et qu'il succédait à une année 1990 également mauvaise. De fait, « les résultats n'avaient augmenté qu'à la fin 1991 en France, contre de 5 % par rapport à ceux de 1988 ».

Les difficultés touchent pas seulement les établissements de crédit français. Ils sont dans l'ensemble dans une situation bien plus enviable que leurs homologues américains ou japonais. M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, estimait, le 14 décembre, que le système bancaire français « n'est pas menacé dans ses fondements » par la crise de l'immobilier. « La plupart des établissements spécialisés dans le financement des professionnels de l'immobilier ont des actifs à des niveaux élevés de banque ou d'assurances, qui aujourd'hui ne sont pas de la recapitalisation », avait-il ajouté.

ERIC LE BOUCHER

E. L.

Un marché de plus de 16 milliards de francs avec McDonnell Douglas

Premier grand contrat pour IBM dans les services informatiques

Une affaire de 3 milliards de dollars, un peu plus de 16 milliards de francs : IBM vient de remporter son premier grand succès sur le marché en plein développement de l'outsourcing, c'est-à-dire la gestion informatique d'une entreprise cliente.

Le constructeur aéronautique américain McDonnell Douglas va lui confier le point et la maintenance de ses systèmes d'information et de télécommunications pour une période de dix ans. Des gros ordinateurs aux micros, en passant par les réseaux de travail et des liaisons téléphoniques

à la transmission d'images et de données.

L'affaire a été enlevée par Integrated Systems Solutions Corp. (ISSC), filiale spécialisée de « Big Blue », face à plusieurs concurrents, parmi lesquels EDS contrôlée par General Motors. L'opération va donner de nouvelles références à IBM, qui, face à l'érosion de ses parts de marché dans la vente de matériel, a décidé de porter ses efforts sur les services informatiques. Les 1 450 salariés de la direction informatique de McDonnell Douglas devraient se voir offrir un nouvel emploi au sein d'IBM.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

Conjoncture : forte hausse de l'indice de confiance. - L'indice de confiance des consommateurs américains, calculé chaque mois par la Conference Board, a de nouveau fortement progressé en décembre. Calculé sur la base 100 en 1985, il a gagné 14 points en un mois, s'établissant à 78,5 contre 65,8 en novembre. L'indice de confiance retrouve ainsi son plus haut niveau depuis avril 1991, époque où l'activité économique était repartie une première fois après la récession du deuxième semestre 1990 et du premier trimestre 1991. En novembre, l'indice de confiance avait déjà progressé de 11 points par rapport à octobre.

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 DÉCEMBRE

Cours relevés à 11 h 15

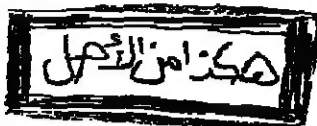
Règlement mensuel																			
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
5080	C.A.E. S.S.	5130	5130		5130	5130				5130	5130				5130	5130			
825	B.N.P. T.P.	824	825	+ 0.12	824	825				824	825				824	825			
1114	Lyons T.P.	820	824	+ 0.48	820	824				820	824				820	824			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1640		1640	1640				1640	1640				1640	1640			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850	Reusse Tour. T.P.	1640	1710	+ 0.70	1640	1710				1640	1710				1640	1710			
1850																			

COMPTANT (sélection)**SICAV** *Investment*

29/12

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net			
Obligations						Etrangères																	
Emp. Etat 9,75 % 78	90 70	4 80	C.I.T.A.R. (B)	350	805	Promodis (C)	381	...	Action	201 28	195 68	France	448 12	435 07	Pena Crosscom	22004 82	22051 84	...	...		
10,00% 79/84	301 40	3 48	Com Lyden Almond	3350	...	Reclatronics	171	136	Assomacoste C.	30067 27	30047 27	France Paris	100 23	97 21	Pena Crosscom	60570 70	60570 70	...	...		
Emp. Etat 13,45 % 83	103 79	0 39	Com Lyden Almond	280	291 20	Rouge	110	...	Assomacoste D.	30047 27	30047 27	France Angoulême	...	...	Prévalon Odyg	11180 97	11180 97	...	...		
Emp. Etat 12,25 % 84	100	10 15	Com Lyden Almond	474	460	SAJEF	630	...	Ampelcom	7888 10	7884 53	France Angoulême	37 16	37 16	Prévalon Odyg	11171 21	11171 21	...	...		
10,25% sans int.	105 40	8 24	Com Lyden Almond	...	...	SAJEF	630	...	Ampelcom	1183 10	1182 10	France Angoulême	34 96	34 96	Prévalon Odyg	31082 76	31082 76	...	...		
OAT 10% 5/2000	...	5 80	Com Lyden Almond	340	...	SAJEF Alcan	300	...	Ampelcom	431 40	411 12	France Angoulême	240 90	240 90	Prévalon Odyg	984 87	984 87	...	...		
OAT 9,9% 12/1987	107 85	5 87	Com Lyden Almond	613	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	1081 25	1049 78	France Angoulême	188 05	188 05	Prévalon Odyg	134 96	134 96	...	...		
PTT 11,25 % 85	106 30	0 38	Com Lyden Almond	1800	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	1743 47	1708 28	France Angoulême	1238 96	1238 96	Prévalon Odyg	720 03	720 03	...	...		
CFR 10,25% 85	100 80	10 15	Com Lyden Almond	573	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	1806 16	1708 28	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	162 95	162 95	...	...		
CFR 10,25% 85	100 80	10 15	Com Lyden Almond	3079	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	8406 15	8406 15	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	5373 37	5373 37	...	...		
CNA 10 % 1979	101 25	7 74	Com Lyden Almond	256	263 20	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	923 77	886 06	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1172 40	1172 40	...	...		
CNA 80% 5000F	98 80	4 24	Com Lyden Almond	3800	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	700 04	737 90	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	981 12	981 12	...	...		
CNA 5000F	97 30	4 24	Com Lyden Almond	380	372	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	125 36	124 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1185 50	1185 50	...	...		
CNA 1982 5000F	98 30	5 82	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	108 07	106 09	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	716 07	716 07	...	...		
CNA 9 % 85	110	...	Com Lyden Almond	475	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	118 83	116 37	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	585 56	585 56	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	659 12	659 12	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	15789 09	15789 09	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	148 36	143 94	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	1053 16	1053 16	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...	SAJEF Alcan	340	...	Ampelcom	122 30	118 74	France Angoulême	1092 17	1092 17	Prévalon Odyg	12659 33	12659 33	...	...		
CNA 10,25% 85	104 10	10 15	Com Lyden Almond	318	...																		

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché contrain



CARNET DU Monde

Naissances

Jacques et Elisabeth ROZE des ORDONS
ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-enfant
Arthur
fil de
Violaine ROZE des ORDONS
et de
Olivier FROUIN
25, rue Chamberlin,
91600 Savigny.
4, avenue Nord-de-Balzan,
91600 Savigny.

Décès

M. et M^{me} Jacques Arizoli,
M. et M^{me} Pierre Arizoli
et leurs enfants,
M. et M^{me} Max Mattoli
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Georges Maire,
sa sœur,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques ARIZOLI
survenu le 29 décembre 1992, à Saint-Quentin-sur-Sioule.

Les obsèques seront célébrées en l'église d'Ebruit le jeudi 31 décembre, à 11 heures.

Château de Saint-Quentin-sur-Sioule.
63440 Saint-Pardoux.
1, rue du Golf,
03200 Vichy.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M. et M^{me} André Blanc,
son épouse,
M. et M^{me} Luc Dutilleul,
M. et M^{me} Pierre Maurizot,
M. et M^{me} Patrick Blanc,
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. André BLANC
survenu le 29 décembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean de Valence, le jeudi 31 décembre, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le Cyrano »,
4-6, avenue Jean-Moulin,
26500 Bourg-la-Valence.

M. et M^{me} Jean-Marie Boivin,
son épouse,
M. et M^{me} José-Marie Boivin,
Dominique Boivin,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Dieu du

docteur **Jean-Marie BOIVIN**,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien président du conseil régional
de l'ordre des médecins,
ancien maire de Saint-Avertin,

pieusement décédé à Tours, le
23 décembre 1992.

Marc-André Braus,
son épouse,
Les familles Noël, Cantier et Collet,
ont la douleur de faire part du décès de
Anne BRAUN
survenu à Paris le 24 décembre 1992.

Les obsèques auront lieu le
31 décembre, à Montjol (Aude).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean-Yves Mock,
The Friends of the Tate Gallery,
The Society of London Art Dealers,
La famille Gimpel,
M. Willy Rotzler,
M^{me} Rosalina Abreu,
sa gouvernante,
Et ses nombreux amis,
ont la tristesse d'annoncer la disparition de
Erica BRAUSEN,
fondatrice de la
Hanover Gallery Londres,
confondatrice de
Gimpel Hauer Galerie Zurich,
chevalier des Arts et des Lettres,

survenue le mercredi 16 décembre
1992, en son domicile, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

L'inhumation, selon ses volontés, a
eu lieu au cimetière de Saint-Maryle-
bone Est (Finchley) dans la plus stricte
intimité, après lecture des versets de
l'Éclésiaste 3 (1-8) et de saint Ma-
thieu 7 (1-4).

There is no death, only loss.

Erica Brausen, qui vient de
disparaître, fut une grande personnalité
des arts en Grande-Bretagne dans l'im-
médiate après-guerre et jusqu'à la fécun-
dité de la Hanover Gallery en 1973.
Peintures, sculptures, arts premiers,
ensembles de beaux dessins, chacune
des expositions qu'elle réalisait, sa
manière à elle de le faire, furent l'ex-
pression de son profond épanouisse-
ment de certitudes jamais dépassées
par la notion d'avant-garde. Elle con-
tribua par ses dons importants à enrichir
les collections de la Scottish National
Gallery of Modern Art, à Edinburgh, et
de la Tate Gallery, à Londres.

Le docteur Pierre Darsa,
Alexandre et Nicolas Darsa,
son fils
et ses petits-fils,
Ainsi que
M^{me} Evelyn Darsa
et ses enfants,
Le docteur Henry Darsa
et ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Robert DARSA,
née Henriette Capasso,
survenue à Paris le 27 décembre 1992,
dans sa quatre-vingt-troisième année.

On se réunira au cimetière parisien
de Pantin le jeudi 31 décembre, à
9 h 30.

5, rue Boudard,
92200 Neuilly.

Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Georges BRET,
survenu le 26 décembre 1992, à Sunny-
vale, California, États-Unis.

M^{me} Philippe Desjardins,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Les familles Desjardins, Lamy,
Chateau,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Philippe DESJARDINS,
survenu à Biarritz, le 23 décembre
1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Une cérémonie religieuse sera céle-
brée le samedi 9 janvier 1993, à
15 heures, en l'église Saint-Jean-
Baptiste de Grenelle, Paris-7.

M^{me} Henri Guitton,
son épouse,
M. et M^{me} Bernard Guitton,
M. et M^{me} Edouard Guitton,
Le Père Gérard Guitton, fran-
ciscain,
L'ingénieur en chef de l'armement
et M^{me} Jean-Paul Guitton,
ses enfants, ses petits-enfants, ses
arrière-petits-enfants,
font part du décès de Dieu de
M. Henri GUITTON,
commandeur de la Légion d'honneur,
membre de l'Institut,

survenu à Paris, le 28 décembre 1992,
dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 31 décembre, à 8 h 30, en la
chapelle des Soeurs Augustines, 29, rue
de la Santé, Paris-13^e, suivie de l'inhumation
au cimetière de Montaud, à
Saint-Etienne (Loire), à 16 heures.

Une messe sera dite ultérieurement
en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas,
Paris-5^e, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

5, rue des Foulaines,
75003 Paris.

(Lire page 22)

La famille Natsif,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André Jacques NATAF,
survenu à Paris-3^e, le 24 décembre
1992.

Selon la volonté du défunt, l'incin-
ération a eu lieu le 29 décembre, au cé-
mentaire du Père-Lachaise.

L'Eglise orthodoxe française,
Mgr Photios, évêque de Lyon,
Les Pères Philothée, Cyrille,
Nectaire, Timothée, Maxime,
Prophète, Antoine,
son épouse,
Irene, Stéphanie, Vasile, ses
enfants,
ont la douleur et la joie de faire part
de la mort dans la Seigneurie, sur-
venue le 25 décembre 1992, à Athènes,
de leur père, père et époux,
(†) Père Patrie RANSON
et de sa fille,
Phoébie,
dont l'attente de la réconciliation uni-
verselle et de la vie à venir dans le paradis
des délices.

Diocèse orthodoxe de France,
30, boulevard de Sébastopol,
75004 Paris.

Erratum

Dans l'avis concernant la famille
PAIRA-VERMEIL,
il fallait lire :
40, rue Foch,
67700 Saverne.
(Le Monde du 24 décembre.)

Avis de messe

A la mémoire de
André VIOTTE-DUCHARME,
décédé le 2 novembre 1992.

une messe sera célébrée le 4 janvier
1993, à 18 h 30, en l'église Saint-Pierre
de Montrouge, Paris-14^e.

Anniversaires

Il y a sept ans, le 31 décembre
1985,

Martine BLUM
nous quitte.

« Mets-moi comme un sceau sur ton
cœur »

Comme un sceau sur ton bras :
« L'amour est fort comme la mort »
L'ardeur, dure comme le Shélé.
Cant. des cant. 8,6.

Ses enfants,
Son ex-époux,
Sa famille.

Soutenances de thèses

Soutenance de thèse à Sup'Aéro
(spécialité : mécanique des fluides).
Stéphane Barre, le 6 janvier 1993, à
11 heures, salle d'accueil de Sup'Aéro,
10, avenue Edouard-Belin, 31035 Tou-
louse Cedex : « Action de la compres-
sibilité sur la structure des couches de
mélange turbulentes superposées ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du mercredi 30 décembre 1992 :

DES DÉCRETS

N° 92-1361 du 24 décembre
1992 fixe le taux de l'intérêt
légal pour l'année 1993 :

N° 92-1371 du 29 décembre
1992 portant fixation, à compter
du 1^{er} janvier 1993 et du 1^{er} juillet
1993, du plafond de la sécurité
sociale.

Verticalité
1. Narcotiques. - 2. Urliage.
Utre. - 3. Trétre. Ota. - 4. Ra. Ma.
Eise. - 5. la. I. Solman. - 6. Thon.
Robe. - 7. Mne. Gd. Pl. - 8. Vu.
Métré. - 9. Erine. Suer.

GUY BROUTY

MOTOCYCLISME

Suzuki VX 800 : élégante et robuste

La VX 800 est une curiosité
dans le gamme du constructeur
japonais Suzuki, qui s'est forgé
une réputation avec des engins au
caractère sportif, et dont les
modèles grand tourisme sont
connus pour le tempérament
exceptionnel de leur motorisation.

Cette machine simple à l'air
classique rappelle plutôt la pro-
duction d'un célèbre constructeur
américain. De dimensions
réduites, avec une hauteur de
selle de moins de 80 centimètres,
une ligne épurée autour d'un
radiateur et d'un réservoir très
étroits, affichant un poids raison-
nable, la Suzuki VX 800 paraît
très facile d'accès malgré une
cylindrée de 800 centimètres
cubes. En fait, le guidon large aux
volumineux contrepoids, et l'angle
de fourche prononcé peuvent
poser des problèmes en cir-
culation urbaine aux petits gabarits.

Malgré la coupe impressionnante
du gros cylindre en V, ce n'est
pas en ville que cette moto
affiche le plus ses qualités.

Extrapolation de la VS 750, un
« chopper » conçu pour les grands
espaces du marché américain, la
VX 800 est avant tout une excel-
lente routière. Sa puissance de 63
chevaux bien étalée jusqu'à
6 500 tours et la position de
conducteur engageant à plonger dans
les grandes courbes en cir-
culation. Une tenue de route
très saine, grâce au centre de
gravité assez bas, n'interdit pas
non plus d'attaquer les virages
avec fougue.

Invité à avaler les kilomètres,
le motard ne peut qu'apprécier la
simplicité de conception de cette
machine. La transmission par car-
dan se fait oublier et le freinage,
assuré par deux disques de
bonne taille, n'est jamais pris en
défaut. Le réservoir de 19 litres
permet des étapes de plus de
300 kilomètres sans s'inquiéter
de la prochaine station-service.

Les pneus de petite taille sont
économiques à remplacer, et l'en-
retien régulier se limite à la
vidange et au remplacement des
bougies.

On aurait mauvaise grâce de
regretter l'absence de certains
équipements sur une moto de
moins de 40 000 francs, mais les
qualités routières de la VX 800
mériteraient quelques amé-
nagements : le pilote apprécierait
un guidon plus étroit et un petit car-
nage pour sa protection, une selle
plus large pour son confort. Jus-
qu'à quel point peut-on se passer
de ces améliorations qui font
monter le prix des engins plus
sophistiqués à 50 %, sinon
100 % au-dessus de celui de la
VX 800 ? C'est tout le problème
des motos « basiques ». Elles ont
justement été lancées pour satis-
faire la demande des nouveaux
motards, rebutés par l'inflation
technologique autant que finan-
cière. Ce débat passera cepen-
dant au second plan à la belle
saison, quand la VX 800 offrira le
charme d'une ligne indéfinissable-
ment réussie.

CHRISTOPHE DE CHENAY
► Suzuki VX 800 : 39 100 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 31 DÉCEMBRE
Exposition : « Les Noces de Cézanne et
la peinture vénitienne », au Louvre,
11 heures, porte Jauréguir (P.-Y. Jas-
sié).

Exposition : « Sisley », à Orsay,
13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous
l'édifice (M.-C. Lasserre).

Exposition : « Rencontre des Améri-
ques », au Musée de l'homme,
13 h 30, dans l'annexe (C. Marie).

« Appartements royaux du Louvre
et vie quotidienne de la cour »,
14 h 30, sous la Pyramide, devant
l'auditorium (Connaissance de Paris).

« Le Marais juif. Petites synago-
gues », 14 h 30, métro Saint-Paul (Art
et histoire).

« Les plus célèbres chefs-d'œuvre
du Louvre, de l'Antiquité au dix-
neuvième siècle », 14 h 30, place du
Palais-Royal, devant les grilles du
Conseil d'Etat (Arts et culture).

« Hôtels et églises de l'île Saint-
Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-
Paul (Régénération du passé).

« Les inviolables, de la crypte des
gouverneurs, interdite au public, au
tombeau de Napoléon », 15 heures,
voies d'entrée, côté esplanade (Paris
et son histoire).

Avec Le Monde sur Minitel
**ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS**
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel
36.15 LE MONDE
Tapez 1 M P

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes
3^e arrdt
MARAIS
Se vendent 60 m² logg. + 2 sb.
révision parq. 2 ét. m.
Prix : 1 500 000 F.
Tél. : (1) 40-04-30-30.

4^e arrdt
AU CŒUR DU VILLAGE
ST-LOUIS-EN-ÎLE
Imm. XVII^e avec les avantages
d'une maison indép. superbe
dép. 82 m², bois, carrel.,
cuisine, AGN 48-54-55-56.
le soir à part, de 21 h et
week-end 42-40-35-84.

6^e arrdt
VUE S/LUXEMBOURG et
PARIS LOFT + terrasse, 200 m²
env. Style vie s'offre à ame-
nager. Ppté. 43-25-55-56.

appartements achats
CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8^e
recherche de tous types
beaux appart. de standing.
Prestige et grandes surfaces.
Évaluation gratuite sur demande.
42-22-00-30 - 42-58-50-54

maisons individuelles
Louis maison Le Christ-
sur-Loire, Nivernais, 2 H.
Pars. Nat. 7, gare S.N.C.F.
Maison, boiseries, commu-
nisme, jardin intérieur,
700 m² principales de 22 m²
+ 1 pos 30 m² étud. décor.
oyer 6 000 F/mois
Tél. : (1) 80-70-35-30

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 42-58-17-60

LE MONDE DES CARRIÈRES

IMPORTANT CABINET
D'AVOCATS-CONSEILS
RÉGION OUEST
cherche pour animer
son potentiel judiciaire
AVOCAT
DROIT DES AFFAIRES
DROIT SOCIAL
Salarié ou collaborateur
Ecrire journal sous réf. 8910
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Col. - 9^e - Ave.
75002 Paris. Tél. Centre 15

Cabinet d'expertise
Assurance-Incendie
Risques divers
recherche
COLLABORATEUR
Jeune diplômé en architecture
ou technicien supérieur du
bâtiment, quelques années
d'expérience
Dépt. en région parisienne
Envoyer CV
et références à :
Cabinet Vito Travers
43, rue des Martyrs à la
Réunion, 97500
COGNAC-STE-HONORINE

Hôpital National de
SAINT-MAURICE
14, rue du Val-d'Aune
94410 SAINT-MAURICE
recherche
INGÉNIEUR
Pour Service Travaux
Candidature + CV + photo
à adresser à
Monsieur le Directeur.

REPRODUCTION INTERDITE

L'AGENDA
Artistes
Urgent artiste peintre rech.
pour une durée de 3 mois un
local pour réalisation d'une
franchise.
Hauteur plafond 3 m 20 min.
surface des murs par pan-
neaux d'une longueur de 5 m
min. Tél. : 43-81-76-20

Aide
à domicile
Garde de maison, éducation,
prof. en relation avec la
santé à domicile. Person.
qualifiées.
HELP Soc. T. 42-43-08-08

Matériel
informatique
Vds ATARI PC XT 512 Ko.
MEV 2 dis. dis. 30 Mo.
D.D. VGA 1024 x 768
Moniteur couleur NEC 3 D.
écran large. Faire offre.
ATARI MEGA 2 ST. 2 Mo.
MEV. 50 Mo. D.D. Nombreux
logiciels, langage et leur origi-
nal avec imprim. 7 000 F. à déb.
T. 42-53-47-82

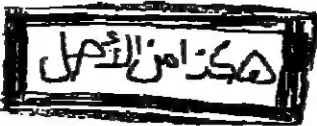
Vacances,
tourisme,
JURA
3 h de Paris par TGV
Pleine zone nordique
Location studios 2 à 6 pers.
Hôtel parait et demi-pension.
Cours de ski de fond par
entraîneur olympique.
Pâtisseries, salle remise en
forme, sauna, etc.
Toute confort et services.
Renseignements et réservations
(1) 81-49-00-72

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
GILLET
18, RUE D'ARNOLE
75004 PARIS
Tél. 43-64-00-83

BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable offre :
« Que des affaires exception-
nelles », écrit le guide « Paris
des richesses ». To bijoux et nos
pierres précieuses, alliances,
bagues, argentiers
AQUA - BIJOUX
PERRON OPERA
Angle bd des Halles
4, Cl. d'Arne. Métro. 37, av. Victor-Hugo,
autre grand choix.

Canapé
Vds canapé audion, matelas
+ fauteuil, 100 % coton, 4 places,
scooter, tablette en sculp.
meub. Edouard. Valeur 10 000 F.
Prix 6 000 F.
Tél. 42-53-47-82, n.p.



22 • Jeudi 31 décembre 1992 •

Le Monde

Dans la perspective de l'Union monétaire européenne

Le gouvernement espagnol accorde une plus grande autonomie à la Banque d'Espagne

MADRID

de notre correspondant

Le gouvernement espagnol a clairement manifesté, lundi 28 décembre, sa volonté de suivre la voie de la future Union économique et monétaire européenne, en proposant un statut de large autonomie pour la Banque d'Espagne, inspiré du modèle de la Bundesbank. Le projet de loi, qui a été approuvé par le conseil des ministres, doit être voté par le Parlement et devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

L'objectif européen est clairement affiché par le gouvernement espagnol, qui souligne que le texte répond aux exigences européennes en matière de financement du déficit budgétaire et de politique monétaire.

Premier changement introduit par le nouveau statut : la Banque d'Espagne sera totalement indépendante de l'exécutif pour définir la politique monétaire. Elle devra soutenir la politique économique du gouvernement, mais à condition que celle-ci ne porte pas pré-

judice à son objectif essentiel : la stabilité des prix.

Autre changement important : la Banque d'Espagne ne pourra plus financer le Trésor ou toute autre entité publique, que ce soit sous forme de prêts ou de découverts. L'Etat devra amortir le découvert accumulé par le Trésor auprès de la Banque centrale depuis 1989, soit 1,1 milliard de pesetas dans un délai de quarante ans et sans intérêts.

En outre, la Banque d'Espagne ne pourra « acquiescer directement ou indirectement à toute forme de dette publique », mais devra se financer sur le marché si elle doit intervenir lors de turbulences monétaires.

Enfin, le nouveau statut modifie les organes dirigeants de la Banque. Le gouverneur sera toujours nommé par le roi d'Espagne sur proposition du président du gouvernement, mais son mandat est porté de quatre à six ans et sera désormais non renouvelable. — (Inérim.)

Mort de l'économiste Henri Guitton

L'économiste Henri Guitton est mort à Paris, le lundi 28 décembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Né le 5 juillet 1904 à Saint-Etienne (Loire), agrégé de sciences économiques et membre de l'Institut, Henri Guitton a joué un rôle très important dans la modernisation de l'enseignement de l'économie en France : c'est lui qui a introduit les mathématiques et les statistiques dans cet enseignement, dispensé à l'époque dans les facultés de droit.

Mais s'il a réhabilité l'économie, il a su éviter de tomber dans l'économisme désincarné en restant dans la grande tradition sociale chrétienne : pour lui, l'économie devait être au service de l'homme.

Grand catholique (son frère Jean est un intime du pape), il s'est beaucoup occupé des

Semaines sociales, qui réunissent tous les ans des intellectuels catholiques sur des sujets économiques et sociaux. Bon orateur et excellent enseignant (à Nancy, Dijon, Paris...), il était depuis 1935 le rédacteur en chef de la *Revue d'économie politique*.

Il fut, entre autres, membre du Conseil économique et social (1959-1962), président de la commission des études économiques du CNRS (1963-1967, 1971-1973), fondateur du Centre d'économie de la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, vice-président (1971), président (1972) puis président honoraire (1972) de la société de statistique de Paris.

Il a également été l'auteur de nombreux ouvrages, le premier (*Les fluctuations économiques*, en 1931) remettant au goût du jour la théorie des cycles et le dernier datant de 1990 (*Repenser le travail, chômage et salariat*).

KENYA : premier scrutin pluraliste depuis vingt-six ans

Les électeurs ont voté dans le calme mais de nombreuses irrégularités ont été constatées

NAIROBI

correspondance

C'est dans le calme et même, selon le mot d'un diplomate, « dans une certaine sérénité » que les Kenyans ont participé, mardi 29 décembre, à leurs premières élections pluralistes depuis vingt-six ans (*Le Monde* du 29 décembre). Le scrutin — régional, législatif et présidentiel — a cependant été marqué par de nombreux problèmes administratifs.

Plusieurs bureaux de vote ont ouvert avec retard. Dans certains cas, les urnes ne sont arrivées que dans l'après-midi. Le scrutin n'a pas eu lieu dans quelques localités du nord-est, faute de matériel. Dans de nombreux bureaux, des noms manquaient sur les registres ou les bulletins de

vote n'avaient pas été livrés. « Nous faisons la somme de ces irrégularités pour déterminer si l'on a cherché à empêcher les gens de voter, notamment dans les zones favorables à l'opposition, ou s'il s'agit d'une mauvaise organisation », explique M^{me} Grace Oduh, responsable du Comité national de surveillance des élections.

Pour l'opposition, la cause est entendue. « Il y a eu fraude délibérée », affirme M. Muriuki, porte-parole du Parti démocratique, qui dénonce notamment la disparition de neuf urnes dans une circonscription où le vote s'annonçait serré. Au dernier jour de la campagne, les partis d'opposition ont dénoncé avec une vigueur accrue les irrégularités commises par le régime du président Daniel Arap Moi. Selon eux, vingt-

deux sièges de député (sur 188) étaient acquis d'avance à la KANU, l'ancien parti unique, faute d'opposants, ces derniers ayant été soit empêchés de se présenter le jour des nominations, soit corrompus par le pouvoir, qui a acheté leur défection.

L'opposition s'inquiète également du nombre réduit d'observateurs étrangers — près de 150 pour surveiller les quelque 10 000 bureaux de vote. Et elle craint d'autant plus fort à la fraude qu'elle paraît trop divisée pour l'emporter. Aussi se prépare-t-elle à saisir la justice des irrégularités commises, tout en laissant entendre qu'elle pourrait se faire déborder par des émeutes spontanées après la publication des résultats.

JEAN HÉLÈNE

Dans un message à la veille du 1^{er} janvier

La misère est une menace pour la paix déclare Jean-Paul II

« Si tu cherches la paix, va à la rencontre des pauvres » : tel est le thème du message adressé par le pape à l'occasion de la « Journée mondiale de la paix » organisée par l'Église catholique. « En s'attaquant à la dignité de l'être humain, écrit Jean-Paul II, la misère constitue un véritable obstacle à la valeur de la vie. Elle affecte dans ses racines le développement pacifique de la société ».

Devant l'enchaînement de violences raciales et ethniques qui endeuillent des régions comme l'ancienne Yougoslavie, le pape reprend son message de 1981, dans lequel il expliquait déjà que « la paix requiert, de la part de chaque nation, en organisation à renouer avec revendications et aux desseins portant atteinte aux autres nations, et donc le refus de souscrire à toute doctrine de suprématie nationale ou culturelle ».

Il y ajoute le facteur aggravant du sous-développement et de la pauvreté, qui sont aussi des sources de conflits. Reprenant les accents de son encyclique de 1991, *Centesimus Annus*, le pape souligne qu'il est urgent d'apporter aux mécanismes économiques les corrections nécessaires pour qu'ils soient en mesure de garantir une distribution des biens plus juste et plus équitable. Les seuls mécanismes du marché ne suffisent plus, dit-il en effet, pour régler des situations de pauvreté qui sont autant de germes de violence. Il précise que des actions énergiques de solidarité portant sur les causes mêmes du sous-développement, « car, en laissant subsister des situations d'extrême pauvreté, on pose les prémisses d'une vie sociale toujours plus exposée à la menace de violences et de conflits ».

Dans ces causes de la pauvreté, pape en particulier la dette extérieure

des pays sous-développés. « Elle continue à être un fardeau insupportable, malgré les efforts accomplis pour l'alléger », écrit Jean-Paul II. « Peut-être le moment est-il venu de réexaminer les conditions de remboursement total ou partiel, en cherchant des solutions définitives qui permettent d'absorber pleinement les lourdes conséquences sociales d'un ajustement ».

Les mouvements migratoires font naître aussi des tensions violentes. « Pour faire face aux réactions de xénophobie », dit Jean-Paul II dans son message du 1^{er} janvier 1993, « il est moins utile de recourir à des mesures provisoires d'urgence que d'agir sur les causes en promouvant, par de nouvelles formes de solidarité entre les nations, le progrès et le développement des pays d'où proviennent les flux migratoires ». Au nom de la « pauvreté évangélique », le pape invite enfin les pays riches à faire preuve de plus de sobriété dans leur consommation.

EN BREF

Un opposant iranien aurait été enlevé à Istanbul. — La presse turque a rapporté mardi 29 décembre qu'un ressortissant iranien, M. Abbas Golzade, qui serait un ancien garde du corps du Chah, avait été enlevé samedi à Istanbul. Cinq personnes qui, selon l'épouse de M. Golzade, témoins de l'enlèvement, paraissent en persan ont été forcés de monter dans un véhicule. Près d'un million de réfugiés iraniens vivent actuellement en Turquie, selon le journal *Hürriyet*. — (AFP.)

Deux diplomates iraniens impliqués dans l'assassinat de dirigeants kurdes à Berlin. — Deux diplomates iraniens en poste en Allemagne sont impliqués dans les assassinats de quatre dirigeants kurdes de l'opposition iranienne, le 17 septembre à Berlin (*Le Monde* du 19 septembre), a indiqué mardi 29 décembre le magazine *Stern*. Selon la revue, les deux diplomates doivent être discrètement renvoyés dans leur pays, aux termes d'un accord entre les autorités allemandes et l'ambassade d'Iran. Celle-ci a toutefois nié toutes ces accusations et affirmé dans un communiqué que « tout acte de terrorisme (...) quel qu'en soit le but, doit être fermement condamné ». Six Libanais et un Iranien ont déjà été inculpés dans cette affaire. — (AFP.)

M. Quilès se démet de son mandat de conseiller de Paris. — M. Paul Quilès a annoncé, mardi 29 décembre, qu'il se démettait de ses mandats de conseiller (PS) de Paris et de conseiller du troisième arrondissement. Le ministre de l'Intérieur et de la sécurité publi-

que, qui sera candidat aux élections législatives dans le Tarn, a indiqué que, « en raison du respect » qu'il doit à ses électeurs, il ne peut à la fois « représenter les électeurs parisiens » et aspirer à représenter ceux du Tarn. M. Quilès, qui était en 1989 tête de liste du PS dans le treizième arrondissement de la capitale, sera remplacé au Conseil de Paris par Serge Blisko, qui le remplaça à l'Assemblée nationale de 1983 à 1986.

Sondage : les cotes de MM. Mitterrand et Bérégovoy en baisse. — Selon le « tableau de bord » mensuel *Paris Match*-SVA (publié dans l'hebdomadaire daté 7 janvier), les cotes de popularité de MM. Mitterrand et Bérégovoy sont en baisse. Par rapport à novembre, les « mauvaises opinions » sont passées de 56 % à 60 % pour le chef de l'Etat, de 45 % à 50 % pour le premier ministre, et les « bonnes opinions » de 36 % à 32 % pour le premier, de 39 % à 36 % pour le second (enquête effectuée du 14 au 18 décembre auprès de huit cent soixante-quinze personnes). D'autre part, les intentions de vote aux élections législatives donnent 44,5 % à la droite, 29,5 % à la gauche, 15 % aux écologistes et 11 % au Front national (enquête effectuée du 1^{er} au 5 et du 14 au 18 décembre auprès de trois mille six cent dix personnes).

L'armée russe s'est retirée de Vilnius. — L'armée russe a achevé, mardi 29 décembre, son retrait de la capitale lituanienne. Elle laisse cependant dans le pays 15 000 soldats dont le départ est prévu le 31 août 1993, selon le ministre de la défense lituanien, M. Andrius Butkevicius. — (Reuters.)

Le vote des budgets dans les régions

o Auvergne : l'UDF et le RPR s'abstiennent sur le renfort de l'Etat CPNT. — Le projet de budget de la région Auvergne, présenté par M. Valéry Giscard d'Estaing, a été adopté sans difficulté par 25 voix contre 17 et 5 abstentions. Les vingt-quatre élus de l'UDF et du RPR ont voté pour, n'enregistrant qu'un seul renfort, celui de M. Jean-Pierre Lallitte (Cantal), seul élu du mouvement Chasse, Pêche, Nature, Traditions (CPNT). Les neuf conseillers socialistes, les quatre communistes et quatre écologistes sur cinq ont voté contre. Le cinquième écologiste et les quatre élus du Front national se sont abstenus. Le budget primitif 1993, qui s'élève à 1,19 milliard de francs et dont la fiscalité directe est en hausse de 8,95 % par rapport à 1992, a deux priorités essentielles : l'emploi et l'éducation. — (Corresp.)

o Basse-Normandie : deux élus Verts s'associent à la majorité de droite. — Le conseil régional de Basse-Normandie, présidé par M. René Garrec (UDF-PR), a approuvé le budget 1993 par 26 voix contre 1 et 18 abstentions. Les vingt-quatre élus de la majorité ont voté pour, ainsi que deux élus Verts, MM. Didier Anger (Manche) et Jean-Luc Pithois (Orne). Les neuf élus socialistes, les cinq du Front national, deux élus de Génération Ecologie et un Vert et un dissident des Verts se sont abstenus. Un seul conseiller régional a voté contre : l'élu communiste. D'un montant de 1,276 milliard de francs, le budget 1993, dont près de la moitié est destinée à des dépenses de formation, est en augmentation de 13 % sur l'an dernier. Les impôts régionaux connaîtront une hausse de 16 %. — (Corresp.)

o Centre : les socialistes et les écologistes s'abstiennent sur le budget régional. — Le conseil régional du Centre, que préside M. Maurice Dousset (UDF-PR), a adopté son budget primitif pour 1993 par 32 voix contre 19 et 26 abstentions. L'UDF et le RPR ont voté pour, le PC et le Front national ont voté contre, le PS et les écologistes se sont abstenus. D'un montant de 2,5 milliards de francs, ce budget est, pour plus de la moitié (57 %), consacré à l'éducation et à la formation. La pression fiscale sera en augmentation de 25 %.

SOMMAIRE

DÉBATS

Vichy : « Pas coupable, mais responsable », par Daniel Bensaid ; Vietnam : « Les dettes d'un francophone », par Alain Dugrand 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie : Mgr Duval s'écarter plus l'hypothèse d'une intervention militaire « appropriée » en Bosnie 3
Tadjikistan : les communistes ont pris le contrôle de la frontière sghane 3
Tchécoslovaquie : l'heure de vérité en Slovaquie 4
Le Bangladesh a entrepris le rapatriement « volontaire » de milliers de réfugiés rohingyas vers le Birmanie 4
Brésil : l'ex-président Collor a été suspendu de ses droits civiques pour corruption 5
Cuba : la plupart des passagers d'un avion détourné sur Miami ont demandé l'asile politique aux Etats-Unis 5
L'affaire des Palestiniens expulsés : le mouvement Hamas lutte pour la création d'un Etat islamique en Palestine 6
Somalie : les Américains ont lancé une vaste opération de police à Mogadiscio 6

société

Les réquisitions dans l'affaire de Port-Fréjus 7
Des reproductions de manuscrits de la bibliothèque Vaticane disponibles en vidéodisques 7

Les développements de l'affaire Botton : les ambitions politiques de M. Charles Giscard d'Estaing. — 8

ARTS • SPECTACLES

Le vignoble bordelais visité par l'architecture : L'intégrale des disques de Jane Birkin et Angèle Perle au Théâtre de la Ville • La sélection des programmes de la semaine 9 à 15

ÉCONOMIE

L'augmentation du travail à temps partiel en 1992 16
Les établissements de crédit ont fortement accru leurs provisions pour risques 16
L'Italie entame une « année noire » 17
Lockheed commercialisera la fusée russe Proton 17
Les Japonais construisent les rames du métro du Caire 17

Services

Abonnements 2
Annonces classées 20
Carnet 20
Marchés financiers 18 et 19
Météorologie 21
Monocyclisme 20
Moto croisée 20
Radio-télévision 21


La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 décembre 1991 a été tiré à 452 253 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : Ingmar Bergman romancier
Renouant avec ses premières amours, le cinéaste écrit. Et montre magnifiquement au lecteur ce qu'il faut regarder.

« Point » : la partition de la Tchécoslovaquie
Le 31 décembre 1992 à minuit, la Tchécoslovaquie cèdera la place à deux Etats distincts, après soixante-quatre années de coexistence entre Tchèques et Slovaques.



SOLDÉS
20 à 50%
collection Hommes et Femmes
DAKS
269, rue Saint-Honoré 75001 Paris Téléphone 42 60 22 19
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

SCIENCE & VIE

L'HOMME EST-IL UNE FEMME RATÉE ?

Science & Vie publie la synthèse des plus récentes découvertes en biologie et en anthropologie sur l'identité masculine et l'identité féminine. Un dossier "chaud" qui tord le cou à quelques idées en vogue...

- Le retour de la tuberculose
- La masse cachée de l'Univers
- Comment capter les nouvelles chaînes TV

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Cours relevés à 11 h 15

36-15

29/12

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu